

SEANCE DU MERCREDI 11 JUIN 1980
VERGADERING VAN WOENSDAG 11 JUNI 1980SEANCE PUBLIQUE
DE LA SECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES
OPENBARE VERGADERING
VAN DE AFDELING ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN

SOMMAIRE :

CONGES :

Page 1780.

PROJETS DE LOI (Discussion) :

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1980.

Projet de loi ajustant le budget du ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1979.

Discussion générale. — *Orateurs* : MM. R. Gillet, Vernimmen, Sondag, Vanhaverbeke, Coen, Basecq, de Bruyne, Payfa, De Graeve, J. Gillet, Capoen, Pedé, Neuray, Vandenabeele, Bataille, Deconinck, Mme Mathieu-Mohin, MM. Van Herreweghe, Lagae, M. Lavens, ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, p. 1780.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1980.

Examen des articles. — *Orateurs* : M. Lavens, ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, M. de Seranno, p. 1805.

Projet de loi ajustant le budget du ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1979.

Examen des articles, p. 1807.

INHOUDSOPGAVE :

VERLOF :

Bladzijde 1780.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking) :

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1980.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1979.

Algemene bespreking. — *Sprekers* : de heren R. Gillet, Vernimmen, Sondag, Vanhaverbeke, Coen, Basecq, de Bruyne, Payfa, De Graeve, J. Gillet, Capoen, Pedé, Neuray, Vandenabeele, Bataille, Deconinck, Mevr. Mathieu-Mohin, de heren Van Herreweghe, Lagae, de heer Lavens, minister van Landbouw en Middenstand, blz. 1780.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1980.

Onderzoek van de artikelen. — *Sprekers* : de heer Lavens, minister van Landbouw en Middenstand, de heer De Seranno, blz. 1805.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1979.

Onderzoek van de artikelen, blz. 1807.

PRESIDENCE DE M. BOEY, VICE-PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER BOEY, ONDERVOORZITTER

MM. De Seranno et Bogaerts, secrétaires, prennent place au bureau.

De heren De Seranno en Bogaerts, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 heures.

De vergadering wordt geopend te 14 uur.

CONGES — VERLOF

MM. Adriaenssens, retenu par des devoirs administratifs; Dalem, retenu par d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering : de heren Adriaenssens, wegens ambtsplichten; Dalem, wegens andere plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'ANNÉE BUDGETAIRE 1980

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'ANNÉE BUDGETAIRE 1979

Discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN LANDBOUW VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Algemene bespreking

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget du ministère de l'Agriculture.

Wij vatten de beraadslaging aan over de ontwerpen van wet betreffende de begroting van Landbouw.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Roland Gillet.

M. R. Gillet. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, mon intervention dans l'examen de votre budget concerne uniquement les problèmes de protection des animaux. Quel est le département ministériel compétent en la matière ?

Avec Mme Mathieu-Mohin, j'ai, en effet, déposé une proposition de loi relative à la protection des animaux. Celle-ci a été envoyée à la commission de la Justice du Sénat. Or, nous apprenons que le ministre de l'Agriculture, et nous l'en remercions, a mis au point un projet de loi similaire à la rédaction duquel nous avons d'ailleurs collaboré. En effet, plusieurs réunions auxquelles ont participé des membres du Sénat et de la Chambre des représentants ont eu lieu à votre département. Nous attendons sous peu le dépôt de ce projet de loi qui, puisqu'il émane du ministre de l'Agriculture, sera transmis à la commission de l'Agriculture.

Je me tourne vers le président pour lui demander comment on compte procéder à l'examen, qui, cela va de soi, devra être jumelé, de cette proposition et de ce projet de loi. Suivant le règlement du Sénat, la proposition doit être examinée en premier lieu. Or, elle a été renvoyée en commission de la Justice alors que le projet de loi sera transmis à la commission de l'Agriculture... Il conviendrait de s'entendre ! Ou bien notre proposition sera envoyée en commission de l'Agriculture, ou bien votre projet passera en commission de la Justice.

Je voudrais également vous entretenir de l'application de la convention de Washington. Dans l'annexe à la déclaration gouvernementale qui, vous le savez, est mon livre de chevet — vous vous en êtes aperçu hier — et dont j'ai analysé pas mal de termes, de phrases et de périphrases, on traite de la manière suivante les compétences relatives à la conservation de la nature : « En matière régionale, la protection et la conservation de la nature, à l'exception de l'importation, de l'exportation et du transit des espèces végétales non indigènes ainsi que des espèces animales non indigènes et de leurs dépouilles... » Cela signifie donc que la convention de Washington, que nous avons acceptée et signée, n'est pas encore appliquée et que si elle doit l'être, ce sera sur un plan national, puisque le membre de phrase « à l'exception de ... » prouve que ce sera par le canal du ministère de l'Agriculture ou du ministre des Affaires étrangères.

Lorsque je vous ai demandé, Monsieur le Ministre, où en était, en Belgique, l'application de la convention de Washington, vous m'avez répondu que cela n'était plus de votre compétence, mais bien de celle des régions.

Aujourd'hui, il appert de l'annexe à la déclaration gouvernementale que l'application de la convention de Washington relève de la compétence du gouvernement national. Si c'est bien le cas, il vous

appartient, ainsi qu'au ministère des Affaires étrangères, de faire enfin respecter une convention que nous avons signée depuis de nombreuses années et qui intéresse tous ceux qui ont à cœur la conservation de la nature et la protection des animaux. Pouvez-vous nous fixer clairement à cet égard, Monsieur le Ministre ?

Au sein du Parlement, une association regroupant plus de cent parlementaires milite en faveur de la protection des animaux et de l'amélioration de leur sort. Ces parlementaires ont le droit et le devoir de vous demander où en est la question. Nous déplorons l'indifférence en cette matière non seulement de ce gouvernement, mais de ceux qui vous ont précédé.

Depuis des mois, voire des années, on réclame une réglementation de la vivisection. Celle-ci se pratique encore dans les laboratoires de fabricants de cosmétiques, dans des laboratoires non agréés. Au surplus, le contrôle est nul dans les laboratoires agréés, quant à l'application régulière de la législation actuelle en la matière. Celle-ci a créé un corps d'inspecteurs vétérinaires pour contrôler les laboratoires qui pratiquent des actes d'expérimentation sur des animaux et la vivisection. A ce jour, il ne m'a pas été possible de prendre connaissance, sous quelque forme que ce soit, d'un seul document sur la manière dont le contrôle est exercé.

De plus, il est avéré qu'on vend régulièrement sur des marchés ou par l'intermédiaire de certaine publicité des chiens et d'autres animaux destinés à la vivisection et que les acheteurs représentent des firmes de produits cosmétiques qui n'ont réellement aucun droit, selon la législation actuelle, de pratiquer la vivisection. Et cependant cela se fait, sans aucun contrôle. Dans ce domaine se pratiquent encore aujourd'hui des actes que je renonce à vous décrire, parce qu'ils sont trop écœurants, et des expériences sur les animaux ; tout cela, je le répète, sans le moindre contrôle.

Monsieur le Ministre, je vous demande deux choses : tout d'abord, voulez-vous nous dire si vous avez donné des instructions à votre corps d'inspecteurs afin que ces pratiques de vivisection soient contrôlées ? Si oui, quel en est le résultat ? Sinon je vous demande instamment de faire le nécessaire.

Ma seconde question concerne à la fois le Sénat, la présidence du Sénat et le gouvernement. J'aimerais savoir quelle commission compétente du Sénat s'occupera des matières relatives à la protection des animaux, notamment de l'examen de la proposition de loi que j'ai déposée et ensuite du projet de loi que nous attendons. Ne serait-il pas possible, avec l'accord du Sénat et du gouvernement, de constituer une commission spéciale chargée de l'examen des propositions relatives à la protection des animaux ?

J'attends votre réponse à ces deux questions, Monsieur le Ministre. J'espère vivement que nous pourrions compter sur votre action, jointe à celle des partis représentés au gouvernement, afin que soit donnée aux problèmes posés par la protection des animaux l'importance qu'ils méritent réellement. On a souvent tendance à minimiser la portée de notre humanisme en cette matière et, par certaines allusions faites ici, on me fait comprendre que je m'occupe trop des animaux et pas assez des enfants qui ont faim dans le monde. J'ai toujours répété que l'un n'exclut pas l'autre. Malgré certains sourires, je dirai que l'on constate souvent que ceux qui s'occupent de protéger les animaux s'intéressent également au problème de la faim dans le monde.

M. M. Dewulf. — Parlez-nous de l'Ouganda !

M. R. Gillet. — Mais l'un n'empêche pas l'autre, Monsieur Dewulf. Je vous conteste le droit de dire que celui qui s'intéresse à certains problèmes ne s'intéresse pas aux autres. Pour moi, je me préoccupe au moins autant que vous des questions difficiles qui se posent dans certaines parties du monde et j'essaie d'agir sur le plan personnel et général sans doute autant que vous le faites. Mais je ne m'arrête pas là et je suis attentif à la protection de la vie et de la nature sous toutes les formes. Là, je pense que vous êtes entièrement d'accord avec moi.

M. M. Dewulf. — Oui, mais il y a des urgences et des priorités à respecter, Monsieur Gillet.

M. R. Gillet. — Il est évident que certaines urgences et priorités sont réelles et je serai le premier à le soutenir avec vous, mais en quoi cela nous empêche-t-il de prendre en même temps, ou immédiatement après, une législation qui nous donne une bonne conscience en cette matière ?

La souffrance est partout, Monsieur Dewulf, et j'estime que nous avons le devoir de nous en occuper, en quelque domaine qu'elle se manifeste.

Je ne comprendrais pas qu'étant donné ce que vous êtes et sachant ce que vous faites, vous soyez opposé à une telle législation ; vous ne l'êtes d'ailleurs pas. Vous soulignez simplement qu'il existe des

priorités. Je vous le concède. Mais, je le répète une fois encore — et ce sera le mot de la fin —, l'intérêt pour la protection des animaux n'a jamais exclu le souci des populations. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vernimmen.

De heer Vernimmen. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, wanneer wij — weliswaar door omstandigheden buiten uw wil om — de begroting zo laatdijgend moeten bespreken, zijn natuurlijk enkele zeer essentiële punten van het landbouwbeleid reeds aan een beslissing toe. Het betreft hier dan toch vooral de landbouwprijzen, die gedurende maanden trouwens de oorzaak zijn geweest van heel wat moeilijkheden op Europees en nationaal vlak. De voorziene verhoging, al ligt zij in de lijn van de verwachtingen, wordt zeker niet goedgekeurd door onze landbouwers, vooral dan door de sterke positie van onze munt. Nochtans, Mijnheer de Minister — en dat is dan het positieve van mijn tussenkomst — valt het moeilijk te ontkennen dat u tot degenen behoort die met hardnekkigheid de objectieve methode, dat wil zeggen de verhoging met 7,9 pct., hebben verdedigd.

Politiek schijnt het mij toe dat wij het maximum hebben bereikt, voorlopig althans, omdat het toch voor iedereen duidelijk is dat dit gecoördineerd Europa slechts schijn is, wat betreft de inkomens van de landbouwers in vergelijking met de inkomens van andere groepen. Het blijft echter een feit dat men met de prijsregelingen tot op heden noch het inkomen van de landbouwers, noch het probleem van de structurele overschotten heeft opgelost. De nu vooropgestelde maatregelen van verhoging van de medeverantwoordelijkheidshelling van de zuivelsector zal evenmin aan de structurele overschotten enige verandering brengen. Er bestaan naar mijn gevoel trouwens slechts twee oplossingen.

Ten eerste, ofwel gaan wij een expansieve politiek voeren en het landbouwgebeuren niet alleen meer beschouwen als een commerciële gesloten handeling, maar als een ander onderdeel, die dan moet gericht zijn naar de ontwikkeling toe en vooral als aandeel ter bestrijding van de honger in de wereld. Dat betekent dat wij het geheel van de ontwikkelingspolitiek op een ernstige wijze moeten gaan bekijken.

Ten tweede, zoals men trouwens voor de suiker heeft gedaan, moeten quota's worden ingesteld of anders gezegd, moet de meerproductie op een efficiënte wijze worden belast.

Met een dergelijk vooropgestelde regeling moet de produktie gekoppeld worden aan het aantal hectare. Met andere woorden, men moet het familiaal bedrijf stimuleren ten overstaan van degenen die overschakelen naar wat men « de melkfabrieken » noemt. Een dergelijke houding zou waarschijnlijk tot gevolg hebben dat de voeding op basis van de zeer bestreden produkten, zoals soya en maniok verminderen. Alle pogingen tot taxatie van deze produkten, die ik wenselijk acht, kan niet in de eerstvolgende jaren worden ingevoerd. De aangekondigde taxatie van margarine zal daar weinig verandering in brengen. Immers door de ongezoneerde publiciteit en de sterke invloed van bepaalde oncontroleerbare multinationals, is het gebruik van margarine veeleer een leefgewoonte geworden dan een prijzenbeoordeling.

Ik wil, Mijnheer de Minister, u ook een vraag stellen over de moeilijkheden die sommige agro-alimentaire sectoren kennen en waar vooral op wetgevend vlak een betere coördinatie zich opdringt tussen het ministerie van Economische Zaken enerzijds en het ministerie van Landbouw anderzijds.

Ik doe hier vooral een beroep op u, om te trachten dat de Europese maatregelen zo correct mogelijk worden toegepast en dat er geen valse concurrentie ontstaat tussen de ondernemingen in de verschillende Lid-Staten.

Ik zeg dit niet zozeer voor deze industrie zelf, maar vooral voor de paar duizenden die er werken. Dit is vandaag het geval met het totaal van onze zetmeelindustrie. In ons land is die bijna uitsluitend gebaseerd op maïszetmelen. Op het ogenblik ondervindt zij een zeer sterke concurrentie van de aardappelzetmelen uit Nederland, zodat zij in de eerstvolgende maanden voor onoverkomelijke moeilijkheden zal komen te staan.

Immers onder de actuele zetmeelregeling, in voege sedert 1967, wordt op ingevoerde maïs een heffing betaald, waarvan een gedeelte terugbetaald wordt (de zogenaamde restitutie bij de produktie), waardoor het mogelijk is de prijs terug te brengen op een niveau vergelijkbaar met de wereldmarkt.

Deze restitutie werd noodzakelijk geacht omwille van volgende redenen :

Ten eerste, om gelijke concurrentievoorwaarden te creëren tussen industriële zetmelen op basis van grondstoffen, waarvan de prijs onderworpen is aan de landbouwreglementering, en petrochemische derivaten op basis van grondstoffen tegen wereldmarktprijzen.

Ten tweede, om het evenwicht in stand te houden tussen de verschillende zetmeelbronnen. Ondanks het duidelijk overwicht van maïs, heeft de zetmeelregeling de leefbaarheid en de groei van de aardappelzetmeelsector mogelijk gemaakt. Verder kwam in de loop van deze periode een expansieve tarwezetmeelindustrie tot stand in de meeste Lid-Staten.

Tenslotte, om de EG-zetmeelindustrie en haar afnemers toe te laten hun produkten af te zetten op de wereldmarkt tegen competitieve prijzen.

Van 1973 af is daar verandering in gekomen. Wanneer wij het globale pakket van de landbouwprijzen en de wetgeving dienaangaande onderzoeken, stellen wij vast dat deze restitutie verminderd wordt en dat de premies voor aardappelzetmelen worden verhoogd. Ik zou dit niet zo erg vinden, indien de gebruikte argumenten juist waren. Ik zou dit zelfs goedkeuren, indien het inderdaad om de verhoging van de landbouwersinkomens ging. U kent echter ongetwijfeld het geval, Mijnheer de Minister. Het gaat hier om de industrie of veeleer om zogezegde coöperatieven, waarvan de landbouwers aandeelhouders zijn en waarschijnlijk met Nieuwjaar een sigaar en een druppel krijgen. Deze landbouwers zien hun inkomens echter niet verhogen, zodat deze premies in feite ondoelmatige premies zijn die ten goede komen aan de industrie in Nederland.

Deze problemen bestaan al jaren, maar nu worden ze scherper gesteld dan ooit.

Mijnheer de Minister, bent u bereid deze maatregelen op een objectieve wijze te onderzoeken en dienaangaande uw stem te laten horen op het Europese vlak ?

Wanneer ik over discriminatoire maatregelen spreek, wens ik ook even stil te staan bij de Belgische sierteelt, meer bepaald bij de potplantensector. De export heeft zich in vergelijking met de andere deelsectoren van de sierteelt bevredigend ontwikkeld sinds 1973-1974. Wel groeide de export van de Nederlandse en Deense potplanten veel sneller dan bij ons. Het is wel verontrustend dat het exportpeil zich bij ons sinds midden 1977 heeft gestabiliseerd, terwijl het in Nederland en Denemarken met 15 pct. per jaar bleef stijgen. Indien mijn inlichtingen juist zijn, is het een kwestie van concurrentievermogen.

De Nederlandse bedrijven bijvoorbeeld worden verwarmd met aardgas waarvoor ze premies genieten naast andere voordelen. Hierdoor ontstaat een verschil van 5 à 6 pct. met de prijzen van de Belgische, vooral de Vlaamse kwekers. Denk maar aan de streek van Gent en omgeving. De positie van onze kwekers is bijgevolg niet meer concurrentieel. In het Europees gebeuren lijkt dit mij onaanvaardbaar en ik zou u willen vragen, Mijnheer de Minister, ook hier even uw aandacht aan te wijden.

Na deze beschouwingen en vragen kan ik u zeggen, Mijnheer de Minister, dat ik uw begroting zal goedkeuren. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Sondag.

M. Sondag. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, ainsi qu'il apparaissait déjà hier, à la réunion de notre commission de l'Agriculture, il y aura, semble-t-il, unanimité dans cette assemblée pour reconnaître que les échelles des prix agricoles fixées par les instances européennes pour la campagne en cours, ainsi que les mesures connexes qui accompagnent ces décisions, se situent nettement au-dessous des objectifs raisonnables tels qu'ils avaient été justifiés par les représentants agricoles européens et soutenus par la majorité de nos formations politiques et par vous-même en particulier, Monsieur le Ministre.

L'augmentation de quelque 8 p.c. que nous escomptions devait contribuer à redresser la dégradation des revenus observée en 1979 et à faire face à l'accroissement prévisible des charges en 1980.

Certes, les résultats obtenus sont fortement améliorés par rapport aux propositions initiales de la Commission européenne et par rapport aux exigences minimalistes de certains partenaires européens.

Vous êtes, Monsieur le Ministre, un des principaux artisans de ces progrès très sensibles. Je tiens à le souligner et à vous en remercier. J'associe d'ailleurs à vos mérites nos collègues du Parti populaire européen, qui, à travers les arcanes des débats complexes du Parlement européen, ont soutenu activement notre position. J'évoque en particulier l'actuel ministre des Affaires étrangères, M. Charles-Ferdinand Nothomb, qui pendant plusieurs mois a fait prévaloir nos thèses autant que faire se pouvait et qui a donné le coup de barre final dès son entrée en fonction au Conseil des ministres des Affaires étrangères.

L'institution européenne est provisoirement sauvée. La politique agricole commune sera poursuivie. Il me plaît de souligner ces résultats positifs très importants un an après la première élection du Parlement européen au suffrage universel.

Mais nous ne pourrions tolérer que les familles agricoles subissent le contre-coup de ces compromis politiques par une nouvelle dégradation de leurs revenus en 1980 et 1981.

Le compromis intervenu sur le plan budgétaire est à première vue bien réglé pour 1980 et 1981 et il est engagé, présentant toutefois moins de précision pour 1982.

Nous aurions voulu que ce compromis comportât aussi un mécanisme d'adaptation objective des prix agricoles pour ces trois exercices. Nous aurions pu alors parler d'une orientation significative dans la politique agricole commune, tout de même impliquée dans l'évolution du marché mondial.

Ce manque de lucidité et de courage politique, nous le regrettons. Il faudra donc, l'année prochaine encore, attendre des propositions et des décisions avec une profonde inquiétude, même si l'on nous dit que des décisions pourraient intervenir plus rapidement parce qu'elles ne seraient plus hypothéquées par le blocage d'ordre budgétaire.

En attendant et pour la campagne en cours, il faudra assurer des revenus équitables aux agriculteurs, entre autres par des mesures complémentaires et des réductions de charges professionnelles.

Les agriculteurs ont droit à ces revenus équitables en tant que travailleurs, comme tous les autres travailleurs.

Ils le méritent parce qu'ils engagent leur famille, leur patrimoine, tout leur avenir, accumulant les risques, investissant au point de s'endetter, trop souvent de façon humainement insupportable.

La rémunération des agriculteurs doit donc être comprise dans un sens global, incluant des prestations diversifiées et hautement qualifiées.

Les contraintes, qu'elles soient physiques ou morales, qu'elles soient individuelles ou familiales, qu'elles se situent dans le temps ou plus exactement en dehors de tout horaire régulier et de toute sécurité collectivement organisée, les agriculteurs les accepteraient si, au moins, ils percevaient un peu plus de considération et s'il leur était possible de couvrir leurs charges inéluctables de production, en s'assurant un revenu familial équitable et une sécurité suffisante pour l'ensemble de leur famille.

L'entreprise agricole familiale est restée le modèle de l'entreprise dans laquelle toute la famille est impliquée, cultivant la « motivation au travail » que l'accord gouvernemental veut encourager, se répartissant les besognes, fût-ce occasionnellement. Pour l'entreprise agricole familiale, il s'impose de considérer généralement le revenu au niveau du couple et même, assez souvent, à l'actif de l'un ou l'autre enfant.

Aussi, dans le cadre de la politique fiscale préconisée par l'actuel gouvernement, il s'imposera dès 1980, c'est-à-dire pour les revenus de 1979, d'appliquer aux familles agricoles le système appelé *splitting*, soit l'affectation à chacun des conjoints au moins des revenus professionnels équitables répartis. La formation des barèmes forfaitaires devra évidemment tenir compte de cette orientation.

Ce n'est que juste, surtout si l'on devait élargir la formule du déculmul pour les ménages à deux revenus distincts.

Un autre engagement gouvernemental vise la suppression de la TVA de 5 p.c. sur les investissements à partir du 1^{er} juillet 1980. Cette mesure devra être appliquée également aux entreprises agricoles.

Me référant encore à l'accord de gouvernement qui stipule formellement que : « le gouvernement mettra tout en œuvre pour réaliser une politique appropriée des prix visant à assurer aux agriculteurs une évolution équitable de leurs revenus... tant au niveau de la Communauté européenne qu'au niveau national », j'attire à nouveau votre attention, Monsieur le Ministre, sur la nécessité qu'il y aura d'alléger les coûts de production pour compenser l'insuffisance des hausses des prix agricoles et je pense à des réductions de taux de TVA sur les produits « phyto », sur le matériel, sur les amendements calcaires et sur d'autres produits et services.

D'autres allègements de coûts sont à envisager, surtout en faveur des jeunes qui s'installent.

En effet, nous connaissons, en Belgique, les coûts de production parmi les plus élevés de la Communauté européenne et les taux de succession les plus faibles dans la reprise des exploitations familiales.

Les associations agricoles formuleront certainement des propositions concrètes et pertinentes.

Nous les examinerons dans une concertation politique que nous voulons réaliste et efficace, dans le style d'un « front vert politique ».

Mais une vigilance particulière s'impose en permanence, en ce moment, en ce qui concerne l'évolution des prix sur le marché des bovins. Il est grand temps de soutenir ce marché pour rendre au moins effective la hausse modique décidée il y a une dizaine de jours et qui aurait dû intervenir depuis le début du mois d'avril.

En ce qui concerne le freinage des prix dans le secteur laitier et l'aggravation de la taxe de coresponsabilité — malgré la légère atténuation dans les zones agricoles défavorisées —, nous exprimons notre

plus vive désapprobation, étant donné le caractère aveugle et, partant, injuste de ces décisions. Celles-ci, en effet, frappent proportionnellement plus fort les petits producteurs que ceux qui utilisent des méthodes industrielles. Ces décisions ignorent en outre les importations massives de beurre de Nouvelle-Zélande et elles n'imposent aucune taxation sur les produits oléagineux, alors que le Parlement européen s'est prononcé majoritairement dans ce sens-là, à l'initiative de représentants du Parti populaire européen.

Aussi, j'insiste pour qu'au moins le relèvement du taux de TVA sur la margarine soit réalisé en Belgique, conformément aux engagements gouvernementaux.

Il convient tout de même d'informer l'opinion publique sur l'évolution de nos stocks en beurre et en poudre de lait. En un an, ces stocks ont fondu de 100 000 tonnes de beurre et de 300 000 tonnes de poudre de lait écrémé, au point que nos réserves en poudre de lait sont quasiment nulles actuellement en Belgique — moins de 3 000 tonnes — et que les autorités européennes ont décidé hier de diminuer les restitutions à l'exportation, afin de ralentir ces mouvements.

Ces incohérences sont plus que troublantes !

Je tiens donc à dire formellement dès maintenant que tout prélèvement supplémentaire en coresponsabilité devrait être limité aux seules entreprises agricoles dépassant les quantités normales de production par unité de travail familial.

Je demande aussi que la prime de 20 unités de compte européennes — soit environ 810 francs belges — par vache allaitante soit doublée en Belgique. Ce sera là une mesure efficace de reconversion pour autant, bien sûr, que le marché des bovins soit correctement soutenu.

Sans vouloir passer tous les secteurs en revue, j'exprimerai tout de même une relative satisfaction en ce qui concerne le secteur betteravier : si la hausse du prix minimal des betteraves est plus faible que la hausse moyenne des prix agricoles, les conditions de valorisation apparaissent meilleures, qu'il s'agisse du maintien de la méthode du prix mixte et des quotas A et B, sans pénalisation, d'autant plus que la tendance du marché mondial reste à la hausse, au-delà des prix européens; ce qui devrait faire réfléchir l'ensemble des consommateurs, surtout si l'on tient compte des possibilités de transformation énergétique du sucre, tout au moins du sucre de canne.

Ces perspectives devraient d'ailleurs infléchir certaines orientations des accords de Lomé avec les pays ACP.

Parmi les améliorations intervenues dans les décisions européennes, j'évoquerai aussi le relèvement de quelque 60 p.c. de l'indemnité compensatoire octroyée, sous certaines conditions, aux agriculteurs professionnels des zones agricoles défavorisées.

J'insiste, Monsieur le Ministre, pour que le programme spécifique de développement intégré prévu pour la province de Luxembourg soit engagé dès cette année.

En clôturant ces considérations relatives à la politique des prix et des marchés, je voudrais insister sur la nécessité impérieuse de développer une politique commerciale plus dynamique et surtout plus efficace, que ce soit sur le marché belge, ou sur le marché européen ou davantage encore sur le marché mondial.

Il serait tout de même normal qu'une partie tout au moins du produit du prélèvement laitier soit consacrée à un fonds belge de promotion des produits laitiers.

Il nous faudra aussi promouvoir la commercialisation des produits fermiers, dans des circuits plus directs entre producteurs et consommateurs; des expériences de ce genre devraient être encouragées, entre autres dans le cadre du tourisme à la ferme.

Cette observation m'amène tout naturellement à rappeler mon intervention de la semaine dernière dans la discussion de la politique de santé et qui visait à sauvegarder au maximum, pour les éleveurs et les particuliers en général, la possibilité d'abattre du bétail pour leurs propres besoins.

D'autres problèmes se posent dans ce cadre-là, par exemple, l'utilisation d'hormones dans l'engraissement du bétail, le recours à des aliments médicamenteux, la distribution des médicaments vétérinaires et la législation sur la médecine vétérinaire, incluant le rôle des docteurs en médecine vétérinaire et de techniciens spécialisés dans les actes de vaccination et d'insémination artificielle.

Poursuivant sur le plan institutionnel ou législatif propre à notre pays, je voudrais souligner certaines préoccupations et solutions relatives à la globalité des problèmes fonciers et des structures agricoles.

Nous occupons — et de très loin — dans la CE, la première place en ce qui concerne le faire-valoir indirect, puisque 73 p.c. de notre superficie agricole utile est exploitée en fermage.

Nous insisterons donc pour que les propositions de loi qui sont pendantes devant la Chambre des représentants et qui visent à adapter notre législation sur le bail à ferme et le droit de préemption soient

examinées et acheminées rapidement, notamment en vue de mieux préciser la notion d'exploitation personnelle dans le sens de la loi du 12 juillet 1979 créant la « Société agricole » et pour favoriser la conclusion de baux de longue durée, du genre baux de carrière, moyennant adaptation des taux de fermage.

Je veillerai aussi à un examen diligent de la proposition de loi que je viens de déposer avec des collègues sociaux-chrétiens en vue de sauvegarder le plus grand nombre d'entreprises agricoles familiales en réglementant le démembrement et l'accumulation de terres agricoles.

Des solutions devront enfin être mises au point pour assurer le financement des terres agricoles et l'application effective du droit de préemption : je pense, en particulier, à une société de financement et à la mise en circulation de certificats fonciers, ces deux formules pouvant être complémentaires.

Des améliorations de la réglementation de la lutte contre les maladies du bétail et spécialement la brucellose bovine devront encore intervenir. Les réponses que vous avez apportées à mes deux dernières questions parlementaires ne m'ont pas donné satisfaction, notamment en ce qui concerne les zones frontalières françaises et le contrôle des transports.

J'aurais également voulu parler de remembrement, rénovation rurale et d'aménagement du territoire dans le sens du respect intégral des zones agricoles. Mais ces matières étant régionalisées, j'en traiterai en une autre circonstance.

Toutefois, j'exprime à nouveau le souhait qu'en toutes ces matières, le ministre de l'Agriculture soit consulté et, si possible, associé aux décisions finales.

Je terminerai, Monsieur le Ministre, par une question d'ordre essentiellement budgétaire : vous allez devoir réduire votre budget de 2,2 p.c. Quels sont les articles que vous envisagez d'amputer ?

Dès avant votre réponse, j'entends vous faire part que nous ne pourrions évidemment pas supporter une diminution des aides directes aux exploitants agricoles. Ce serait d'ailleurs contraire aux engagements gouvernementaux.

Comptez sur nous, Monsieur le Ministre, pour défendre votre budget et pour faire aboutir les choix politiques que vous voulez, comme nous, au service des familles agricoles, des communautés rurales et de l'ensemble de la société. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vanhaverbeke.

De heer Vanhaverbeke. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, de bespreking van deze begroting valt samen met de laattijdige bekendmaking van de uitslagen van de prijsronde op het Europese vlak en met eisen van de landbouworganisatie op het nationale niveau.

Ik heb met aandacht het verslag van Kamerlid Beerden doorgenomen en de uiteenzettingen van de collega's uit de Kamer gelezen. In dit alles zit een ondertoon van pessimisme. In vele gevallen heeft men een indruk van onmacht.

Wij willen ons daartegen verzetten. Wij moeten de grote positieve evoluties willen zien. Maar het mag niet dat wij de onloochenbare symptomen van ongenoegen zonder meer zouden negeren. Ik wil op het ene en het andere ingaan.

Als wij de naoorlogse periode overzien, stellen wij een enorme positieve evolutie in de landbouw vast. De produktie is zoveel per eenheid als per persoon enorm toegenomen.

De arbeidsvoorwaarden op het land- en tuinbouwbedrijf zijn door de mechanisatie aanzienlijk verlicht en aangenamer gemaakt.

Wat de bedrijfsinstallatie en de woninguitrusting betreft, heeft men in enkele jaren een grote achterstand opgehaald. Het huidige wegniet is niet meer te vergelijken met de toestand van enkele jaren geleden. Zowel de centrale als de plaatselijke overheden hebben op dat gebied zware inspanningen geleverd.

De officiële voorlichtingsdiensten en de privé-organisaties hebben grote diensten bewezen. Een groep medewerkers hebben zich op bewonderenswaardige wijze ingezet.

Wij zijn erin geslaagd aan de snel groeiende kredietvraag te voldoen en de zware nadelen van een laag rendement in ernstige mate te onderwerpen.

De bezetting in dieren, machines en alom is geweldig toegenomen. Het ingezet kapitaal overschrijdt 900 miljard. Deze positieve benadering doet ons de dagelijkse en de toekomstproblemen niet uit het oog verliezen. Vele van deze positieve zaken hebben echter ook een minder gunstige keerzijde.

De bliksemsnelle groei van bedrijfsomvang brengt het familiale bedrijf in verdrukking. Er komt een spanning tussen eensdeels het noodzakelijke minimumkapitaal dat men moet kunnen mobiliseren om een leef-

baar bedrijf op te zetten en anderdeels de maxima van betoelaagbare kredieten voor investering.

Toch gaat, gelukkig, vrijwel iedereen akkoord om het familiebedrijf maximaal kansen te geven en de grootst mogelijke gerechtvaardigde werkgelegenheid te beschermen. Begeleidende wetgeving is dringend noodzakelijk. Daarom hebben wij ook het voorstel van wet van collega Sondag medeondertekend, niet om de normale evolutie tegen te gaan maar wel om de excessen op dat gebied de pas af te snijden.

De Europese Commissie en de Ministerraad hebben hun doelstelling van prijsaanpassing niet waar kunnen maken. Er is (objectief) gefaald. Wanneer wij de concurrentiedruk van sommige van onze EEG-partners bekijken, roept dit toch de vraag op van de stootkracht en de middelen van de nationale begeleiding, zowel bij onszelf als bij onze Europese partners.

De prijsvorming in de zuivelsector was en blijft de moeilijkste opgave. Indien men echter een produktieremmend effect op het oog had, dan is het resultaat toch zeer omfloerst gepresenteerd en niet publicitair voorgesteld.

Toch is het alleen de reële prijs die de melkproducent interesseert.

Als men geen aanpassing voorziet van aanvoerkosten en verwerking, hoe zal de zuivelindustrie dan de kosten verrekenen? Iedereen weet dat de hoofdkost bij aanvoer en verwerking bestaat uit lonen en energiekost. Hoe kan men deze kostenstijging negeren?

Mogen wij u vragen Mijnheer de Minister, wat de te verwachten nettomelkprijs aan producent is?

Welke inspanningen worden verder gedaan om de verwerkingsindustrie te rationaliseren?

Hoe ziet u, op Europees niveau, een beheersing van de zuiveloverschotten, wetende dat een produktieaan groei zoals wij die kennen dank zij evoluerende techniek een zodanige stijging geeft dat na tien jaar de produktie met 25 pct. zal zijn aangegroeid en dit met een zelfde aantal vee-eenheden?

Is het ernstig in een produktietak met langlopende investeringen zowel op de boerderij als in de industrie geen beleid te hebben op halflange termijn?

Hoe zullen de gelden worden beheerd en aangewend uit de medeverantwoordelijkheidsheffing?

Anderzijds betekent voor de veredelingssector — het pluimvee en de varkens — de beslissing die op Europees niveau werd genomen slechts een relatieve veiligheid. Wij willen dit onderstrepen vooral nu men in ons land alles communautair wil gaan afwegen. In elk geval vragen wij voor deze sector hulp en begeleiding.

Is er voldoende samenwerking tussen de Nationale Dienst voor Afzet van Land- en Tuinbouwprodukten, de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel, de diensten van onze buitenlandse vertegenwoordiging? Zijn de werkmiddelen voldoende? Voor wanneer afzetfondsen?

Controle en administratie bij uitvoer moeten soepel en vlot gebeuren. Dit is soms een rem voor onze mogelijkheden van uitvoer. De kwestie van de gemedicineerde veevoeders mag onze concurrentiekansen niet schaden.

Hoe staat het met de uitvoerkansen voor varkensvlees naar Engeland?

In de aardappelsector noteert men op dit ogenblik zeer zwakke prijzen. Frankrijk zou steun geven voor verwerking en liquidatie van de stocks. Wat wordt ondernomen om voor de vroege aardappeloogst een redelijke prijs trachten te bezorgen?

Wij moeten een bestendige inspanning voortzetten om aan innovatie te doen op gebied van teelten en produkties. De sterke stijging van de energiekost kan wellicht onvermoede mogelijkheden openstellen voor de biochemie.

Vele van deze beslissingen, of het zoeken naar oplossingen, ook de herziening van de wetgeving op de landpacht, zijn maatregelen die niet altijd duur dienen uit te vallen : ook onze landbouwers beseffen dit en daarom is hun ongeduld en ontgoocheling niet altijd te veroordelen. In vele gevallen is dat zeer begrijpelijk. De landbouwbevolking stelt vast dat zij het moeilijk heeft, dat velen de brutaal snelle evolutie niet overleven.

De helft van de actieven is de laatste twintig jaar uit de landbouw weggegaan. De sociale begeleiding bij afvloei is slechts symbolisch. De pensioenregeling voor zelfstandigen, het is hier gisteren voldoende benadrukt, is een gelijkstellen met een minimumdrempel als een maximale sociale erkenning. De landbouwbevolking heeft veel actieven aan het bedrijfsleven geleverd. Toch zien wij tussen de ouderen en de kinderen een door de wet bevestigd ijzeren gordijn optrekken dat geen solidariteit met eigen ouders toelaat, waar het om pensioenvorming gaat. Wij moeten ons daarvoor ernstig bezinnen.

Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, wanneer in de volgende dagen de georganiseerde boeren massaal zullen

demonstreren is dit niet negatief bedoeld, maar is dit een dringende noodkreet om de minimale economische, sociale en menselijke gelijkwaardigheid op te vorderen.

Moge het een krachtige steun worden voor u, Mijnheer de Minister, voor de regering en voor ons allen — tot het ontwerpen en activeren van een zich steeds verder aanpassend beleid. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Coen.

M. Coen. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, cette année, la discussion du budget de l'Agriculture tombe à propos. Vous avez participé, Monsieur le Ministre, au débat européen qui a abouti à une fixation des prix agricoles qui se soldent à une couverture de 50 p.c. des besoins justifiés des agriculteurs.

Dans ces conditions, si l'on veut poursuivre une véritable politique de l'emploi, il est indispensable que vos services recherchent les moyens nationaux susceptibles d'assurer un avenir à la classe agricole.

Mon parti a participé de manière suivie aux concertations organisées par la plus importante organisation professionnelle de Wallonie, les UPA. A Spixhe-Theux, le président Gol a lancé l'idée d'un front vert politique qui fut acceptée par les autres présidents de partis.

Nous savons que depuis lors, un collègue zélé s'est empressé de reprendre l'idée, qu'à cela ne tienne, nous la poursuivrons dans un objectif déterminé : faire l'inventaire des moyens précis et vous proposer des actions concrètes.

Un des objectifs doit être d'assurer à l'agriculture de la région wallonne un soutien indispensable aux structures de commercialisation, notamment dans le secteur des céréales. Les victimes de la faillite de la société Agricobel doivent être soutenues par vos services de telle sorte qu'elles n'aient pas à subir les pertes de la gestion douteuse de cette société.

En outre et de manière générale, il est urgent, Monsieur le Ministre, que vous preniez des mesures pour contenir, dans des limites raisonnables, le coût du warrantage des produits agricoles. Beaucoup d'entreprises privées et coopératives connaissent actuellement des difficultés considérables, imputables à des charges financières trop élevées.

La loi, dite de parité, impose qu'au-delà de l'inventaire, le rapport de parité contienne les objectifs que compte prendre le gouvernement et aussi le ministre de l'Agriculture pour pallier les insuffisances de revenus. Pouvons-nous espérer, Monsieur le Ministre, que la loi de parité sera appliquée lors de la présentation du prochain rapport de parité et que l'on pourra trouver clairement dans ledit rapport vos objectifs à moyen terme ?

Un certain nombre d'agriculteurs ont été exclus par le curateur du règlement de la faillite de Marie-Thomas. Le motif invoqué est que ces créances, pour contrats de cultures de pois en 1979, ne satisfont pas aux exigences de la loi relative à l'emploi des langues en matière judiciaire. Vous avez vous-même répondu à une organisation agricole que cela ne relevait pas de votre compétence, vu la séparation des pouvoirs. En attendant, ces agriculteurs et d'autres agriculteurs créanciers repris dans le cadre de la faillite se demandent quand et par qui ils seront rétribués pour la moitié des créances restant dues.

Les services de remplacement agricole ne concernent encore que 2 p.c. des exploitations agricoles dans le sud du pays. A ce titre, il conviendrait de mieux les promouvoir, à travers la proposition de loi que j'ai eu l'honneur de déposer. Dans cet ordre d'idées, l'engagement de cadres spéciaux temporaires a pu être réalisé dans le nord du pays alors qu'antérieurement, une démarche similaire et avec le même objet, émanant des SRA de Wallonie, avait rencontré le refus de l'administration. Comment peut-on justifier ce traitement différent de la part d'une même administration centrale, en l'occurrence celle de l'emploi ?

L'agrégation des produits phytosanitaires est, d'une part, beaucoup plus sévère chez nous que chez nos voisins et, d'autre part, les procédures d'instruction des dossiers sont très longues. Il en résulte des distorsions de concurrence par rapport à nos pays partenaires européens. Pourquoi, Monsieur le Ministre, ne pas agréer provisoirement les produits agréés chez nos partenaires ?

L'intention gouvernementale de pratiquer un décumul progressif dans la taxation des revenus des ménages est basée sur une logique partielle. Ils s'imposeraient plutôt de prendre en considération tous les membres de la famille vivant des revenus du ménage (*splitting system* ou quotient familial).

Les décisions européennes portant sur les prix et marchés de la campagne 1980-1981 sont combien insuffisantes. Il s'imposerait ainsi que des mesures nationales, sur le plan social, ne différencient plus l'enfant selon la situation professionnelle des parents et qu'un soutien comparable de l'Etat soit établi vis-à-vis des caisses de pension des

indépendants, et donc des agriculteurs, afin d'apurer la dette du passé qui pénalise lourdement les disponibilités financières de ces caisses.

Il faut rappeler encore dans ce domaine que les pensions des indépendants n'ont plus été adaptées depuis 1975 alors que les pensions minimales des salariés vont l'être avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1980 et qu'il est prévu de même le relèvement du minimum garanti aux personnes âgées. Toute hausse de la part de l'assurance maladie-invalidité de la cotisation sociale ne peut être adoptée par le gouvernement sans règlement global du problème des pensions, dans le cadre de la concertation prévue par l'accord gouvernemental.

Quand aura lieu cette concertation que vous pourriez promouvoir, en tant que ministre des Classes moyennes ?

Telles sont, Monsieur le Ministre, les quelques réflexions que m'inspire votre budget.

Je vous remercie de bien vouloir leur prêter votre meilleure attention. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Basecq.

M. Basecq. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, le projet de loi contenant le budget de l'Agriculture de l'année budgétaire 1980 ouvre des crédits s'élevant à 9 657,6 millions pour les crédits non dissociés, à 57,2 millions pour les crédits d'engagement et à 544,7 millions pour les crédits d'ordonnancement.

Moins de 10 milliards dans un ensemble de quelque 1 200 milliards, c'est évidemment la portion congrue, mais il faut bien entendu tenir compte des 25 milliards que représentent les nombreuses dépenses liées au secteur agricole, qui n'apparaissent plus clairement dans le budget de l'Etat de 1980 du fait que le financement du Feoga est assuré depuis 1971 par le régime des ressources propres de la Communauté européenne.

Mon intention n'est pas d'examiner dans le détail les différents chapitres de votre budget, Monsieur le Ministre. Dans la première partie de mon intervention, je voudrais vous poser deux questions relatives au budget proprement dit.

Je m'associe à la question posée par M. Sondag, car j'aimerais aussi savoir quel raboutage vous comptez opérer dans votre budget pour respecter la volonté gouvernementale de réduire les dépenses budgétaires de 2,2 p.c., dans le cadre d'un assainissement général des finances publiques.

Ma deuxième question concerne plus précisément les dépenses de personnel qui atteignent 1,450 milliard.

Je voudrais à ce propos vous demander comment il se fait que les fonctionnaires de votre département en mission à l'étranger, qui appartiennent pour la plupart, pour ne pas dire tous, au rôle linguistique français, sont toujours remplacés par des fonctionnaires du rôle linguistique néerlandais.

Par ailleurs, j'aimerais également obtenir une information précise en ce qui concerne le recrutement d'ingénieurs agronomes au sein de votre département par le truchement du Secrétariat permanent de recrutement.

Comment se fait-il qu'un examen de recrutement a déjà été organisé pour les ingénieurs du rôle linguistique néerlandais, que ceux-ci sont déjà en place et nommés, alors que l'examen de recrutement pour les ingénieurs du rôle linguistique français, dont l'organisation est prévue depuis longtemps, n'est toujours pas annoncé ?

Voilà, en ce qui concerne le budget de votre département, quelques questions rapidement brossées. J'espère qu'elles retiendront votre attention et que je recevrai des réponses adéquates.

Pour l'instant, il me paraît que nous devons plus nous pencher sur la crise qui frappe l'agriculture et qui est d'une ampleur rarement atteinte dans le passé. Les prix faibles réellement pratiqués à la ferme depuis plusieurs années, aggravés chaque année par l'alourdissement considérable des charges de production, mettent en cause l'existence même de milliers d'exploitations familiales.

Incontestablement, les temps sont difficiles pour nos agriculteurs. Il est heureux, Monsieur le Ministre, que vous vous soyez succédé à la tête du département, car ainsi ils n'auront pas tout perdu.

Nos agriculteurs connaissent votre compétence et, en période de crise, il est bon de pouvoir compter sur un ministre qui témoigne comme vous d'une parfaite connaissance des problèmes préoccupants du moment.

Bien sûr, nous devons nous garder d'encourager les agriculteurs dans leur pessimisme. Force nous est pourtant de constater qu'à l'échelon de la Communauté européenne où se prennent les plus nombreuses et les plus grandes décisions en agriculture, les problèmes budgétaires et financiers soulevés ont été les seuls à déterminer la politique des prix

agricoles au cours de ces derniers mois. Ils vont sans doute conduire, dans un proche avenir, à un réexamen complet et fondamental de la politique agricole commune tant dans son fonctionnement et son financement que dans ses orientations, car nous avons connaissance des garanties données à ce propos du côté de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne.

Depuis des années, nous regrettons, et plus amèrement encore à l'heure actuelle, que la politique des prix agricoles soit restée la pierre angulaire de la politique agricole commune. Nous regrettons surtout que les tergiversations de cette année aient finalement débouché, avec deux mois de retard, préjudiciables pour nos productions essentielles — lait, viandes bovine et porcine — sur des majorations insuffisantes de prix arrêtées par le Conseil des ministres, à défaut d'un financement suffisant du budget de la Communauté.

Les 5 p.c. de majoration moyenne pour notre pays ramenés à 4,6 p.c. si l'on ne tient pas compte des montants compensatoires, à 4,24 p.c. si l'on en tient compte, et à 4,04 p.c. si l'on tient compte de la conversion monétaire et de la réévaluation du franc vert, sont, de toute évidence, insatisfaisants.

Cette majoration moyenne de 5 p.c., on s'y attendait depuis plusieurs mois, Monsieur le Ministre. Nous en avons même discuté ensemble au départ des entretiens à l'échelon européen. Elle se situe en fait à mi-chemin entre les 2,4 p.c. que proposait au départ la Commission et les 7,9 p.c. calculés sur la base de critères objectifs et qu'avançaient les organisations agricoles et le Copa, ce qui fait dire à d'aucuns que ce compromis s'avère finalement acceptable dans les circonstances actuelles. Je ne peux m'empêcher de vous faire remarquer, Monsieur le Ministre, comme je l'ai fait hier en commission, que ce compromis doit, à mes yeux, être considéré comme la faillite de la politique agricole commune en matière des prix et de la fixation des prix notamment.

Mais, Monsieur le Ministre, nos regrets sont plus amers encore lorsque nous constatons que les majorations de prix dans leur ventilation par spéculations sont largement inférieures à ces 5 p.c. de moyenne lorsqu'elles se rapportent à des spéculations pratiquées en Wallonie et qu'elles se trouvent largement supérieures lorsqu'elles se rapportent à des spéculations pratiquées dans le Nord du pays. J'ai découvert ces statistiques dans un document qui ne doit pas avoir échappé à votre attention, le journal *De Boer*. Il donne essentiellement la hausse des prix à l'intervention qui est de 4,3 p.c. pour les céréales, 3,8 p.c. pour le sucre, 2,1 p.c. pour le beurre, 4,7 p.c. pour la poudre de lait, 3,8 p.c. pour la viande bovine.

Nous sommes ici en présence d'une série de spéculations qui intéressent la Wallonie. Les majorations sont de 5,3 p.c. pour les spéculations porcines, de 5,3 p.c. également pour le lin, 5,8 p.c. pour les fruits et légumes. Ces spéculations concernent plus particulièrement la Flandre.

Vous me répondrez sans doute, Monsieur le Ministre, que vous n'y êtes pour rien, que vous n'en êtes en aucune manière responsable. Bien au contraire.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Ce que vous dites n'est pas exact et ne correspond pas à la réalité.

M. Basecq. — Monsieur le Ministre, je vous rends attentif au document auquel j'ai fait allusion, qui donne les majorations dont je fais état ici. Je pourrais faire état d'un autre document qui m'a permis de calculer les montants des majorations dont je vous parle. Je ne vois pas comment mes renseignements seraient inexacts puisqu'ils sont tirés de votre presse écrite et qu'ils sont publiés par votre département.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — J'estime, Monsieur Basecq, que votre commentaire est de nature à fausser l'analyse.

M. Basecq. — J'ai constaté, jusqu'à présent, la différenciation entre les deux régions, dans le cadre des majorations ventilées. Je n'ai pas encore fait de commentaire mais j'y viendrai tout à l'heure.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Permettez-moi de vous dire que la production de lait est plus élevée en Flandre qu'en Wallonie.

M. Basecq. — Je le sais, Monsieur le Ministre, et je vous en parlerai de manière plus détaillée tout à l'heure. A cette occasion-là, je démontrerai qu'il existe une différenciation plus grave encore. Puisque vous la relevez, je la soulignerai tout à l'heure lorsque j'examinerai quelques spéculations, dans le cadre de mon exposé.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Je vous le répète, la production de lait est plus importante en Flandre qu'en Wallonie !

M. Basecq. — Oui, je le sais, Monsieur le Ministre, et j'y reviendrai tout à l'heure.

Quant à l'aide de la production de lin, elle s'accroît de 6,3 p.c.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Il s'agit d'une prime !

M. Basecq. — Oui, d'une prime qui est majorée et qui concerne plus des spéculations du Nord du pays, parce que la culture du lin a pratiquement disparu en Wallonie. Et en réponse à ce que vous venez de dire, je tiens à préciser que je ne cherche pas à formuler des critiques inutiles. Je constate simplement les faits et je sais que vous n'êtes pas responsable d'une telle évolution de la situation.

Vous avez dit, hier, en commission qu'il n'y avait guère de logique dans ces majorations de prix et que tout le monde cherchait un peu sa propre situation. Nous le constatons. Nous le regrettons très profondément. Nous n'attendons d'autre explication que celle que vous voudrez bien nous donner tout à l'heure.

Une fois de plus, les hausses de prix décidées à l'échelon européen profiteront davantage aux gros producteurs et aux fabricants qu'aux exploitations agricoles à caractère familial.

Qu'il me soit permis à ce propos de souligner tout spécialement l'augmentation du prix pour les betteraves qui est de 3,8 p.c. Je ne partage pas, à cet égard, la satisfaction exprimée par M. Sondag à cette tribune. Si le prix de la betterave a subi une majoration de 3,8 p.c., la majoration des prix d'intervention et d'orientation du sucre, est de 4,25 p.c. L'opération est donc incontestablement meilleure dans ce cas pour le monopole du sucre que pour les betteraves alors que dans les circonstances actuelles, le monopole du sucre bénéficie déjà non seulement d'un cours mondial très élevé, mais aussi d'un cours très élevé pour les mélasses.

Ainsi donc, si nous pouvons nous réjouir de ce que le régime des quotas pour nos betteraves n'a pas été modifié en raison des circonstances favorables dont je viens de parler ...

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Il a même été amélioré.

M. Basecq. — Je voulais dire qu'il n'a pas été modifié dans le sens prévu au départ. C'est vrai qu'il a été amélioré. Je sais que vous y êtes pour quelque chose; nous pouvons nous réjouir, Monsieur le Ministre.

D'ailleurs, rassurez-vous, mon exposé n'est pas une critique à votre égard ou alors, c'est une critique que je veux constructive. Dans ma conclusion, je vous dirai que nous devrions essayer, tous ensemble, de remédier de manière efficace, à tous ces errements de la politique agricole commune.

Les quotas ont donc été améliorés et également prorogés d'un an, ce qui est essentiel. Nous espérons les retrouver dans le régime définitif qui nous est annoncé. Mais nos producteurs agricoles, reconnaissons-le, sont encore une fois lésés par rapport aux sucriers dans les propositions de majoration de prix formulées par le Conseil des ministres de la Communauté.

Par ailleurs — et c'est ici que nos regrets atteignent le maximum d'intensité à propos de cette pénalisation des petits producteurs familiaux —, nous constatons que la taxe de coresponsabilité de 2 p.c. dans le secteur laitier, décidée par le Conseil des ministres de l'Agriculture de la CEE, touche indifféremment les petits et les gros producteurs et peut-être même davantage les petits. Telle qu'elle est fixée, cette taxe ne découragera nullement la surproduction non seulement des gros producteurs, car ceux-ci bénéficient de la part des laiteries de ristournes qui la compensent largement, mais elle ne limitera certainement pas la surproduction par le découragement des usines à lait, antinomiques de l'élevage, qui recourent régulièrement au manioc et au soja, importés à des conditions préférentielles.

La taxe de coresponsabilité fixée par le Conseil des ministres, sans l'application d'une progressivité, ne permettra certainement pas de réaligner l'objectif essentiel de la politique agricole commune dans le secteur laitier, à savoir la limitation de la surproduction.

Pendant ce temps — et j'en viens à la remarque que vous faisiez tantôt, Monsieur le Ministre —, les producteurs de lait de la région du Sud de la Belgique sont lourdement pénalisés, même avec une taxe de coresponsabilité légèrement réduite de 0,5 p.c., alors qu'ils ne sont certainement pas à l'origine des excédents du secteur laitier, vu que la consommation dans cette partie du pays correspond pratiquement

à la production. Pendant ce temps aussi — les statistiques le prouvent — les agriculteurs des deux provinces de Flandre produiront encore à eux seuls près de la moitié du beurre mis à l'intervention dans ce pays et dans ces provinces, il sera consommé très peu de ce beurre, les préférences allant à la margarine, les statistiques le prouvent également.

Monsieur le Ministre, je vous demande sincèrement et sans aucune intention de critique : que pensez-vous de cette situation que je n'ai en rien exagérée, soyez-en convaincu, et que comptez-vous faire afin de promouvoir une meilleure solidarité ?

On a beaucoup parlé, à l'échelon de la Communauté, des excédents laitiers et du coût trop élevé de la politique laitière pour le Feoga, mais on a omis de souligner les graves insuffisances de la politique communautaire, notamment en ce qui concerne les matières grasses.

Je souhaiterais démystifier certains propos par la lecture d'un document que j'ai sous les yeux et qui contient une explication beaucoup plus rationnelle des excédents laitiers dont on fait état pour pénaliser nos agriculteurs dans ce domaine.

Les statistiques montrent que la Communauté, loin d'être excédentaire en matières grasses, est globalement déficitaire. Son degré de taux d'approvisionnement n'est, en effet, que de 40 p.c. Il n'est même que de 20 p.c. pour les seules huiles végétales et de 27 p.c. pour les huiles d'animaux marins.

Dès lors, plutôt que d'évoquer les « montagnes de beurre » et les « lacs de lait » dont vous avez encore parlé hier en commission, il serait plus juste de mettre en valeur le gouffre du déficit qui a justifié l'importation des matières grasses végétales et marines en grande quantité, au détriment des producteurs communautaires d'oléagineux, dont on soutient directement le revenu, mais en pénalisant évidemment le secteur laitier.

Les chiffres sont éloquentes. En 1978, la Communauté a importé 4,5 millions de tonnes de matières grasses végétales à usage alimentaire, dont 2,9 millions proviennent de la trituration de graines importées.

En 1978, ces importations représentaient plus de 10 fois les stocks maxima de beurre contrôlés par les organismes d'intervention. On constate aussi avec intérêt que l'huile de soja est le poste principal, puisqu'il recouvre 43,6 p.c. des importations totales.

Ainsi, ne faut-il pas s'étonner que, contrairement à une idée largement répandue dans l'opinion, ces importations proviennent, pour l'essentiel, des Etats-Unis, 44 p.c., et non pas des pays en voie de développement. Par exemple, les pays d'Afrique, principaux signataires des accords de Lomé, ne fournissent que 10 p.c. des importations totales de la Communauté.

Ce déficit important de la Communauté est couvert sans aucun droit de douane ni prélèvement. C'est le cas pour les graines importées. Quant aux 2 millions de tonnes d'huiles végétales provenant des Etats-Unis, seules 43 mille tonnes sont soumises à des droits de douane, ce qui ne rapporte au budget communautaire que 17 millions de francs. Ces importations coûtent à la CEE 12 milliards de francs en devises, c'est-à-dire un chiffre 5 fois supérieur à celui consacré aux restitutions à l'exportation pour le beurre.

Les matières grasses végétales sont le troisième poste déficitaire de la balance commerciale de la Communauté, après le pétrole et le bois. Il s'agit ici d'un élément particulièrement important, surtout dans la situation de notre balance des paiements.

Du fait de cette politique, la CEE est amenée à mettre en place un système de *deficiency payment* pour les matières grasses végétales communautaires, et ces dépenses de soutien sont en croissance rapide, il faut le constater. Elles risquent d'ailleurs d'augmenter considérablement, lorsque adhéreront la Grèce, l'Espagne et le Portugal qui sont encore de gros producteurs d'huile d'olive et de graines de tournesol.

Il va de soi que ces importations massives à bas prix faussent complètement la concurrence au niveau de la consommation, puisque le beurre coûte environ deux à trois fois plus cher que la margarine, mais aussi au niveau des marges bénéficiaires des entreprises. Celles-ci réalisent dans le domaine de la margarine et des huiles des profits importants, qui sont en partie d'ailleurs utilisés à accroître les efforts publicitaires directs, voire à mener certaines campagnes de dénigrement contre le beurre. Les professionnels, et ce n'est pas moi qui l'affirme, concluent donc à l'indispensable taxation de ces importations.

Certes, on pourrait rétorquer — et vous l'avez fait, Monsieur le Ministre, l'année dernière à l'occasion de la discussion de votre budget — que les droits de douane de ces produits sont consolidés dans le cadre du GATT depuis les années 1960. Mais on peut aussi noter qu'une taxation de ces importations est légalement possible par rapport aux règles du GATT, à partir du moment où on l'applique aussi aux productions indigènes.

Dans les circonstances actuelles, les producteurs qui supportent un prélèvement de coresponsabilité et participent donc au rétablissement de l'équilibre financier du Feoga ne peuvent supporter plus longtemps que les concurrents ne soient pas placés sur un pied d'égalité.

Nous souhaitons donc que ce dossier parfaitement argumenté puisse être pris en considération par les autorités tant nationales — et donc par vous-même — que communautaires et qu'enfin la revendication légitime des producteurs de lait, posée depuis de très nombreuses années, soit acceptée. Nous vous demandons, Monsieur le Ministre, ce que vous comptez faire pour assainir pareille situation qui est devenue insupportable.

J'ajoute que depuis 1964, la commission du Marché commun avait préconisé la taxation à l'importation des matières grasses d'origine marine et végétale utilisées en vue de la fabrication de la margarine. Vous conviendrez qu'il est assez étonnant que cette suggestion n'ait pas été concrétisée plus tôt. Sans doute, me parlerez-vous de la puissance d'Unilever, ainsi qu'elle a été évoquée au niveau du Marché commun, dans le sens d'une mise en garde...

Quant aux importations de manioc, elles ne sont grevées que d'un droit d'accises de 6 p.c. *ad valorem*. Or, le manioc se substitue aux céréales produites dans la Communauté avec comme conséquence des recettes faibles à l'importation, puisqu'il n'y a pas de prélèvement, et la nécessité d'exporter des céréales produites par les Neuf avec restitution; ce qui entraîne incontestablement des coûts supplémentaires.

Ces importations qui profitent largement aux multinationales, bien sûr, mais aussi à certaines organisations de ce pays, déséquilibrent financièrement la politique agricole commune à un point tel — et je dois personnellement leur donner raison — que les céréaliers français, lors de leur assemblée ou de leur congrès, ont été amenés à constater que si le régime actuel devait continuer, la politique céréalière de la Communauté coûterait en 1985 autant que celle des produits laitiers.

Si l'on tient compte que toutes les importations de manioc contribuent à renforcer les importations de soja, nous sommes amenés à vous demander quelles sont les mesures que vous comptez prendre pour limiter ces importations abusives de manioc et pour favoriser les productions de luzerne, de colza et de légumineuses dans la CEE, et en particulier dans notre pays. Pourquoi y a-t-il aussi des difficultés d'écoulement du colza et que faites-vous pour y remédier ?

J'en arrive à la viande bovine, spéculation hautement wallonne, mais mise en valeur principalement dans le Nord du pays. Il est actuellement incontestable que le marché de la viande bovine dans la CEE sera encombré en 1980. La production des Neuf tend à augmenter, les importations d'animaux et de viande en provenance des pays tiers, importations réalisées en vertu de régimes préférentiels, deviennent excessives. La CEE dispose à l'heure actuelle de plus de 200 000 tonnes de viande, à l'intervention, exprimées en équivalent carcasses. En fin d'année, le stock pourrait atteindre 400 à 500 000 tonnes.

Cela étant dit, nous aimerions connaître, Monsieur le Ministre, les décisions que vous comptez prendre pour en arriver à une limitation de ces importations abusives, dont je vous ai déjà parlé antérieurement.

Pour conclure sur les marchés, je voudrais dire qu'il nous déplairait de devoir considérer que notre ministre de l'Agriculture calque sa politique et sa ligne de conduite sur celles des technocrates de la CEE qui voguent très souvent à contre-courant concernant la gestion des matières agro-alimentaires et qui proposent, souvent trop tardivement, des mesures adaptées aux circonstances.

Nous espérons, Monsieur le Ministre, que nos agriculteurs pourront compter sur vous car, depuis trop longtemps déjà, ils sont les victimes des erreurs de gestion des marchés de la CEE. Aujourd'hui, ils deviennent par surcroît victimes de la solidité du franc belge qui implique maintenant l'application de montants monétaires compensatoires dits « positifs », que l'on élimine graduellement en leur consentant une hausse de prix moindre qu'aux agriculteurs des pays à monnaie faible, que ce soit la France, l'Italie ou le Royaume-Uni.

C'en est trop et vraiment trop ! Victimes à tous les coups, à tous les échelons et dans toutes leurs spéculations, nos agriculteurs ne peuvent le rester indéfiniment sans que ceux qui profitent de leur sueur ne fassent un effort similaire.

Je répète ce que j'ai dit tout à l'heure, Monsieur le Ministre : il est temps que nous nous montrions déterminés et résolus à apporter les remèdes les plus judicieux à cette situation si déplorable.

A cette fin, deux mots sur la politique des structures qui mérite d'être rénovée et complétée au plus tôt. Vous nous avez annoncé que des discussions sont entreprises au sein de la Communauté en vue d'apporter des modifications aux trois directives d'avril. Je ne les citerai pas, car vous les connaissez aussi bien que moi mais, dans les circonstances actuelles, nous constatons que, là aussi, les tergiversations s'allongent et que nous ne disposons toujours pas des modifications et renseignements escomptés.

Deuxième point : Où en est l'examen de la revendication posée depuis des années déjà en ce qui concerne les structures, à savoir la modification ou la mise au point du statut des coopératives. Je n'y reviens pas en détail; vous nous avez souvent dit que cette question faisait l'objet de discussions entre votre département et celui de la Justice. Il serait temps que nous soyons mis en possession des documents et des projets de modifications statutaires que nous attendons depuis longtemps.

Je voudrais par ailleurs attirer votre spéciale attention sur une question qu'il m'a été permis d'étudier récemment et qui concerne l'application en Belgique du règlement 355/77 de la CEE. Il s'agit en fait, au niveau du département de l'Agriculture, de prendre les décisions politiques pour l'application de ce règlement communautaire relatif à l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles, assortie, bien entendu, d'aides substantielles du Feoga, lequel intervient dans ces investissements à concurrence de 25 p.c. au total.

Les Etats disposent de larges compétences en matière de choix des secteurs qui peuvent bénéficier des aides, ainsi que dans la délimitation des aires géographiques concernées par ces programmes.

En ce qui concerne la Belgique, l'aire géographique qui a été choisie est l'ensemble du territoire, ce qui revient à dire que les programmes sont considérés comme nationaux.

Il s'agit là d'un choix politique qui, compte tenu des problèmes spécifiques et de la structure nettement différente de l'agriculture du Nord et du Sud du pays, apparaît déjà à mes yeux quelque peu contestable.

Quant au choix des secteurs susceptibles de bénéficier d'aides dans le cadre de cette action communautaire, ils sont actuellement réalisés ou en cours de réalisation. Les programmes relatifs aux fruits et légumes, plantes ornementales, pommes de terre, œufs et volailles, viande porcine, lait et pêche maritime sont repris dans cette politique. A défaut de statistiques donnant l'importance de la production de ces secteurs, si l'on se réfère uniquement à celles relatives au nombre d'exploitants concernés, on se rend compte de l'intérêt que présentent ces programmes pour l'une ou l'autre région du pays. Je regrette de devoir le constater une fois de plus, ces programmes intéressent, en fait, essentiellement la région néerlandophone, et sont plus particulièrement l'objet des spéculations de certaine puissante organisation.

Comment pourrait-il en être autrement, Monsieur le Ministre ? Seuls des ingénieurs du rôle néerlandais sont directement attachés en permanence à l'élaboration de ces programmes et, si je ne m'abuse, aucune autre concertation n'est entreprise pour les déterminer dans le cadre de l'application du règlement.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Ne soyez pas complexé à ce point, Monsieur Basecq. Cela m'étonne de votre part.

M. Basecq. — Monsieur le Ministre, je n'invente rien : les statistiques sont là. Je me borne à les compiler et à les éclairer. J'attire votre attention sur une situation qui me paraît devoir la retenir, surtout au moment où l'on parle tant de solidarité.

Il ne faut pas perdre de vue que de bonnes structures de commercialisation et de distribution sont, à terme, le corollaire indispensable d'une bonne valorisation de la production agricole.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Voyez les subsides et interventions à fonds perdus que nous avons octroyés à l'industrie de la transformation dans votre région.

M. Basecq. — J'espère, Monsieur le Ministre, que vous me communiquerez vos éléments de statistiques; je vous ai donné les miens.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Ils sont connus de tous.

M. Basecq. — Pardon, je discute en me fondant sur le règlement et sur vos publications, de même que sur les programmes spécifiques en matière d'œufs et de volaille. J'aimerais d'ailleurs pouvoir bénéficier d'autres informations que celles dont je dispose.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Vous m'avez accusé de favoriser le secteur linier parce que c'est une industrie de ma région...

M. Basecq. — Je n'ai pas pour habitude d'accuser...

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Je vous dis qu'avec l'aide du département on a érigé dans votre région quatre coopératives pour la transformation du lin et que toutes les quatre ont fait faillite. Ce n'est pas la faute du département.

M. Basecq. — Ce n'est pas la mienne non plus. Peut-être aurait-on pu mieux prévoir dès le départ.

Monsieur le Ministre, je le répète, je ne vous accuse pas. Lorsque, en commission des Finances, certains collègues, membres de votre groupe, posent des questions, comme M. Lagae l'a fait ce matin encore, concernant certaines répartitions de subsides, leurs demandes d'explications ne constituent pas des accusations. Pour ma part, j'essaie de voir clair dans la gestion de votre département que nous avons pour mission de contrôler. Je ne formule aucune critique désagréable à votre égard. Je souhaite simplement vous informer et être moi-même informé.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Vous posez toujours des questions à sens unique.

M. Basecq. — J'ai rendu hommage à la compétence et au dynamisme dont vous avez fait preuve en maintes circonstances.

Je ne puis, au risque d'abuser de la tribune, passer en revue l'ensemble de votre politique. Je m'associe à ceux qui vous ont rendu hommage aujourd'hui encore. Je dois néanmoins, en tant que parlementaire, faire ressortir certaines situations qui me paraissent de nature à intéresser l'assemblée et mon rôle est d'attirer aussi votre attention sur certains errements.

A ce propos, nous venons d'avoir la profonde déception de constater, Monsieur le Ministre, que les décisions politiques prises en la matière, au niveau de votre département, visent, dans un premier temps, à maintenir les déséquilibres existant actuellement dans certains secteurs entre les régions et, à terme, à accentuer ces différences en supprimant, par voie de règlement communautaire, les possibilités d'accès d'entreprises agricoles et industrielles, wallonnes, aux aides du Feoga.

Permettez-moi de vous citer un exemple. Le programme spécifique œufs et volaille, dont je viens de parler, qui est le résultat d'une publication de votre département, fixe comme objectif essentiel — je vous renvoie à cet égard à la troisième page du document — le maintien du potentiel actuel de production, ce qui exclut tout développement. On remarquera en outre le rôle essentiel accordé, dans ce document, aux stations d'emballage existantes.

En fait, et sur la base de ce programme, les aides ne seront plus, en pratique, accordées qu'aux exploitations existantes. Or, un rapport publié en mai 1977 par l'Institut économique agricole relève que les quatre provinces méridionales du pays ne groupaient, en 1975, qu'environ 8 p.c. de l'ensemble du cheptel de poules pondeuses dans le secteur professionnel, alors que les quatre provinces septentrionales totalisaient 85 p.c. de ce cheptel.

En termes clairs, comme la Wallonie ne produit pas d'œufs, elle ne recevra pas, à l'avenir, d'aide susceptible de favoriser ce secteur de l'agriculture.

Dans le secteur de la volaille de boucherie, la référence aux mêmes statistiques nous apprend que 85 p.c. du cheptel des poulets de chair sont localisés dans les quatre provinces septentrionales, 7,5 p.c. dans le Brabant et le pourcentage minime restant se rapporte aux quatre provinces méridionales.

Or, le programme déposé prévoit que seuls seront pris en considération des projets ayant pour objet l'augmentation des capacités des abattoirs existants; la création de nouveaux abattoirs ne sera envisagée que s'il est démontré qu'ils sont destinés à remplacer certaines capacités ayant disparu. Ceci me paraît incontestable si l'on se réfère aux documents actuellement mis à notre disposition.

Vous comprendrez, Monsieur le Ministre, que nous ne pouvons accepter que l'on en arrive ainsi à figer une situation et à empêcher toute possibilité de développement d'une région du pays.

Si nous considérons les investissements faits en aval du secteur, dans l'industrie des produits à base d'œufs, par exemple, nous constatons que là aussi sont prévues des aides de modernisation et de rationalisation uniquement. Ainsi, un demi-milliard d'aide nationale prévue dans le cadre de ces programmes et qui conditionne la survie et le développement de notre industrie agro-alimentaire risque de créer une situation catastrophique, une de plus, pour la région wallonne ainsi que la disparition des industries subsistant encore dans ce secteur.

Il est temps, Monsieur le Ministre, de remédier à pareille situation, plus que défavorable, et de mettre tout en œuvre pour modifier l'orientation des décisions politiques dont je viens de parler.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Mais il ne s'agit pas de décisions politiques, Monsieur Basecq.

M. Basecq. — De quoi pourrait-il s'agir d'autre, Monsieur le Ministre ?

S'agissant de l'application d'un règlement de la CEE ainsi que de décisions prises par votre département, il s'agit bien de décisions politiques et de rien d'autre. Je ne crois pas que l'on puisse parler de décisions administratives. Ou alors vous les avez couvertes.

En conclusion, la politique agricole commune, dont le coût est énorme dans les circonstances présentes, qu'il s'agisse de la gestion des marchés, de la fixation des prix, de l'insuffisance de la politique de structure ainsi que de l'application même des règlements publiés par la Communauté, est l'objet de nombreuses critiques tant de la part des producteurs agricoles que de la part des consommateurs et même de certains ministres et chefs d'Etat qui vont jusqu'à remettre en cause la participation financière de leur pays.

Jusqu'ici, je n'ai pas tellement perçu de critiques en provenance des multinationales comme Unilever ou Tate and Nyle, pour ne pas en citer d'autres. Sans doute retirent-elles de plantureux bénéfices dont nous avons peut-être tort de ne pas nous occuper davantage.

Il faut absolument qu'ensemble nous mettions tout en œuvre pour faire disparaître les aberrations, les injustices, les erreurs de gestion relevées dans le cadre de la politique agricole commune, afin que celle-ci devienne profitable aux producteurs agricoles de petite et moyenne importance plutôt qu'aux affairistes. Pour reprendre l'expression déjà utilisée par d'autres, je dirai que nous devons nous efforcer de faire en sorte qu'au lieu de stagner, et même de régresser, le budget européen devienne demain plus généreux, grâce à un financement plus adéquat.

Comme la première partie de mon intervention a été fort longue, je raccourcirai la seconde qui a trait au plan national. Je tiens à formuler à ce sujet trois remarques essentielles. Tout comme M. Sondag, je considère que les agriculteurs ont pleinement raison de réclamer des aides particulières complémentaires, étant donné l'insuffisance de la politique des prix pratiquée aujourd'hui. Mais j'ajoute que les accords conclus au sein du gouvernement doivent être respectés.

Il faut aussi souligner que l'accord communautaire réalisé à l'échelon européen entraîne déjà pour notre pays une charge supplémentaire d'au moins deux milliards pour 1980 en faveur du budget de la CEE.

Certains entendent dé plafonner le financement du budget européen par le truchement de la TVA et donc modifier les pourcentages prélevés sur la TVA. J'estime qu'il est dangereux de laisser croire aux agriculteurs qu'ils pourraient bénéficier demain de réductions de TVA. Pour être objectifs et tenir compte de la diminution de leurs revenus, peut-être conviendrait-il de ne modifier que les barèmes forfaitaires au point de vue de la taxation. D'autres modifications fiscales, qui seront bénéfiques aussi aux producteurs agricoles, interviendront vraisemblablement dans l'avenir de par la volonté du gouvernement.

J'attire tout particulièrement votre attention sur le point suivant, Monsieur le Ministre, qui pourrait guider votre conduite et orienter votre volonté d'action.

En matière de compensation en faveur des agriculteurs, nous réclamons surtout un assainissement de la politique foncière et une plus grande sécurité d'exploitation.

Depuis longtemps déjà, on parle de modifier la loi sur le bail à ferme. Il est temps de soumettre des propositions en la matière, d'envisager notamment le bail de carrière ou d'autres possibilités encore, afin d'éviter le cumul des terres agricoles et de les maintenir autant que possible à la disposition de nos agriculteurs.

C'est dans le cadre d'un statut social aménagé, amélioré, qui garantirait aux agriculteurs l'octroi d'avantages sociaux semblables à ceux dont bénéficient les autres catégories de citoyens qu'il faut rechercher également cette compensation.

Je veillerai, comme certains collègues pour d'autres propositions de loi, que celle que j'ai déposée relative à la modification des conditions d'octroi des salaires différés vienne en discussion à la commission de l'Agriculture. Là aussi, une sérieuse compensation doit être obtenue pour les jeunes aidants et les jeunes agriculteurs.

Voilà, Monsieur le Ministre, la situation rapidement brossée à l'échelon national. Il est cependant un autre problème dont j'ai parlé l'an dernier et sur lequel je voudrais revenir : la représentation de l'agriculture.

Si le Conseil national de l'agriculture peut être contesté dans son arrêté d'organisation, en ce sens que l'agriculture n'est pas représentée

d'une manière démocratique et par élection directe, il peut l'être aussi dans son fonctionnement. C'est d'autant plus regrettable que la situation présente requiert que ce Parlement des agriculteurs, comme l'appelait lors de son installation M. Humblet, se réunisse et examine certains problèmes particulièrement intéressants et importants pour chacun de nos agriculteurs. Sans doute me répondrez-vous qu'une réunion est prévue pour le 17. Dois-je préciser que c'est la première réunion depuis trente-sept mois d'inactivité ? Ce conseil national agricole ne s'est pas réuni en 1977 ; il s'est réuni une fois seulement en 1978, a connu deux brèves séances en 1979 et ne s'est plus réuni cette année alors que le contexte en matière d'agriculture s'avère lamentable. Une action devrait être menée de votre part pour le bon fonctionnement de ce conseil car les avis qu'il pourrait émettre sont de nature à jeter une lumière appréciable sur l'ensemble des problèmes de l'agriculture.

Enfin, je voudrais vous rappeler votre engagement de l'année dernière, lorsque j'ai soulevé les problèmes des syndicats betteraviers et notamment celui de la fixation des prix des betteraves dans la conjoncture actuelle. Suite aux questions que je vous avais posées, vous vous étiez engagé à une étude détaillée du problème. Je revendique cette étude depuis 1971, depuis mon entrée au Parlement. En effet, dans le cadre de ces syndicats betteraviers, on en arrive à financer avec les cotisations des agriculteurs les possibilités d'action des fabricants de sucre notamment.

J'avais posé en 1979 une série de questions auxquelles je n'ai pas obtenu de réponse. Je vous demande de bien vouloir considérer qu'il est temps de mettre un terme à une situation délicate et je conclus en deux mots : nous sommes des hommes, mais ceux dont nous gérons les biens et dont nous préservons la profession sont aussi des hommes. Dès lors, que nous soyons de gauche, de droite ou du centre, nous devons voir les réalités en face et agir de manière que l'agriculture sorte de son marasme. Nous devons surtout mener les actions communes qui s'imposent à l'échelon européen, à l'échelon national et surtout régional en vue d'assurer le bien-être de nos producteurs agricoles.

Et je vous demande de considérer que je n'ai pas voulu vous adresser des critiques, Monsieur le Ministre, j'ai relevé des faits sur lesquels j'ai voulu attirer l'attention de la Haute Assemblée et la vôtre et faire apparaître la nécessité de porter rapidement remède à certaines situations que nous déplorons. (*Applaudissements sur certains bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Quatorze orateurs doivent encore prendre la parole dans ce débat. Je prie les intervenants de se limiter au temps de parole qu'ils ont indiqué et je vous propose de clore la liste des orateurs. (*Assentiment.*)

Il en est ainsi décidé.

Het woord is aan de heer de Bruyne.

De heer de Bruyne. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, gewoontegetrouw zal ik mij aan mijn spreektijd houden.

Ongeveer 24 uur geleden werden een aantal landbouwproblemen in de commissie besproken. Gedurende die 24 uur heb ik geen nieuwe inzichten of ideeën gekregen en hebben er zich geen nieuwe evoluties voorgedaan. Ik zal thans niet meer handelen over de kwesties die ik in de commissie te berde heb gebracht.

Er is echter wel een nieuw document dat sedert 24 uur in ons bezit is, namelijk « Groen Europa ». Dit belangrijk stuk werd ons door u in de commissie overhandigd. Ik heb er gedurende de voorbije uren kennis van genomen. Het document is niet alleen zeer belangrijk maar ook karakteristiek. Indien hier in de Senaat professoren in de handelspolitiek zijn die aan hun studenten *in a nutshell* de hele apparatuur van mogelijke overheidsingrepen en van een protectionistische politiek op het gebied van de landbouw willen voorleggen, dan volstaat het genoemd document door te nemen. Het is een voorbeeld van een bijna tot op het acrobatische opgevoerde politiek waarin men allerlei belangen tracht te verzoenen en waarin men door allerlei maatregelen nu eens het ene effect tracht te bevorderen en dan weer een onvermijdelijk gevolg daarvan probeert te beperken. Er werden blijkens dit document een aantal totaal tegenstrijdige oriënteringen als op een apothekersweegschaal afgewogen, zodanig dat u, Mijnheer de Minister, waarschijnlijk tot het best mogelijke bent gekomen. Nochtans, als wij onze collega's hier aan het woord horen, bemerken wij dat toch steeds opnieuw een eerbiedwaardig belang wordt ontdekt dat toch verwaarloosd is, en verwijst men naar een groep landgenoten die uiteindelijk niet voldaan zijn.

Mijnheer de Minister, moet u de zaak op zichzelf niet eens beschouwen en u afvragen hoe lang u en uw Europese collega's, in dit ingewikkeld geheel, nog die acrobatische oefening van een agrarisch protectionisme in Europees verband zult kunnen voortzetten ?

Wat op het gebied van het overheidsbeleid kan worden gedaan, het gamma van de instrumenten die nog door de Staat, de regering en de administratie doelmatig kunnen worden bespeeld, is beperkt. Er is een limiet aan wat op het gebied van overheidsmaatregelen nog doeltreffend kan zijn. U hebt die limiet in de Europese landbouwpolitiek bereikt. Indien u in die richting verder gaat, zult u het steeds meer ingewikkelder maken. Er zullen nog allerlei nieuwe wensen tot uiting komen. Ik heb b.v. collega's horen spreken over maatregelen die moeten worden genomen in verband met de invoer van maniok en soja. Dit alles gaat doorgaans gepaard met een motivering die menselijk te verantwoorden is. Ik kan mij voorstellen welke persoonlijke of bedrijfs-economische gewettigde belangen hiermede gepaard gaan.

Wanneer dit alles echter nog bij de andere moeilijkheden komt, dan wordt het steeds een groter conglomeraat van tegenstrijdigheden. Ik geloof niet — en ik beperk mij nu tot de zaak zelf, ik treed niet in details — dat u, in die richting voortgaande, op halflange termijn van de Europese landbouwpolitiek nog enig heil kunt verwachten.

Tot daar mijn mening over het instrumentarium zelf waarmee u aan landbouwpolitiek doet en over het pakket van resultaten dat u uit de uiterst moeilijke Europese onderhandelingen hebt gehaald.

Mijnheer de Minister, ik heb in de voorbije weken geprobeerd uw internationale agenda te volgen. Ik heb ze vergeleken met die van uw collega's op ander departementen, zoals die van de minister van Buitenlandse Zaken en van de Eerste minister zelf. Ik vraag mij echt af hoe uw activiteiten nog in het bereik kunnen liggen van het menselijke prestatievermogen van een minister, hoe u in het geheel nog een lijn kunt trekken en hoe u, ondanks het tijdverlies en ondanks het feit dat de kalender reeds overschreden was, toch nog met iets zinnigs voor de dag bent kunnen komen. En dan beperk ik me nog tot de materie binnen het eigenlijke landbouwpolitieke geheel. Zo behandelt men echter slechts een onderdeel van wat zich in feite in de Europese instellingen heeft voorgedaan.

U bent met een compromis naar huis gekomen, dat grotendeels beheerst wordt door overwegingen die niet tot het domein van de landbouwpolitiek behoren. U bent verplicht geweest u neer te leggen bij een regeling die het voortbestaan van de EEG zelf niet in gevaar mocht brengen. Er hebben een aantal motiveringen gespeeld die in de landbouwpolitiek niet thuishoren, maar die op een ander en een hoger politiek vlak liggen en die te maken hebben met wat de EEG in de toekomst zal zijn of nog kan zijn.

Wanneer men de zaken op die manier bekijkt, Mijnheer de Minister, kan men slechts pessimistisch zijn. De samenwerking tussen de landen-leden is nu derwijze verstoord, dat door bepaalde landen van de EEG, zoals Groot-Brittannië, in de voorbije dagen en weken houdingen zijn aangenomen die in de toekomst niet meer kunnen worden herhaald zonder het wezen van de EEG zelf te schaden.

U bent tot een regeling gekomen die de laatste uren in Frankrijk tot zeer negatieve reacties aanleiding heeft gegeven.

Ik verwijs hier naar de toespraak van president Giscard d'Estaing voor de Landbouwkamers in Frankrijk, waarin hij waarschuwde voor de vervuiming van de EEG tot Spanje en Portugal omwille van de landbouwpolitiek en omwille van de feiten van de voorbije weken.

Mededelingen uit Bonn waren wel niet zo duidelijk en zo uitdagend, maar ook daar was een sceptische ondertoon aanwezig over de vraag of er nog een toekomst is voor de EEG en haar landbouwbeleid in een geheel dat niet meer te beheersen is.

Zijn wij niet bezig de uitbouw van Europa af te remmen in plaats van verder uit te breiden? In feite zegde de Franse president duidelijk dat de toetreding van Spanje en Portugal tot de EEG op het ogenblik niet gewenst is omdat die landen in het landbouwpakket nieuwe produkten zouden brengen, die het geheel van de apparatuur nog ingewikkelder zouden maken. Breken wij de EEG niet af? Het duidelijkste teken hiervan is de landbouwpolitiek zonder uitzicht van de EEG. Zijn wij niet het laatste hoofdstuk aan het schrijven van een bepaalde Europese politiek die zich afspeelde binnen de EEG?

Wij zijn door een Europees landbouwprotectionisme — anders kan men het toch niet noemen — in een verkeerde verhouding terechtgekomen tegenover de rest van de wereld. Wij moeten vanzelfsprekend op de eerste plaats de belangen verdedigen die ons zijn toevertrouwd en de Europese specifieke normen moeten natuurlijk in vele gevallen ook voor ons gelden. Maar, Mijnheer de Minister, u en uw collega van Buitenlandse Zaken moeten toch bij elk internationaal treffen gewaarworden dat wij met de EEG een slecht imago gekregen hebben in vele delen van de wereld. In die delen van de wereld wordt vaak een politiek gevoerd die wij kritisch kunnen beoordelen, maar een aanzienlijk deel van de mensheid leeft in de landen waarover ik het nu heb. Dat is een onloochenbaar feit.

Wij worden meer en meer beschouwd als een protectionistisch geheel dat slechts naar buiten komt met gesubsidieerde uitvoer die wij op

markten plaatsen als concurrenten tegenover landen die normalerwijze die markten als de hunne beschouwen.

Ik heb in de commissie enkele voorbeelden gegeven, die ik niet zal herhalen. Ik neem aan dat u mijn concrete argumenten in mijn huidige zeer algemene formulering hebt teruggevonden. Ik zou graag hebben dat u in uw antwoord even ingaat op een uiterst bedenkelijk aspect van de EEG, namelijk het feit dat wij tenslotte in het geheel van de economische wereldpolitiek in een situatie zijn geraakt waardoor wij de reputatie verwerven van een op de wereldeconomie negatief inwerken- de egoïstische kracht. Ondanks Lomé, Mijnheer de Minister, waarnaar u hebt verwezen en ondanks andere maatregelen die de EEG genomen heeft en waardoor ze ook constructief aan de wereldeconomie deelneemt. Dit negatieve resultaat kan toch niet de bedoeling geweest zijn van degenen die de EEG en de landbouwinintegratie boven de doopvont hebben gehouden. Een tijd lang werden hun ideeën op een creatieve wijze verwezenlijkt. Nu schijnt de limiet te zijn bereikt van wat nog kan.

Behoudens het monetaire aspect zal ik het niet meer hebben over de andere punten die gisteren werden besproken. Ik had u eerder gewezen op het feit dat wij ons vastwerken in een systeem van differentiële wisselkoersen, erger dan in de tussenoorlogse protectionistische politiek. U hebt me toen geantwoord dat ik de documenten moest nazien. Uw opmerking is gegrond, de differentiële wisselkoersen spelen thans een geringere rol dan de vorige jaren. Ik vrees echter, Mijnheer de Minister, dat het slechts tijdelijk is omdat u op het monetaire gebied als dusdanig in Europa, geen stap verder bent gekomen. U gaat uw best doen om van het systeem van de differentiële wisselkoersen op het gebied van de landbouw af te stappen, maar u zult er slechts in slagen op voorwaarde dat ondertussen een positief Europees monetair beleid, gevoerd met voldoende middelen, tot stand komt. Ook daar hangt u af van wat zich op andere gebieden, waarop u geen invloed heeft, zal voltrekken.

Het spijt mij dat mijn betoog in vele opzichten een pessimistische indruk maakt. Ik wil eindigen met een punt dat niet direct aansluit bij de concrete problemen die men terugvindt in de documenten die voor ons liggen. Dit punt spruit eigenlijk voort uit een visie op de verdere ontwikkeling van de landbouw in de ontvoogding van de derde wereld. Wij spreken van overproductie en van allerlei onverkoopbare voedingswaren. Dat is een feit. Daarnaast mogen wij echter niet vergeten dat wij in een wereld van honger leven en dat de behoeften aan voedsel nooit zo duidelijk en zo groot zijn geweest als nu.

Mijnheer de Minister, er is een schrille tegenstelling aan te stippen, namelijk dat er een potentiële en reusachtige markt op voedingswaren ligt te wachten aan de ene kant, maar dat aan de andere kant de koopkracht niet aanwezig is om deze potentiële markt tot een werkelijke markt te maken. Ik blijf hopen dat er een doorbraak tot stand zal komen, derwijze dat wij eindelijk in dit voor één derde hongerlijdende deel van de mensheid niet als weldoeners, maar op gezonde economische grondslagen en op gezonde debit- en creditverhoudingen, de landbouwprodukten zullen kunnen afzetten die wij voortbrengen. Aldus zou op halflange termijn een van de grote problemen van deze tijd kunnen worden opgelost. (Applaus op de banken van de Volksunie.)

M. le Président. — La parole est à M. Payfa.

M. Payfa. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, ma présence à la tribune ne peut se motiver, pour moi citoyen, que par des soucis d'ordre sanitaire. En effet, ma profession et ma participation à la commission de la Santé publique me font percevoir l'agriculture sous un jour particulier, qui est, en fait, la raison première de ce secteur de l'économie : l'alimentation de l'homme.

M. Gramme, vice-président,
remplace M. Boey au fauteuil de la présidence

Cette optique me fait participer au débat en veillant particulièrement à la défense des produits de consommation et c'est bien pour cela qu'il y a des années déjà j'ai déposé une proposition de loi concernant les graisses préparées, le beurre et la margarine.

Cette proposition, admise au Sénat, a été jumelée, à la Chambre des représentants, à un projet de loi-cadre émanant du gouvernement et concernant la protection du consommateur.

J'ai bien dû m'incliner à l'époque. Et pourtant, aujourd'hui encore, je regrette que les arrêtés royaux nécessaires à l'application de cette loi, dans ses différents secteurs, ne sortent toujours pas.

Aujourd'hui, cinq ans ont passé. Certains fabricants inondent le marché de réclames et de papiers publicitaires mensongers et frauduleux, en invoquant des qualités bénéfiques pour la santé.

Je sais, Monsieur le Ministre, que c'est au ministre de la Santé publique à prendre l'initiative dans ce domaine. Mais il n'est pas le

seul à avoir cette possibilité. En effet, lorsqu'il s'agit, par exemple, de fabrications composées d'huiles d'origine végétale ou de produits naturels, tels que les fruits traités pour les raisons de présentation, le ministre de l'Agriculture doit aussi pouvoir intervenir.

Il l'a fait ces derniers mois, mais pas pour les motifs invoqués plus haut. Une campagne est lancée, qui invite la population à consommer des produits laitiers. J'en suis heureux et je l'approuve. Toutefois, j'aimerais que, en collaboration avec votre collègue de la Santé publique, vous accélériez la rédaction des arrêtés royaux réglementant l'emballage, l'étiquetage et la publicité concernant les margarines et les graisses préparées en général.

C'est dans le même esprit que j'ai défendu un amendement à l'article 5 du projet de loi créant un institut d'expertise vétérinaire.

Monsieur le Ministre, voilà encore un sujet qui intéresse et le ministre de la Santé publique et le ministre de l'Agriculture.

Je me suis battu, en commission et en séance publique, pour que le texte de ce projet respecte les principes énoncés dans les développements selon lesquels le vétérinaire expert devait être engagé à temps plein et devait remplir sa mission en toute indépendance.

Mon amendement avait donc pour but d'interdire tout exercice de la profession au vétérinaire en dehors de la mission qui lui était confiée par l'Etat. J'ai été appuyé, à l'époque, par une majorité, dont les socialistes.

J'apprends, Monsieur le Ministre, qu'un amendement est déposé à la Chambre des représentants afin de rétablir le texte initial.

Vous qui avez la responsabilité de la qualité du cheptel pour le pays, vous ne tolérerez pas, du moins j'ose l'espérer, qu'il soit fait exception à la règle. On ne peut être juge et partie. Et c'est ce qui arrive lorsque le vétérinaire soigne en clientèle privée des animaux de la ferme, même autres que ceux du cheptel et qu'il doit après, à l'abattoir, émettre un avis sur la qualité de la viande des bêtes de cette même ferme.

Je ne dirai qu'un mot des maladies transmissibles, notamment à l'homme. Il y en a une dont on parle, mais dont on ne parle peut-être pas assez, parce qu'elle a des implications économiques : la brucellose. On a, en effet, tendance à minimiser ses effets, surtout en Flandre. Je ne vous dis qu'une chose, Monsieur le Ministre, attention !

Je voudrais encore insister — et notre collègue Sondag l'a fait il y a quelques jours en interpellant le ministre de la Santé publique — sur la nécessité d'un contrôle plus strict de l'alimentation du bétail et notamment sur sa composition. Certains produits sont utilisés afin d'accélérer la formation de viande et donc d'accroître le poids du bétail ainsi traité, malgré l'interdiction de la réglementation en la matière. Pourquoi ? Parce qu'il existe, une fois de plus, des dérogations à la législation. Certains laboratoires reçoivent des autorisations qui leur permettent d'inclure dans les farines, des hormones et des antibiotiques. Est-ce exact ? Je vous demande également d'être particulièrement attentif à cette procédure d'exception, aux conséquences sérieuses qui pourraient en résulter et être un jour révélées. Pour le public en tout cas, vous en seriez, Monsieur le Ministre, le seul responsable. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Graeve.

De heer De Graeve. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, op het einde van de maand mei besprak de Kamer van volksvertegenwoordigers de begroting van uw departement voor het begrotingsjaar 1980.

Dat verlicht ongetwijfeld de taak van deze vergadering. Ik stel evenwel vast dat het aantal ingeschreven sprekers groot is en dat de uiteenzettingen lang zijn. Ik zal dan ook trachten mijn betoog kort te houden.

In de eerste plaats wil ik mijn voldoening uitdrukken over het feit dat het landbouwbeleid van ons land, zoals dit trouwens in alle landen van de Gemeenschap het geval is, verder onder een nationale minister ressorteert.

Op een ogenblik dat welvaart, groene zones, recreatiegebieden, wooncomfort, industrieparken en autowegen — zoveel kenmerken van onze welvaartsmaatschappij — de landbouwgebieden steeds verder in de verdrukking brengen, maken weinigen zich blijkbaar zorgen over de primaire sector van de economie, de landbouw. Ons oude West-Europa steigerde bij de eerste symptomen van de oliecrisis. Weinigen vragen zich af wat morgen kan gebeuren indien de voedselproductie fel zou worden ingekrompen.

De gevolgen van een stelselmatige roofofbouw die zich jaren heeft voltrokken ten nadele van de landbouw, worden nochtans duidelijk merkbaar. Heel wat goede landbouwgronden, en dat is onder meer het geval in mijn streek, hebben een speculatieve waarde bij ontstentenis van een vaste bestemming.

Ik denk bijvoorbeeld aan de vele hectaren in het uitbreidingsgebied Wetteren die sedert tientallen jaren gebruikt worden door de boomkwekers en de rozenkwekers.

Dit brengt mee dat de grondprijzen, onder meer in mijn gebied, in het algemeen onverantwoord hoog liggen.

In deze situatie moet het familiaal landbouwbedrijf pogen te overleven. De stijgende energieprijzen kunnen niet doorberekend worden in de consumptieprijzen en landbouwgrond kopen is voor de gemiddelde landbouwer en zeker voor de jonge landbouwers in de meeste gevallen financieel onmogelijk geworden.

Bovendien is onze pachtwet verouderd en beschermt zij in onvoldoende mate de bestaanszekerheid van de pachter.

Ik sluit mij derhalve aan bij allen die aandringen op een dringende wijziging van onze pachtwet.

Mijnheer de Minister, de bloemisterij is voor een groot stuk een Oostvlaamse aangelegenheid. Zij kreeg de laatste jaren zware klappen te incasseren.

We mogen gerust beweren dat de stookolieprijs thans zevenmaal duurder is dan een zevental jaar terug. Dit creëert een zeer moeilijke situatie in deze sector die sterk te lijden heeft onder de Nederlandse concurrentie, mede door de vele voordelen die onze noorderburen genieten.

Vele Belgische bedrijven zijn oud geworden, grond om nieuwe bedrijven in te richten wordt steeds moeilijker om vinden en is in vele gevallen bij de aankoop onbetaalbaar, althans voor onze landbouwers. Talrijke siertelers zijn bitter gestemd tegenover de toestand in hun sector. We moeten, mijns inziens, realiseren dat de sierteelt nog steeds een jaarlijkse produktie van 7 miljard frank betekent waarvan ongeveer de helft wordt geëxporteerd, wat meebrengt dat de betalingsbalans van deze teelt nog steeds positief is.

Waar de officiële statistieken voor het jaar 1979 nog niet in mijn bezit zijn, kan aan de hand van de voorliggende cijfers voor de eerste tien maanden van dat jaar, worden afgeleid dat de azalea standhoudt, de boomkwekerij en de potplantsectoren stagneren en de crisis in de begonia geleidelijk wordt overwonnen.

Voor de begonia is dit werkelijk positief, gezien na de prijzeninstorting van 1978 en de vernietiging van het oogstoverschot, de handel in 1979 vrij laat op dreef kwam en de telers een prijs kregen aangeboden die men in 1976 als zeer laag zou hebben ervaren. Gemiddeld werd 3,25 frank per knol betaald waar men in 1977 minstens 5 frank per knol ontving.

Er werd in 1979 evenwel uitgevoerd doch tegen een lagere exportwaarde die op ongeveer 40 miljoen kan worden geraamd.

Voor al in de kamerplanten is de concurrentie met Nederland zeer groot. In deze warme-kassector maken de stookkosten en de arbeidskosten inderdaad ongeveer 50 pct. uit van het totaalkostenpakket.

Niettegenstaande men de hoge cijfers van 1978 in 1979 in de boomkwekerij blijkbaar niet haalt, is men toch niet pessimistisch in deze sector. De terugval is dan ook gelukkig slechts tijdelijk en is onder meer te wijten aan de zeer harde winter van vorig jaar. In de sector van de sierteelt kan ik samen met de verantwoordelijken voor een vernieuwing van de kweekculturen pleiten, vooral voor het produceren van wat de afnemers vragen.

Zoniet, lopen wij het risico hen nog meer bij onze noorderburen te zien aankloppen.

In Nederland zijn inderdaad speciale voorzieningen in deze sector die bij ons niet bestaan. Hun aardgas is goedkoper en er worden toelagen gegeven om energiebesparende middelen toe te passen.

In het jaar van de Gentse floralien blijken onze bloemisten gelukkig steeds minder en minder individualistisch te zijn ingesteld. Zij rekenen vanwege het bevoegde departement en vanwege degenen die begaan zijn met deze zeer belangrijke sector op een actieve belangstelling en een daadwerkelijke steun voor hun talrijke problemen.

Mijnheer de Minister, nu een nieuw oeculeerseizoen voor de deur staat, aanzie ik het als mijn plicht de aandacht te vestigen op de bestaande wetgeving van de bescherming van kweekprodukten. Voor de roos werd deze aangelegenheid door de wetgever geregeld door de basiswet van 20 mei 1975, de koninklijke besluiten van 22 juli 1977, 18 november 1977, 25 november 1977 en 12 februari 1979. De speciale overgangsfase voor bepaalde variëteiten neemt een einde op 1 juli 1981 en dan kan worden overgegaan tot de wettelijke bescherming van variëteiten, in het buitenland reeds beschermd vóór 21 januari 1978.

Derhalve dienen onze kwekers nu reeds bij de aanvang van het huidige oeculeerseizoen de wettelijke bepalingen in acht te nemen.

Onder de verantwoordelijken van het Verbond der Belgische Sierteelt en een afvaardiging van de Belgische Vereniging voor plantenselectie uit Wetteren, werd deze zaak grondig besproken en de nodige infor-

matie uitgewisseld. Onze kwekers werden ervoor gewaarschuwd dat alle soorten waarvan zij denken dat zij op één of andere wijze bescherming genieten best veilig worden gesteld door het afsluiten van een teeltcontract met de winner en/of zijn erkend verdeler.

Dit om alle verwickelingen te vermijden die zouden kunnen voortspuiten door een onwettige vermeerdering van de beschermde kweekproducten.

De rozenkwekers werden ervan verwittigd dat zij zich best informeren en desgevallend veilig stellen door het afsluiten van een teeltcontract met de winner en/of zijn erkend verdeler voor alle rozensoorten waarvan zij denken dat zij op de ene of de andere wijze bescherming genieten. Dit om hen onaangenaamheden te besparen die zouden kunnen voortspuiten uit een onwettige vermeerdering van beschermde kweekproducten.

Het licentierecht voor het vermeerderen van beschermde rozenvariëteiten is zoals een octrooirecht dat verschuldigd is op nijverheidsproducten en dat tenslotte door de gebruiker wordt betaald die het genot krijgt van de persoonlijke en financiële inspanningen die gedragen worden door degene die op eigen risico een nieuw produkt ontwikkelt. In dit verband wens ik evenwel te wijzen op de problemen van onze rozenkwekers. De zogenaamde « brevetrozen » worden nog in klein aantal gekweekt wanneer het over oudere variëteiten gaat. De nieuwe « brevetrozen » geven aanleiding tot een monopolievorming. Dit brengt mede dat een ernstig gevaar bestaat dat de zo bloeiende rozenkweek, gevestigd in het Wetterse, zich binnen enkele jaren verplaatst naar zuivere monopoliekwekers. Deze zullen niet noodzakelijkerwijs in ons land gevestigd zijn.

In deze omstandigheden zijn onze rozenkwekers die, zoals iedereen weet, zeer grote inspanningen hebben gedaan voor de modernisering van hun bedrijven, het verwerven en cultiveren van hun eigen gronden en het bevorderen van de uitvoer, zeer beducht voor de verdere toekomst van hun onderneming.

Mag ik u vragen, Mijnheer de Minister, om de wetgeving op de bescherming van de kweekproducten, indien mogelijk met de vereiste soepelheid te laten toepassen in de loop van de volgende maanden, dit om onze kwekers de mogelijkheid te bieden de gedane investeringen te beschermen en de toekomst van hun bedrijf veilig te stellen tegen een zeer goed georganiseerde en sterk gesteunde buitenlandse concurrentie?

Op dit stuk rekenen onze rozenkwekers in het bijzonder, en de siertelers in het algemeen, op een efficiënter medewerking van de landbouwwattachsés en de handelsattachsés die verbonden zijn aan diverse buitenlandse ambassades en/of consulaten.

Ik wens dit niet in detail te bespreken, Mijnheer de Minister, omdat er ook verdienstelijke attachés zijn. Indien de samenwerking, zoals zij bestaat tussen deze attachés en onze kwekers en exporteurs kon worden verbeterd, zou dit bij de belanghebbenden ten eerste worden gewaardeerd. Sommigen verblijven immers jaarlijks verschillende maanden in het buitenland om de zo noodzakelijke uitvoer te realiseren.

Mijnheer de Minister, vorig jaar heb ik in mijn uiteenzetting verklaard dat ik gelukkig was u opnieuw aan het hoofd te zien van het departement van Landbouw. Vandaag ben ik gelukkig te kunnen zeggen dat ik deze woorden niet betreurt, vooral niet na de inspanningen die u de jongste maanden in zeer moeilijke omstandigheden hebt geleverd. (Applaus op de banken van de meerderheid.)

M. le Président. — La parole est à M. Jean Gillet.

M. J. Gillet. — Monsieur le Président, chers collègues, j'ai demandé un temps de parole de quinze minutes que je pourrai sans doute abrégé à la condition que le ministre ne m'interrompe pas au cas où les chiffres que je vais citer ne correspondraient pas aux siens. Il en a déjà tellement entendu aujourd'hui que je me demande comment il s'y retrouvera tout à l'heure dans sa réponse. (Sourires.)

Le ministre français de l'Agriculture écrivait le 5 mars 1980 dans un journal français : « Je préfère être le ministre de l'Agriculture dans un pays qui doit résoudre des problèmes d'excédents que dans un pays qui souffre de pénuries alimentaires. » Je crois que c'est aussi votre avis, Monsieur le Ministre.

Je crois, Monsieur le Ministre, que c'est ce que vous devez répondre aux consommateurs, c'est ce que nous devons dire autour de nous.

Ce n'est pas une raison pour geler les augmentations des prix agricoles, tant que nous ne serons pas arrivés à la parité. Nous voulons bien faire des sacrifices, mais nous devons tous en faire et pas toujours les mêmes, c'est-à-dire la classe agricole.

On dit, et M. Gundelach en particulier, que l'agriculture coûte cher.

Le budget que la Communauté peut consacrer à l'agriculture est certes limité, mais ses ressources seraient plus importantes s'il n'avait pas régné ces dernières années un grand laxisme en matière de préférence

communautaire, principe de base du Marché commun trop souvent bafoué.

Lorsque des productions étrangères entrent dans la Communauté dans le cadre de la convention de Lomé sans prélèvements à l'importation, cela se traduit à chaque fois par une non-recette pour la politique agricole commune. Exemple : le sucre venu des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dont coût : 15 à 20 milliards.

Autre exemple : le manioc, qui engraisse le bétail des producteurs hollandais, allemands et britanniques; ce type de producteurs industriels ne se plaindra évidemment pas du prix garanti élaboré sur base des coûts de production d'une exploitation familiale. Il en est de même pour le soya qui alimente les usines à lait sans terres et qui profitent des mêmes conditions, dont coût 10 milliards.

Quand, pour complaire aux Anglais, nous continuons à acheter 120 000 tonnes par an de beurre néo-zélandais, ce qui veut dire 7 à 7,5 p.c. de la consommation européenne, nous amenant à en réexporter autant, cela coûte plus de 10 milliards au budget agricole; c'est avec ce que nous importons que nous devenons excédentaires.

Nous importons sans prélèvements ou très peu 400 000 tonnes de viande dont le budget agricole est pénalisé pour un montant de 28 milliards.

Ce n'est malheureusement pas tout, le budget agricole de la CEE est présenté de façon inexacte; en effet, il n'est jamais évoqué qu'il y a 90 milliards de recettes en droit d'entrée, que les fameux montants compensatoires monétaires qui sont l'absence de politique monétaire commune, sont comptabilisés au budget agricole, soit plus de 140 milliards pour les quatre dernières années.

L'aide alimentaire aux pays de la faim représente plus de quinze milliards.

Nous savons que le budget agricole a bon dos, mais il est bon que l'on sache la vérité : ce n'est pas la faute des agriculteurs mais de la mauvaise politique agricole commune.

Le budget agricole, suivant la présentation qui en est faite, représente 430 à 450 milliards de francs belges, soit environ 70 p.c. du budget total de la CEE. C'est à première vue beaucoup mais c'est le seul secteur où l'on globalise les dépenses de neuf Etats. Le total des charge de chômage et des aides aux restructurations industrielles des neuf pays représenterait non plus, comme pour le budget agricole, quelques centaines de milliards, mais des milliers de milliards.

Si l'on décompte les dépenses signalées ci-dessus, le budget réellement agricole représente 40 à 45 p.c. du maigre budget total de la CEE, c'est-à-dire 280 milliards par an, soit 3 francs par jour, pour chaque citoyen européen, pour être certain d'avoir une nourriture de choix.

Si nous parlons un peu des excédents. Que n'entendons-nous pas parler de montagnes de beurre et des Himalaya de poudre de lait? Le mot « Himalaya » vient de notre ami Emile Scoumanne que vous connaissez bien.

Réfléchissons sur du concret!

Il faut que nos concitoyens sachent qu'en ce moment nous avons un stock, en tout et pour tout, de 1 100 grammes de beurre par habitant et moins de 500 grammes de poudre de lait. Doit-on appeler cela un stock?

Venons-en aux décisions de la semaine dernière : 5 p.c. en moyenne d'augmentation, nous avons fait nos comptes, Monsieur le Ministre. Les agriculteurs herbagers sont près de leurs sous! Ils en ont besoin, d'ailleurs. En ce qui concerne le lait, c'est une augmentation de 3,8 p.c. — 2 p.c. de coresponsabilité = 1,8 p.c.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — 3,8 p.c. moins 1,5 p.c. d'augmentation de la taxe, cela fait 2,3 p.c.

M. J. Gillet. — D'accord.

Or, vous savez que les frais de production ont augmenté de 8 p.c. au moins.

Monsieur le Ministre, vous avez instauré la taxe de coresponsabilité dans le but de promouvoir la vente des produits laitiers et les agriculteurs ont accepté cette charge, et même volontiers. Peut-être y a-t-il eu certaines petites frictions, mais lorsque les agriculteurs ont compris qu'il s'agissait de les aider à vendre leurs produits, ils ont été d'accord.

Cette promotion publicitaire de nos produits naturels et sains était bien nécessaire dans la lutte contre les grands moyens mis en œuvre par les margariniers pour déblatérer la qualité naturelle du lait et du beurre, en les déclarant nuisibles à la santé.

Certains médecins avaient même confirmé cela, mais je crois qu'ils sont maintenant revenus de cette opinion; même le Premier ministre a déclaré à la télévision que le beurre était sain et que la margarine ne l'était pas. D'abord, cette appréciation devrait se faire non pas sur la base d'un corps gras particulier mais bien sur l'ensemble d'une ration alimentaire générale.

Et puis, chers collègues, comment peut-on accuser ainsi le lait qui est l'unique nourriture du nouveau-né de devenir un poison pour l'homme lorsqu'il devient adulte ? Là, il faut y réfléchir.

Vu l'insuffisance des prix agricoles octroyés pour la campagne 1980-1981, et au cas où ceux-ci ne seraient pas revus en automne 1980 dans le sens de la hausse, il est nécessaire de prévoir un ensemble de mesures gouvernementales : 1. La détaxation des investissements; 2. Le gel des barèmes fiscaux forfaitaires; 3. Compenser à charge du budget national le retard apporté aux décisions du Marché commun, car ces décisions arrivent toujours avec un retard d'au moins deux ou trois mois. Le plus souvent, les agriculteurs ne sont pas rémunérés pour les productions de mai et juin, soit la meilleure période.

A cette fin, je vous propose un éventail de mesures compensatoires :

- La suppression de la taxe fiscale sur les primes et subsides;
- L'application de la taxe sur l'importation des matières grasses végétales et marines;
- La détaxation du mazout à la ferme et aux laiteries; cela se fait en Allemagne, pourquoi pas chez nous ?
- L'extension de la limite des zones défavorisées comme lors de la première application. Il faudrait en reparler;
- L'allègement des charges de la sécurité sociale; voir en France où cela se pratique;
- La diminution de la TVA sur les produits entrant dans l'alimentation du bétail;
- L'augmentation de la bonification d'intérêt du Fonds d'investissement agricole suite à la hausse catastrophique du taux d'intérêt;
- Une politique foncière appliquant l'analyse au cas par cas;
- L'organisation de la vulgarisation socio-économique.

Voilà, Monsieur le Ministre, une petite partie d'un programme permettant à l'agriculteur d'accéder à un revenu décent, ce qui l'encouragera lui et surtout sa descendance à rester à la ferme et leur évitera de devenir chômeurs.

Si vous estimez que ces mesures ne sont pas réalisables ou que vous en prévoyez d'autres, je vous demande de bien vouloir venir nous en parler dans nos provinces où l'on souhaite vous entendre, dans nos campagnes. Cela apaiserait peut-être la colère agricole qui est grande, ne cesse de s'accroître et menace de se concrétiser par des actes violents, ce que vous comme moi, Monsieur le Ministre, ne souhaitez certainement pas. J'espère que vous me répondrez favorablement. *(Applaudissements sur certains bancs de la majorité.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Capoen.

De heer Capoen. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, Dames en Heren, wij staan hier voor een begroting van eerder beperkte omvang — zij bedraagt iets meer dan tien miljard frank — en moeten het beleid bespreken dat sedert jaren wordt bepaald op Europees niveau, althans het bijzonderste ervan.

In de land- en tuinbouwsector heerst er onzekerheid, ongenoegen en angst. De toestand is verre van rooskleurig en de problemen stapelen zich op. Velen zijn wanhopig en laten hun bedrijf in de steek. Volgens het verslag over de evolutie van de land- en tuinbouwsector en volgens recentere gegevens van het Nationaal Instituut voor de Statistiek is het aantal land- en tuinbouwbedrijven afgenomen tot minder dan 120 000 eenheden. Tussen 1977 en 1978 zijn dus opnieuw 5 000 bedrijven verdwenen. Vijfduizend blijkt de jongste jaren een constant gemiddelde afname te zijn. Ook het landbouwareaal blijft jaarlijks verminderen met een vrij constant gemiddelde van ruim 10 000 hectare.

Een en ander heeft tot gevolg dat het aantal actieven in de landbouwsector gedaald is tot minder dan 3 pct., dus reeds ver onder de 5 pct. die voor velen steeds als een kritische drempel werd beschouwd. Deze drastische inkrimping van het aantal actieven heeft onder meer een zeer nadelige invloed op het pensioenstelsel van de landbouwers.

Wij hadden hier gisteren de gelegenheid deze zaak grondig te behandelen, wat het ons mogelijk maakt thans hierover kort te zijn.

Wij wensen echter nogmaals te onderstrepen dat deze evolutie naar een onhoudbare situatie leidt, zodat wij opnieuw pleiten voor een globalisering van de gehele maatschappelijke zekerheid.

De bestaande discriminaties kunnen niet langer meer worden geduld en wij kunnen niet aanvaarden dat deze problemen worden weggevoerd met het argument van de moeilijke toestand van de overheidsfinanciën. Wij pleiten hier nogmaals voor een zekere solidariteit en voor het herverdelingsprincipe tussen rijke en arme sectoren, tussen actieven en niet-actieven, tussen hogere en lagere inkomens. Dit kan alleen maar worden bekomen door een globalisering van de maatschappelijke zekerheid.

Wij vragen dat er op dit stuk een zekere solidariteit zou heersen en dat de overheid alleszins zou beginnen met haar inspanningen in de sociale, in de fiscale en in de economische sector evenredig te verdelen, zodat de zelfstandigen en de landbouwers beter aan hun trekken kunnen komen.

Bij het doornemen van het verslag over de evolutie van de land- en tuinbouwsector heb ik, zoals de meesten onder ons, in de eerste plaats mijn aandacht gericht naar de gegevens in verband met het landbouwincome en de pariteit. Met 67 pct. valt 1978 in de reeks van de slechte jaren en wordt de tendens die zich sedert 1974 aftekent verder doorgetrokken.

Wij weten wel dat het hier om gemiddelden gaat, maar niemand kan de werkelijkheid loochenen. Deze cijfers zijn trouwens ook bevestigd in een studie over de rendabiliteit van onze bedrijven, waaruit blijkt dat in België 60 pct. van onze bedrijven marginaal zijn. De kloof tussen de inkomens van de landbouwbevolking en deze van de andere bevolkingsgroepen blijft reuzegroot, in weerwil van de pariteitswet. Zeventien jaar na het invoeren van deze wet is men verder van het doel verwijderd dan ooit te voren. De landbouwers zien geen enkele mogelijkheid om hun stijgende produktiekosten in rekening te brengen en de Europese prijzenpolitiek, zoals zij tot op heden is gevoerd, doet hun weinig hoop koesteren op betere tijden.

Dat het onbehegen en het ongenoegen in de landbouwkringen groot is en dat men van alle zijden weer dreigt met harde acties en betogingen hoeft niemand te verwonderen.

De perikelen rond de vaststelling van de landbouwprijzen voor 1980-1981 heeft bij vele, zoniet bij alle boeren kwaad bloed gezet. Inderdaad, nadat men gezwaaid had met de 7,9 pct.-prijsverhoging, berekend volgens een objectieve methode, is men in de EEG-commissie uiteindelijk overeengekomen over een gemiddelde prijsverhoging die voor ons land nog niet eens 5 pct. bedraagt.

Op dergelijke manier zal de kloof nooit worden overbrugd en wordt het Europees landbouwbeleid meer en meer gehypothecerd.

Met het Europees landbouwbeleid loopt het mis. Er is geen samenhang en de gevoerde prijzenpolitiek heeft catastrofale gevolgen voor de landbouwers. Het gevoerde prijzenbeleid kan men best bestempelen als een negatieve inkomenspolitiek, die bovendien zijn doel voorbijschiet.

Het is onze overtuiging dat men met een prijzenpolitiek nooit zal komen tot een beheersing van de landbouwoverschotten. Iedere landbouwer streeft naar een minimuminkomen en zal dit desnoods trachten te verwezenlijken door zijn productie op te drijven of door over te schakelen op andere produkten.

Het Europees landbouwbeleid is al te zeer gekenmerkt door tegenstrijdigheden. Men zet aan tot rationalisatie en herstructurering en geeft daarna de boeren de schuld van de overproductie. In dit verband treft de Belgische landbouwers zeker geen verwijt, want zij hebben steeds loyaal alle door de EEG gegeven richtlijnen gevolgd. Door de Europese politiek ten aanzien van de dierlijke en plantaardige vetten installeert men een concurrentievervalsing die de zuivelsector zwaar in de verdrukking brengt. Jaarlijks worden duizenden ton zuivelprodukten ingevoerd vanuit Nieuw-Zeeland. Hetzelfde geldt voor de suikerproductie. Men voert grote hoeveelheden suiker in uit de ACP-landen en bevordert de fabricatie van glucose en isoglucose uit Amerikaanse maïs, terwijl men terzelfder tijd voorstelt de eigen productie te verminderen.

Wij zouden nog andere voorbeelden kunnen aanhalen om te illustreren hoe tegenstrijdig de gevoerde politiek wel is.

Er rijzen bovendien nog heel wat andere vragen in verband met onze landbouwoverschotten en met het energie- en grondstoffenprobleem in de landbouwsector.

Europa zit geplaagd met enorme zuivel- en vleesoverschotten, die het gevolg zijn van een te grote veestapel, waarvoor Europa zelf niet voldoende veevoeder kan voortbrengen. Daardoor is Europa, onder meer, in grote mate afhankelijk van ingevoerde sojabonen uit Amerika. Dit is op zijn minst een paradoxale toestand. Ik vind die toestand zo ernstig dat wij er ons dringend moeten over beraden, zowel op nationaal als op Europees niveau.

Een andere grondstof die zo mogelijk nog minder kan gemist worden in onze moderne landbouw en die in de toekomst nog heel wat zorgen kan baren, is de kunstmeststof. Ook hier blijkt de uiterst kwetsbare positie van de Europese landbouw. Wij zijn daar voor een groot deel afhankelijk van de invoer uit andere werelddelen.

Een probleem dat ons nu reeds heel wat kopzorgen berokkent, is de energieschaarste en de hoge prijzen van de energie.

Voor de landbouw in het algemeen en voor enkele sectoren in het bijzonder wordt het energieprobleem een zware opgave. Wij denken, bijvoorbeeld, aan de glastuinbouw, de visserij, de hopteelt en bepaalde dierenkwekerijen.

Ik wil van deze gelegenheid gebruik maken, Mijnheer de Minister, om uw aandacht te vestigen op de gevaren die onze energie-intensieve land- en tuinbouwsectoren bedreigen, ingevolge het verschillend energiebeleid in de ons omringende landen. We denken hier in de eerste plaats aan het goedkope aardgas in Nederland, maar ook aan de bijzondere steunmaatregelen voor energieverbruik die in Duitsland en in Frankrijk genomen zijn.

Wij vragen ons af hoe u, Mijnheer de Minister, zult kunnen beletten, en over welke middelen u daarover beschikt, om onze warme-glasteelt niet van de kaart te laten vegen door de Nederlandse concurrentie die kon worden gevoerd dank zij de goedkopere energie.

In het licht van deze problemen moeten wij vaststellen dat wij nog zeer veraf staan van een Europese integratie en dat er van een Europees energiebeleid nog helemaal geen sprake is.

Wij dringen bij de minister aan op maatregelen om eerst de energiebevoorrading van de landbouwsector te verzekeren.

In de tweede plaats vragen wij het opstellen van een actieprogramma om te komen tot een rationeel energieverbruik in de landbouwsector.

In de komende maanden zal men de middelen besteed voor het wetenschappelijk onderzoek in dienst van de landbouw maximaal moeten oriënteren naar projecten die specifiek het energieverbruik in de landbouwsector beogen. Daarbij moet de aandacht in de eerste plaats gaan naar de klassieke middelen om het energieverbruik te drukken, namelijk de besparing en de recuperatie. Maar in tweede instantie moeten de specifieke mogelijkheden van energieontwikkeling uit de landbouw worden onderzocht, zoals onder meer het biogas en de teelt van energiehoudende produkten. Op lange termijn zullen wij moeten zoeken naar teelten die minder energie-intensief zijn.

De te verwachten schaarste aan grondstoffen en energie zullen misschien een matigende invloed hebben op de landbouwoverschotten, wat niet wegneemt dat men moet zoeken naar andere middelen om de overproductie weg te werken.

Op dat stuk kan er in België nog heel wat worden gedaan op gebied van commercialisatie en promotie in de landbouw. Blijkbaar is de kwaliteit van onze produkten goed. Maar, wat schort in deze sector, is de commercialisatie van onze produkten. Het aanstellen van meer landbouwwattachsés in het buitenland en het operationeel maken van afzetfondsen zouden hier heel wat ten goede doen.

Maar ook het ontzaglijk voedselprobleem in de derde wereld moet toch mogelijkheden bieden om de landbouwoverschotten te drukken en op een menselijke manier weg te werken. Misschien is een ruil van grondstoffen, die vele van deze hongerlanden in grote mate bezitten, tegen onze voedseloverschotten een zekere uitweg voor onze landbouw. In verband met dit probleem verwachten wij van de regering haar standpunt te horen en dit naar aanleiding van de interpellatie van collega Dewulf, die hij na deze bespreking zal houden.

De land- en tuinbouw maken een crisisperiode door. De aftakeling van de landbouwsector gaat in versneld tempo verder en het eertijds zo geroemde familiaal landbouwbedrijf komt meer en meer in het gedrang.

Deze crisis kan alleen maar worden aangepakt door een dynamisch beleid te voeren op alle domeinen van de landbouwbedrijvigheid, en dit zowel op nationaal als op Europees niveau.

Door een vooruitstrevend beleid te voeren inzake bodembeleid, pachtwetgeving, markt- en prijzenpolitiek, scholing en begeleiding voor de jonge landbouwers, huisvesting en infrastructuur, maatschappelijke zekerheid en vele andere, moet het mogelijk zijn om de landbouwers en de tuinbouwers opnieuw vertrouwen en toekomstperspectieven te bieden. Als men daarin niet slaagt, vrees ik dat de neergang verder zal gaan en dat de meest dynamische krachten de landbouw zullen verlaten en erger nog dat er geen bekwame jongeren meer bereid zullen worden gevonden om de aflossing te verzekeren.

Wij vrezen echter, met het beperkte budget en de versnippering van de bevoegdheden, in het kader van een slecht opgevatte regionalisatie, die blijkbaar alleen tot doel heeft het echte federalisme te hypothekeren, dat de minister van Landbouw niet voldoende gewapend is om het tij te doen keren.

Mijnheer de Minister, daarom kunnen wij u ons vertrouwen niet schenken en zullen wij deze begroting niet goedkeuren. (*Applaus o. de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pede.

De heer Pede. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, mijn uiteenzetting zal zeer kort zijn, aangezien ik hier niet in herhaling wens te vallen, des te meer daar de vorige spreker precies over die sectoren heeft gesproken waaromtrent ik enkele woorden wou zeggen.

Mijnheer de Minister, ik wil u wijzen op de zeer diepgaande crisis die bestaat in één van de sectoren van uw departement, namelijk de sierteelt. Deze crisis heeft als oorsprong niet alleen de moeilijkheden in verband met de energiebevoorrading, deze is nog betrekkelijk goed, maar vooral de problemen met betrekking tot de prijs van deze energie.

Wij ondervinden daar concurrentie en vervalsende elementen van onze buurlanden, vooral van Nederland. Verschillende jaren terug, reeds vóór de energiecrisis, heeft Nederland een bijzondere inspanning gedaan om de tuinders aan te zetten over te schakelen van de traditionele verwarming, de stookolie, naar aardgas. Dit had tot gevolg dat ongeveer 90 pct. van de Nederlandse tuinders is overgeschakeld op aardgas. Bij ons echter is deze overschakeling niet of zeer weinig gebeurd. De prijzen van de stookolie en de extra zware stookolie schommelen bij ons tussen 5 en 8 frank, naargelang ze per kilo of per liter worden berekend. Erger is echter het feit dat de tuinders die in ons land op aardgas overschakelden, het aardgas 3,5 frank per kubieke meter betalen, terwijl in Nederland de tuinbouwers, door een tegemoetkoming van de regering, slechts 2,6 frank per kubieke meter betalen. Voor de industrie in Nederland ligt de prijs hoger, namelijk 3,90 frank per kubieke meter. Dit is een bewijs dat men in Nederland probeert — en er betrekkelijk goed in slaagt — de tuinbouwers tegemoet te komen door nog goedkoper aardgas te leveren.

Zowel in Nederland als in Duitsland en Frankrijk bestaan er daarenboven bijzondere toelagen in deze sector om energiebesparende investeringen te doen. De tuinders in Duitsland krijgen renteloze kredieten om een wintervoorraad van olie aan te leggen. Deze maatregelen in het buitenland, die bij ons helaas niet bestaan, vervalsen in ieder geval zozeer de concurrentie, dat de nadelige resultaten ervan zeer erg voelbaar zijn in deze sector, die vooral is afgestemd op de uitvoer.

Is het niet mogelijk, nu wij stilaan naar een Europese integratie gaan, hier op Europees niveau tussenbeide te komen? Het is toch immers niet de bedoeling van Europa dat de afzonderlijke landen maatregelen blijven nemen die algemene richtlijnen in de weg staan en het onmogelijk maken een algemene en eenvormige politiek te voeren.

De export van de sierteelt is vrij belangrijk. In 1978 exporteerden wij voor bijna 3 miljard Belgische frank niet-eetbare tuinbouwprodukten. Een van de grootste problemen waarvoor wij nu staan, is er toe te komen om de betalingsbalans, die zozeer in onevenwicht is, gunstiger te doen evolueren. De regeringsverklaring herhaalde dit eveneens. Men kan dit op twee manieren doen. Men kan de invoer trachten te beperken. Blijkbaar zullen hiervoor maatregelen worden genomen op het gebied van de indirecte belastingen. Men kan echter ook de uitvoer stimuleren. In de sector van de sierteelt, die toch belangrijk is voor onze export, zou dit ook zeer gemakkelijk kunnen gebeuren. Ik zegde reeds dat de uitvoer van de sierteelt zich in 1978 situeerde rond de 3 miljard. Tot op dat ogenblik hadden wij hierbij een jaarlijkse stijging van 10 à 15 pct. Sinds 1978 stagneert de uitvoer van de sierteelt echter. In 1978 bedroeg de stijging nog maar 3 pct. Maar daartegenover staat dat de invoer uit Nederland in dezelfde sector gestegen is met 22 pct. In 1979 hebben wij het meegemaakt dat de uitvoer slechts steeg met 2 pct. en de invoer voornamelijk uit Nederland verhoogde met 20 pct. Wat de potplanten betreft, steeg de invoer met ruim 40 pct. in 1979 en wat de snijbloemen betreft, steeg de invoer met ongeveer 20 pct. Het merendeel van die invoer kwam uit Nederland. Er zou iets moeten gedaan worden om de Belgische exporteurs te kunnen helpen: ofwel optreden op Europees niveau om deze concurrentievervalsende toestanden weg te werken, ofwel misschien exportkredieten toekennen tegen verlaagde intrest, voor zover dit in de huidige omstandigheden nog mogelijk is.

Zoals u weet, is de Belgische sierteelt in hoofdzaak gericht op export. Bepaalde landen hebben reeds fytosanitaire maatregelen getroffen die in essentie bedoeld zijn om de invoer in dat land tegen te houden. Is het niet mogelijk tijdens de onderhandelingen op EEG-niveau met Spanje en Griekenland, die allebei zeer erge fytosanitaire maatregelen hebben getroffen, erop aan te dringen dat deze twee landen deze invoerbeperkingen zouden opheffen? Dat zou alleszins de markt verruimen en een groter afzetgebied in het vooruitzicht stellen.

Als derde punt wil ik het hebben over de afzetpromotie. In de regeringsverklaring staat dat een inspanning zal worden gedaan om op een meer georganiseerde wijze de exportpromotie van land- en tuinbouwprodukten te bevorderen. Hoeveel staat het daarmee? Reeds in 1973 werd een kaderwet aangenomen die toeliet een afzetpromotiefonds op te richten, met verplichte bijdragen van de land- en tuinbouwers. Er zijn daar wel moeilijkheden gerezen en de Raad van State heeft zelfs opmerkingen gemaakt bij bepaalde delen van dit ontwerp dat hem voor advies werd overgezonden.

Zoals u weet rekenen de beroepsverenigingen uit de sierteelt erop dat zij in het promotiefonds — dat zij principieel aanvaarden —

inspraak zouden hebben in de aanwending van de gelden en ook in het beheer dat sectorieel moet zijn. Ik heb deze vragen slechts in het kort herhaald omdat ze reeds eerder werden gesteld. Voor de sierteelt en de tuinbouw onder glas speelt zich een buitengewone crisis af en men kan niet voorzien welke richting ze zal uitgaan. Indien men echter niets doet enerzijds op Europees niveau om nadelige maatregelen — zoals invoerbeperkingen — getroffen in andere landen te doen intrekken, anderzijds om de promotie van onze export te bevorderen, dan gaan wij moeilijkheden tegemoet in een sector die een belangrijke plaats inneemt wat de export betreft. En dat is toch ook zeer belangrijk voor onze betalingsbalans. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Neuray.

M. Neuray. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, la discussion du budget du ministère de l'Agriculture vient à un moment critique. Tellement critique que, si la situation continue à évoluer dans le même sens, il n'y aura bientôt plus besoin de discuter le budget du ministère de l'Agriculture car il n'y aura plus d'agriculteurs en Belgique. On assiste, depuis des années, à une perte annuelle de plusieurs milliers d'emplois et l'hémorragie, loin de se ralentir, a tendance à encore s'accroître. La population agricole représente aujourd'hui moins de 2,9 p.c. de la population active totale, probablement le chiffre le plus bas du monde.

Si, demain, les produits agricoles n'étaient plus nécessaires, on devrait accepter, quoique avec regret, l'inéluctable de cette évolution : les agriculteurs disparaîtraient de notre société comme, hier, les postillons ou les conducteurs de fiacre.

Mais il n'en est rien; demain, nous devons manger et, dans le monde troublé d'aujourd'hui, la garantie de notre alimentation est un point essentiel, sans compter les nouvelles missions de production de matières premières que, à cause du prix croissant de l'énergie, l'on demandera probablement demain à des produits agricoles.

La volonté des agriculteurs de poursuivre leur exploitation est compréhensible et leur colère devant la dégradation de leur situation aussi.

Ce qui est inquiétant dans la situation actuelle, c'est la volonté d'un pays d'abattre le Marché commun agricole. Nous avons suffisamment combattu les imperfections de celui-ci, sa lourdeur, sa technocratie, son inadéquation à la réalité pour nous permettre aujourd'hui de le défendre parce qu'il a le mérite déjà remarquable d'exister. Car, en fait, ce qui est inquiétant et ce qui devrait mobiliser tous les Européens, c'est qu'à travers le Marché commun agricole, les Anglais s'attaquent à l'Europe elle-même. Et cela, tout le monde doit en être conscient.

En entrant dans la CEE, les Anglais ont déclaré solennellement qu'ils acceptaient les règles. Ils les remettent aujourd'hui en question et ils sont plus de 60 p.c., d'après les sondages, à ne plus vouloir en faire partie. Qu'ils sortent, le plus vite sera le mieux, et que l'on conclue avec eux des accords spéciaux comme ceux que l'on a avec la Grèce, l'Espagne ou le Portugal. Il ne faut pas imposer aux populations des associations dont elles ne veulent pas. Il est impossible de bâtir une politique saine sur des bases non démocratiques. Je regrette qu'on n'ait pas choisi une attitude claire comme celle que je viens d'évoquer plutôt que le compromis boiteux qui constituera, demain pour l'Europe, une véritable bombe à retardement.

Si, pour l'agriculture, les Anglais se sont engagés pour l'an prochain, à ne plus lier le problème des prix agricoles à celui de leur contribution, aucun engagement n'a cependant été pris quant au niveau de ces prix. On a cédé la proie pour l'ombre. Mais en fait, que dénoncent les Anglais ? Le coût de la politique agricole commune et les surplus qu'elle provoque.

Nombre de mes collègues ont déjà évoqué ce problème, permettez-moi d'en examiner quelques aspects.

On oublie, en effet, de rappeler que les fleuves de lait, les montagnes de beurre, les stocks de viande, c'est avec des produits importés que nous les produisons. C'est avec ce que l'on pourrait appeler nos cultures extérieures. Nous importons 10 millions de tonnes de céréales, 5 millions de tonnes de manioc, plus de 15 millions de tonnes de soja et de tourteaux de soja pour nourrir nos animaux. L'agriculture européenne, contrairement à ce que l'on croit, est encore largement déficitaire.

Aujourd'hui, le Marché commun agricole soutient les producteurs agricoles américains — achat de maïs et de soja — et quelques grandes sociétés multinationales — achat de manioc et d'oléagineux — et subventionne les consommateurs russes, vente à prix réduit de beurre. Voilà la réalité.

Il est évidemment clair qu'une telle situation est d'autant plus absurde qu'elle coûte fort cher. Mais elle n'est pas due à l'existence

du Marché commun mais à sa faiblesse et au fait que la préférence communautaire qui est prévue par les traités, ne joue pas.

Elle ne joue pas parce que les Américains, de grandes sociétés et des importateurs ont intérêt à cette sujétion de notre marché. Ils ont intérêt à accroître notre dépendance et, par conséquent, à démembrer le Marché commun, à leur avantage et au détriment de nos producteurs aujourd'hui, de nos consommateurs demain.

Voilà la situation que les Anglais, par leur chantage, contribuent à renforcer. Il faut que tous les Européens prennent conscience des dangers qu'une telle politique fait courir à une construction qu'ils ont mis plus de vingt ans à édifier, sans les Anglais. Son effondrement ferait disparaître, ne nous le cachons pas, la paix et la prospérité dont l'Europe bénéficie depuis trente-cinq ans.

C'est au niveau de l'agriculture que les attaques se déroulent; c'est pourquoi je le dénonce ici. Je regrette une fois de plus que l'on n'ait pas tenu aux Anglais un langage beaucoup plus ferme et je vous encourage à le faire, l'an prochain, Monsieur le Ministre.

En attendant, nos agriculteurs doivent continuer à vivre. La situation pour le sud du pays, et notamment pour les régions défavorisées, n'a rien de réjouissant. Le prix du lait sera majoré — vous l'avez confirmé — de 2,3 p.c. environ. Ce qui signifie que le revenu de nos agriculteurs, wallons spécialement, va être bien en dessous de ce qu'il devrait être puisque la CEE a, d'après ses calculs objectifs, reconnu qu'il faudrait au moins 7 p.c.; et vous avez déclaré hier que les calculs réalisés sur une situation passée étaient encore inférieurs à la réalité.

En ce qui concerne la viande bovine, arrivera-t-on à maintenir les prix proposés ? Rien n'est moins sûr.

Quand les technocrates de Bruxelles comprendront-ils qu'en réduisant les prix, notamment ceux du lait, ils poussent à une rationalisation accélérée, au développement des grands élevages et à l'augmentation de la production par vache, ce qui conduit finalement à l'augmentation de la production de lait malgré la disparition de tous les petits agriculteurs ?

La disparité des prix dans l'agriculture, c'est-à-dire le rapport entre les prix reçus et les prix payés va encore s'accroître et sera en dessous de 74, chiffre le plus bas jamais observé. Quant à l'indice de disparité qui, en 1979, était de 61 contre 73 en 1975, il va encore baisser, notamment pour les agriculteurs du sud-est.

Monsieur le Ministre, que comptez-vous faire ? Quelles mesures nationales allez-vous proposer pour corriger une situation inadmissible ?

Plusieurs mesures sont possibles. Les organisations agricoles vous en ont suggéré un certain nombre. Un de nos collègues vient d'ailleurs de vous en rappeler quelques-unes.

Après ces considérations générales, il me reste à aborder quelques points particuliers.

Vous ne vous étonnez pas que je commence par la brucellose. Il y a quelques semaines s'est tenue une réunion à la faculté de médecine vétérinaire. Votre représentant en a tiré la conclusion d'une approbation de la politique menée par le département. Il me semble qu'il prend ses désirs pour des réalités.

Sans vouloir entrer dans tous les détails des propositions de la faculté de médecine vétérinaire, dont certaines appellent, me semble-t-il, des réserves, je voudrais souligner un ou deux points qui me paraissent fort importants. Tout d'abord la liberté de vacciner qui a été clairement réclamée.

M. Boey reprend la présidence de l'assemblée

Mais ce qui était intéressant lors de cette réunion, ce sont les considérations émises par des praticiens et des inspecteurs vétérinaires dont certains, pensionnés, disposent d'une grande expérience.

Je voudrais reprendre en essayant de les déformer le moins possible l'une ou l'autre des interventions car je crains fort que l'on ne vous en parle pas. Dans l'une de celles-ci, on a demandé pourquoi on mettait sur le même pied les animaux vaccinés avec un vaccin tué et avec un vaccin vivant atténué. Il n'y a pas eu de réponse.

Dans plusieurs autres interventions on a insisté sur la responsabilité du commerce. Un ancien inspecteur lui a d'ailleurs attribué la responsabilité du maintien et de la propagation de la maladie. « Il faut tuer les marchands », s'est-il écrié. Je lui laisse la responsabilité de cette déclaration. Et de nombreux intervenants ont déploré la faiblesse ou mieux l'inefficacité totale des contrôles à ce niveau.

Votre politique n'est pas crédible, a dit un intervenant, parce que vous ne contrôlez ni les marchands, ni les grands marchés, ni les abattoirs du nord du pays.

Plutôt que de ruiner de malheureux agriculteurs, prenez, Monsieur le Ministre, des mesures pour contrôler les marchands, les transports et les abattoirs. Modifiez votre arrêté royal qui ne correspond plus à la réalité !

A partir de ce moment, la brucellose cessera d'être pour quelques profiteurs une source d'enrichissement et vous pourrez espérer que les éleveurs mis en confiance et autorisés à protéger leur bétail collaboreront à la lutte contre la maladie.

Monsieur le Ministre, l'Allemagne, comme vous avez pu le constater, a augmenté sa consommation de produits laitiers. Celle-ci n'évolue guère en Belgique malgré les efforts déployés. A plusieurs reprises, je me suis penché sur le prix du lait distribué dans les écoles; je suis arrivé à des montants considérables, se situant aux environs de 40 francs le litre. Vos services citent des chiffres forts différents. Je vous serais reconnaissant de faire examiner ce problème. Je n'arrive pas à comprendre des prix aussi élevés. Une enquête me paraît devoir être entreprise car même si elle n'augmente pas la consommation du lait, les consommateurs et notamment les enfants doivent payer des prix raisonnables.

Monsieur le Ministre, vous avez supprimé les crédits pour différents centres d'essai et notamment celui d'Ormeignies. Non seulement je le regrette pour ce dernier, mais je vous demande instamment de revoir votre position. Le centre d'Ormeignies était le seul pour la floriculture et le seul subventionné en Wallonie; il jouait un rôle utile et important. Je ne comprend pas pourquoi, d'un trait de plume, on le supprime.

J'émetts, pour terminer, le vœu de voir la recherche se tourner vers l'étude de l'utilisation de produits agricoles comme matières premières de base pour l'industrie chimique de synthèse. Il y a là, je pense, des possibilités d'avenir importantes. Lorsque les produits agricoles seront de nouveau utilisés comme matières premières dans l'industrie chimique de synthèse, l'agriculture reprendra sa vraie place. Elle est la meilleure manière d'utiliser l'énergie solaire et, non seulement elle nous nourrit, ce qui est déjà merveilleux, mais elle pourrait nous permettre d'accroître notre indépendance énergétique, ce qui serait bien utile. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandenabeele.

De heer Vandenabeele. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, het begrotingsontwerp dat wij vandaag bespreken kwam reeds uitvoerig aan bod in de Kamer en ik meen dan ook dat onze uiteenzettingen kort mogen zijn. Toch dacht ik dat ook in de Senaat de zeevisserij niet onaangeroerd mocht blijven. Daarom maak ik hier enkele beknopte opmerkingen in verband met het lot van de zeevisserij.

Mijn bekommerning gaat daarbij vooral uit naar het behoud van het rendement in dit bedrijf. Daarvan hangt tenslotte ook de tewerkstelling af, en die is ons in het bijzonder dierbaar in deze tijd, en vooral in een streek als de onze die zo weinig werkgelegenheid heeft.

De grootste bedreiging voor dit rendement in de zeevisserij is vandaag zonder twiifel de prijs van de brandstof. De bevoorradingsmoeilijkheden zijn verdwenen, maar nu pas blijkt welke zware aderlating de stijging van de brandstofprijs voor deze sector betekent. Volgens de jongste gegevens maken de kosten voor brandstof 20 pct. uit van de totale kostprijs van de garnaal- en kreeftvisserij en zelfs 30 pct. voor de andere vaartuigen. Dit is zowat een verdubbeling vergeleken met een paar jaar geleden. Dat betekent een werkelijke bedreiging voor de rendabiliteit van de zeevisserij.

Sommigen hebben in dit verband voorgesteld tewerkstellingspremies in te voeren. Als ik goed ben ingelicht, Mijnheer de Minister, hebt u deze voorstellen in de Kamer niet enthousiast begroet. Ik kan uw standpunt om verschillende redenen bijvallen.

Persoonlijk meen ik dat wij eerder moeten zoeken in de richting van de oorzaken zelf indien wij een duurzame oplossing wensen, namelijk het drukken van het aandeel van de brandstofprijs en van het brandstofverbruik in het geheel van de bedrijfskosten.

Het verheugt mij dat het regeerakkoord niet alleen voor het eerst iets zegt over de zeevisserij, maar dat men juist maatregelen vooropstelt om het energieverbruik in deze sector te beperken.

Ik dring erop aan dat u daaromtrent spoedig een breed actieprogramma op touw zouwt zetten. Er is zonder twiifel wat te vinden. In Nederland zoekt men naar een mogelijkheid om zwaardere olie te gebruiken. Bij ons zijn er studies aan de gang in verband met de visborden die worden gebruikt.

Er zijn wellicht nog andere middelen mogelijk indien zij tijdig worden bestudeerd.

Mijnheer de Minister, ik beveel u aan soortgelijke experimenten aan te moedigen en ruim te steunen. Wanneer ze slagen, zullen we duurzamer werk hebben verricht dan met premies die alleen tijdelijk enige hulp kunnen brengen. Het is echter dringend om tegen de stijgende en zwaarwegende brandstofkosten ingrijpende maatregelen te vinden, willen wij de zeevisserij voor ons land behouden.

Dat is niet alleen ons verlangen, maar het is een noodzaak in de strijd tegen de werkloosheid.

Het rendement houdt ook verband met de afzet van de aangevoerde produkten. In de zeevisserij is het aanbod niet steeds geregeld naar de vraag. Dat kan ook niet. Overaanbod drukt natuurlijk de prijs. Het enige middel om in deze sector overaanbod te verhinderen is het opvoeren van de vraag, vooral naar die vissoorten die nog geen grote bekendheid hebben.

Dat is stellig in ons land nog mogelijk. In vergelijking met andere landen is het visverbruik bij ons niet zo hoog. Te veel landgenoten vinden vis nog een tweederangsprodukt als gevolg van bepaalde vooroordelen. Deze vooroordelen kunnen slechts worden tegengegaan door een doorgevoerde propagandacampagne. Ik weet dat u daarvan overtuigd is want vorig jaar nog heeft u het budget voor de vispropaganda sterk verhoogd. U mag echter niet verwonderd zijn als ik beweer dat dit budget toch nog niet voldoende is. Het bedraagt nu twee miljoen maar dit volstaat niet om over het hele land en gedurende het ganse jaar een intense propagandacampagne te voeren. Als u dus ergens in uw begroting nog wat meer kunt besparen dan datgene waartoe u nu reeds verplicht wordt, dan zou dit nuttig kunnen worden besteed aan de vispropaganda. Wij hopen dat u de inspanningen die op dit vlak reeds worden gedaan, nog zult aanwakkeren.

Een derde punt dat ook enigszins verband houdt met het rendement, betreft het vissen met warrelnetten. U kent het probleem, Mijnheer de Minister, en ik weet dat u naar een oplossing zoekt. Ik zou echter willen aandringen op een spoedige reglementering om grotere moeilijkheden te vermijden. U weet dat er nu reeds moeilijkheden zijn en dat zelfs de rechtbank erbij werd betrokken. Het is de hoogste tijd ervoor te zorgen dat de veiligheid van de visserij niet verder wordt bedreigd. De liefhebber moet op zijn terrein blijven, zoniet moeten hem dezelfde plichten worden opgelegd als aan degenen die er hun beroep van maken. Liefhebberij mag geen concurrentie worden voor de mensen die in die sector hun brood moeten verdienen. Het is mijn overtuiging dat het mogelijk moet zijn beide standpunten met elkaar te verzoenen.

Mijnheer de Minister, hierbij wil ik het laten omdat ik vertrouwen heb in uwe belangstelling voor de zeevisserij en ik weet dat u zult doen wat u kunt om deze te bevorderen. Onze dank voor wat u er reeds voor gedaan hebt! Moge het een prikkel zijn om er voortaan nog meer voor te doen. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Bataille.

M. Bataille. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, je voudrais insister tout d'abord sur la recherche dans le secteur animal, qui est une parente pauvre dans votre ministère.

Les statistiques des pertes animales en 1979 font état de 30 000 bêtes bovines, 150 000 veaux, 350 000 porcs, 250 000 porcelets, évalués à environ 4 milliards. J' imagine que les pertes de bétail pourraient être fortement réduites grâce à la collaboration d'un laboratoire disposant du personnel nécessaire.

Or, l'Institut national de recherches vétérinaires, l'INRV, a célébré dernièrement son cinquantième anniversaire et nous avons appris avec stupéfaction que 54 postes seulement sont occupés sur les 96 prévus au budget de l'Etat et, pour ce qui concerne la personnalité juridique, 70 sur 80, soit au total seulement les deux tiers. Le laboratoire ne peut travailler dans le sens désiré pour la bonne raison qu'au 31 mars 1980 dix-huit emplois scientifiques prévus étaient dépourvus de titulaires. Ceci signifie que ce laboratoire dispose des mêmes structures qu'en 1965. Déjà en 1953, si je ne trompe, feu le directeur Willems déclarait que pour effectuer un travail valable, ce laboratoire devrait disposer de 23 cadres scientifiques. Aujourd'hui, ce nombre n'est même pas atteint. Et dire que nous avons des universitaires chômeurs! Cette situation ne peut durer.

Le deuxième point de mon intervention concerne la lutte contre les maladies du bétail. Je ne m'y attarderai pas comme je l'aurais souhaité. Mandaté par mon parti, j'espérais pouvoir prendre la parole en début de séance. De nombreux collègues m'ayant précédé à la tribune, je tiens à éviter les redites qui vous feraient perdre, Monsieur le Ministre, un temps trop précieux.

Il m'empêche que j'insiste pour que vous preniez des sanctions sévères à l'égard des brebis galeuses de ma profession.

Je ne puis admettre que des diplômés ayant une œuvre supérieure à accomplir n'exercent pas leurs fonctions dans la lutte contre les maladies du bétail avec l'honnêteté rigoureuse que réclame leur devoir d'état. S'ils ont manqué à leur mission, prenez envers eux des sanctions réelles.

Vous le savez comme moi, de fausses attestations sont encore délinquantes, des prises de sang et des tuberculinations ne sont pas effectuées. Pareille situation ne peut exister, Monsieur le Ministre !

En ce qui concerne la brucellose, je demande le renforcement du contrôle. Sans doute nous manquons de personnel et même parfois d'aides. Certaines circonscriptions vétérinaires sont surchargées. Nombre d'inspecteurs vétérinaires font observer qu'ils manquent d'assistance technique ou qu'elle est insuffisante.

Or, les circonscriptions agronomiques, parfois moins étendues que les circonscriptions vétérinaires, comptent quelquefois un, deux ou trois aides techniques relevant du statut de l'Etat. Il faut évidemment veiller à réaliser un certain équilibre.

Les importations de bétail constituent toujours un grave problème. C'est encore le cas aujourd'hui.

Le règlement qui existe dans notre pays en cette matière ne peut être maintenu sous sa forme actuelle. En effet, aujourd'hui tout est permis, sauf ce qui est interdit, tandis que selon les règlements de la CEE tout est interdit, sauf ce qui est permis.

Voici un exemple dont vos services vétérinaires sont d'ailleurs au courant : dernièrement, un transport de bêtes françaises se présente à la frontière du Hainaut. Le collègue-expert refuse l'entrée de ces animaux parce que les documents ne sont pas conformes. Logiquement, les animaux devaient donc rester en France. Or, à la suite de je ne sais quelle intervention, les sujets sont dirigés vers la province de Liège, où sont délivrées les cartes exigées. L'occasion était cependant unique de donner une leçon à tous les commerçants véreux. Il fallait, comme le règlement le permettait, saisir ces animaux et donner ainsi un exemple à tous les brasseurs d'affaires peu scrupuleux.

Au lieu d'être saisies et abattues, comme le règlement le permet, les bêtes sont renvoyées en France, alors que se trouvent parmi elles des sujets adultes présentant un danger plus grave encore que les sujets impubères.

Comment expliquer toutes ces faiblesses ? Je suis évidemment partisan d'un contrôle sévère du commerce. Mais un tel contrôle entraînera un gaspillage des deniers de l'Etat si l'on n'applique pas un règlement solide. Je sais qu'un tel règlement existe, Monsieur le Ministre, mais il devrait être légèrement modifié.

Ainsi, en ce qui concerne le danger d'infection dans les abattoirs et lors des opérations commerciales, il devrait être dit expressément, au paragraphe 1^{er} de l'article 16 du règlement, que toute bête bovine à réaction positive et qui doit être abattue sera marquée de façon indélébile. J'insiste sur le mot « indélébile », la marque auriculaire peut être enlevée, ce qui donne lieu à de nombreuses fraudes.

A l'article 18, paragraphe 2, du règlement, qui traite des animaux à abattre, il conviendrait de préciser que les animaux doivent être conduits à cette fin dans l'abattoir ou dans l'un des deux abattoirs agréés par province. Actuellement, l'abattage peut être pratiqué dans n'importe quel abattoir désigné par l'inspecteur vétérinaire et, de ce fait, le contrôle est beaucoup plus difficile. Or, si un ou deux abattoirs provinciaux étaient désignés, comme il n'existe pratiquement plus de distance en Belgique, le contrôle serait grandement facilité.

Enfin, si l'on veut mener ces opérations de façon parfaite, il faudrait prévoir à l'article 22, paragraphe 1^{er}, que l'animal sera conduit à l'abattoir dans un camion étanche, désinfecté régulièrement. Je pense aux camions de l'Institut national de recherches vétérinaires d'Uccle, que l'on n'utilise probablement pas journellement du 1^{er} janvier au 31 décembre, et qui pourraient peut-être servir au transport vers les abattoirs. Ce transport se ferait alors sans danger de contamination et par des spécialistes, aux frais du client ou partiellement aux frais de l'Etat, ce serait à convenir.

La situation actuelle pourrait donc être améliorée.

Je crois enfin, Monsieur le Ministre, que si ce règlement existe, il doit être appliqué.

Vous devinez bien que si, demain, je prends un fusil de chasse et tue un lièvre dans des conditions non permises, je serais certainement condamné ou ferais pour le moins de la prison.

Mais il existe encore aujourd'hui des fermes où l'on rencontre des foyers de brucellose, des bêtes infectées au milieu d'un cheptel indemne et qui sont donc une cause de contamination. Je ne dirai pas que vous ne faites rien, car je sais que vous avez fait votre possible dans ce domaine. Mais si le pouvoir judiciaire est indépendant dans notre pays, je suis étonné de voir qu'il n'applique pas la loi. Qu'a-t-il fait de son serment ? J'estime qu'il devrait le respecter.

L'application de cette règle permettrait évidemment d'éviter des contaminations.

J'en arrive maintenant à un point qui nous préoccupe tous et dont on a déjà parlé : le malaise paysan.

Si tardivement la voix de la raison l'a emporté pour le problème des prix agricoles et si, de ce fait, la politique agricole commune a été, en partie, sauvée, cette décision coûtera cher à notre pays.

On l'a dit tantôt, de toutes les critiques adressées au budget de l'Agriculture de la CEE, un grand nombre sont fausses. On vous a dit qu'il y avait des recettes, que plusieurs interventions auraient dû être supportées par tout le monde. Certes, elles sont louables, mais elles doivent intéresser toute la communauté, si bien que ce budget ne représente pas, en valeur, ce qu'on en a dit.

De même que pour les excès, on a levé les bras ; s'il y avait une consommation un peu plus élevée, par exemple en beurre — et on a été heureux ces derniers temps d'entendre des professeurs d'université vanter les bienfaits du beurre alors qu'auparavant il était proscrit —, que ce soit en sucre, que ce soit sous forme de poudre de lait incorporé aux aliments du bétail, il n'y aurait plus de problème de surplus, si la consommation augmentait légèrement.

Ce qui est important pour moi, c'est que les principes de base de cette politique agricole commune de la CEE en même temps que les ressources propres, ne soient pas affectés dans l'avenir.

C'est là un point qui me préoccupe.

Vous me direz peut-être que l'on a obtenu le meilleur accord possible à l'heure actuelle : cinq pour cent d'augmentation des prix en moyenne avec une certaine ventilation suivant la production agricole.

Si le malaise agricole existe et persiste, j'y vois notamment pour raison le prix de nos denrées agricoles payé aux producteurs.

Voyez l'augmentation qui s'est produite de 1968 à 1979 et prenons quelques exemples.

Prix moyen au kilo d'une génisse ordinaire sur pied : 42,30 francs en 1968 ; en 1979, 66 francs, d'où 56 p.c. d'augmentation, valable, j'en conviens.

Passons maintenant à la vente du rosbif.

En 1968, le prix moyen au kilo était de 170 francs ; en 1979 il est de 407 francs, d'où une augmentation de 137 p.c.

Autre exemple avec le porc, à la ferme : 35 p.c. d'augmentation de 1968 à 1979. Par contre, la côte de porc chez le boucher, pendant les mêmes années, subit une augmentation de 62 p.c.

Même remarque en ce qui concerne le froment : 44 p.c. d'augmentation de 1968 à 1979, alors que pour le pain, il s'agit de 158 p.c.

Ce qui est regrettable dans ces augmentations, c'est que le producteur, qui lui travaille du matin au soir et parfois même du soir au matin, n'est pas rétribué en fonction de son travail. Ce sont les intermédiaires ou une main-d'œuvre quasi industrialisée qui en profitent.

La deuxième cause de ce malaise agricole est l'exode rural qui ne cesse de se développer parce que les jeunes ne sont pas sécurisés. A cet égard, le bail à ferme devrait être révisé afin d'assurer aux jeunes une stabilité plus marquée. C'est évidemment un point important. D'autre part, le droit de préemption doit pouvoir garder une forme valable si nous voulons arriver à des résultats.

Enfin, je suis certain que vous aurez à cœur de solutionner favorablement et rapidement le sort de certains coopératives pour que nos agriculteurs touchent la totalité de ce qui leur est dû.

Au lieu de pénaliser l'agriculture, de brimer le producteur en lui refusant le prix nécessaire à sa survie, au lieu de provoquer cet exode des campagnes, et de sous-estimer le potentiel que l'agriculture représente pour l'emploi, il faudrait veiller — et nous y serons obligés — à donner de nouvelles structures à l'agriculture.

En effet, depuis des années, les directives données au monde paysan allaient dans le sens d'une augmentation de la productivité. En ce qui me concerne, ces directives me paraissent valables. Cependant, l'accroissement de la productivité a nécessité des investissements toujours plus élevés. L'agriculture est devenue, selon Pimentel, un gouffre énergétique à cause de sa haute mécanisation et des engrais minéraux employés de façon massive.

Je signale en passant que si l'agriculture ne représente que 3 ou 4 p.c. de la consommation énergétique de l'Europe, elle constitue cependant un gouffre énergétique du fait du décalage entre sa production et ce qu'elle nécessite comme énergie. Le monde paysan, qui s'est adapté aux directives données, n'a pas été récompensé. En effet, le revenu des agriculteurs n'a cessé de décroître par rapport à celui des autres travailleurs. Aussi, je vous demande avec insistance de réorganiser l'agriculture en équilibrant la recherche scientifique. En effet, je crois que celle-ci peut représenter le salut de l'agriculture. Il faut

drait accorder aux cellules de recherches valables — et supprimer par la même occasion les cellules inefficaces — les subsides qu'elles vous demandent. N'oublions pas que, comme le dit de Rosnay, il y aura pour l'agriculture comme pour d'autres secteurs une période de retour progressif à une exploitation plus efficace du revenu de l'écosystème, associée — et c'est important — à l'utilisation ménagée de son capital.

La domestication des microbes, ces « travailleurs infatigables et dociles », va produire cinq à cinquante fois plus de protéines alimentaires qu'un ruminant; un ruminant est pourtant capable d'utiliser des sous-produits agricoles et de valoriser des aliments inadaptés pour les monogastriques.

D'autre part, les biofertilisants seront capables de fixer plus d'azote sur certaines plantes et les biopesticides, sous forme de toxines bactériennes, pourront éliminer certains parasites.

De même, des microbes seront producteurs de méthane, des levures productrices d'alcool, des algues bleues d'hydrogène et les enzymes accéléreront ces processus de production.

La cellulolyse et la lignolyse permettront certaines récupérations ou d'autres utilisations de la cellulose et de la lignine.

Cela nous promet une véritable révolution agricole, liée d'ailleurs à une nouvelle manière de vivre.

Je suis persuadé, Monsieur le Ministre, que vous permettrez à cette révolution agricole de se réaliser le plus tôt possible. Le PSC votera le budget de l'Agriculture mais il reste vigilant. Les suggestions qui vous sont présentées doivent être concrétisées. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Deconinck.

De heer Deconinck. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, als men de zoveelste spreker is in een rij, loopt men het gevaar in herhaling te vervallen en het kleine aantal aanwezigen op de koop toe te vervelen. Tegen mijn gewoonte in, heb ik mijn redevoering op papier gezet, dit om niet af te wijken van wat ik precies wilde zeggen over de thema's die vanmiddag aan bod komen.

De bespreking van de begroting van Landbouw zal zeker de landbouwers niet in bange spanning brengen. De landbouwpolitiek wordt ook steeds minder bepaald op het nationaal vlak. Geen enkele sector werd op dergelijke wijze geëuropeïseerd als juist de landbouw. Het landbouwbeleid van de EEG kan en wordt trouwens ook soms heel erg aangevochten. Wij dienen toch objectief toe te geven, dat zonder de Europese Gemeenschap de toestand van de Europese landbouw er zeker niet beter zou voorgestaan hebben. Het tegendeel zal hier wel waar zijn. Deze korte beschouwing laat over de houding van de Vlaamse socialist, ten opzichte van de Europese Gemeenschap, dan ook geen enkele twijfel rijzen, al is het duidelijk dat wij alle beslissingen van deze Gemeenschap, niet steeds met enthousiasme begroeten.

In de landbouwkringen zelf wil het maar niet tot rust komen. De prijzenpolitiek van de EEG heeft in alle landen van het kleine Europa heel wat beroering verwekt, zij het dan niet steeds in dezelfde zin. Onze eigen landbouwmilieus zijn sterk naar voren gekomen met de eis van een prijsaanpassing van 7,9 pct. De Vlaamse socialist hebben deze eis ten volle gesteund. Niemand durfde evenwel ten volle te geloven dat volledige voldoening zou bekomen worden. Laten we evenwel duidelijk stellen dat een aanpassing van de Europese landbouwprijzen met 7,9, de pariteit in dit land helemaal niet zou hebben hersteld. Een aanpassing van 14 pct. zou ten minste nodig zijn geweest, iets waarvan zelfs de grootste fantist nooit zou durven te dromen.

In ons land worden heel wat wetten aangenomen die bij de brede landbouwerskringen oorspronkelijk wel enige illusie kunnen wekken, maar waar het ontwaken nooit lang uitbleef. Wij beschikken over een zogenaamde pariteitswet, die zeventien jaar oud is, die op het ogenblik geen enkele van de oorspronkelijke bedoelingen heeft waargemaakt, gezien de levensstandaard van de landbouwers ten opzichte van de andere beroepen ieder jaar opnieuw iets meer achteruit boert. De pariteitswet bleef een stuk bedrukt papier waaraan de landbouwers papier hebben overgehouden, zonder iets meer. Als wij verklaren dat de genaamde pariteitswet meer dan ooit een dispariteitswet is, overdrijven wij in geen enkele mate.

Daar de landbouwer voor zijn produkten steeds minder ontvangt, kan hij zichzelf en zijn bedrijf slechts boven water houden, door steeds meer te gaan produceren. Steeds meer produktie brengt ons in een diabolische *cercle vicieux*. Want meer produktie, zonder meer vraag, doet de berg overschorten stijgen. Immers ook hier speelt de harde economische wet van vraag en aanbod, die bepalend zijn voor de prijzen.

Wij, Vlaamse socialist, stellen met verbijstering vast, dat men pleit voor produktiebeperking, om de problemen van onze bergen over-

schotten enigzins te temperen, terwijl op het ogenblik in de landen van de derde wereld, iedere dag honderden mensen omkomen omdat ze niet over het allernoodzakelijkste voedsel beschikken. De vrije-markt-economie geeft ieder een duidelijk bewijs van onmacht en onefficiëntie. Maar dat zijn theoretische beschouwingen, die geen onmiddellijke oplossing bieden voor de noden en verzuchtingen van onze landbouwers.

De landbouw is voor onze voedselvoorziening van buitengewoon belang. Dank zij onze landbouwers zijn wij niet uitsluitend op het buitenland aangewezen voor onze voedselvoorziening. Het is dan ook onze plicht onze eigen landbouw met alle middelen te beschermen. Een verdere aftakeling van onze landbouwbedrijven zou uiteindelijk wel eens dramatische gevolgen kunnen hebben voor ons land en bevolking. De steeds verdere vermindering van het aantal land- en tuinbouwbedrijven in ons land, gevoegd bij de steeds verdere aftakeling van onze beschikbare land- en tuinbouwgronden, moeten ons waarschuwen dat het meer dan tijd is dat er beschermingsmaatregelen getroffen worden.

Enkele cijfers zullen hier volstaan: In 1978 telde men in ons land 125 000 land- en tuinbouwbedrijven, wat een vermindering betekende ten opzichte van 1977 van 5 400 eenheden. In hetzelfde jaar 1978 telde men in ons land nog 83 550 beroepsbedrijven. Voor het jaar 1979 voorziet men dat het aantal land- en tuinbouwbedrijven zal terugvallen op minder dan 120 000 eenheden. Wat ons landbouwareaal betreft, gelden dezelfde verontrustende vaststellingen, die ons uitdrukkelijk dienen te waarschuwen, dat er dient ingegrepen te worden. In 1978 gingen niet minder dan 12 000 ha landbouwgrond voor de landbouw teloor. Voor 1979 wordt een nieuwe vermindering van 10 000 ha voorzien. Hier dient meer dan waar elders de alarmbel geluid.

De schuldenlast van de Belgische landbouwers wordt geraamd op 70 miljard. De landbouwer dient steeds meer en meer te investeren, wil hij zijn bedrijf op peil te houden en aangepast aan de moderne noodwendigheden. De noodzaak van de bedrijfszekerheid wordt hier dan ook steeds meer en meer aangevoeld. Als wij er rekening mee houden dat 60 pct. van de landbouwgronden niet het eigendom zijn van de boerende boer, maar toebehoren aan groot-grondbezitters, bewijst dit eens te meer de noodzaak aan de boerende boer de noodzakelijke bedrijfszekerheid te geven, die hem trouwens de zekerheid moet bieden, dat zijn investeringen en hard labeur, niet nodeloos en uitzichtloos zijn. Vooral de jonge landbouwers eisen steeds meer en meer het recht op bedrijfszekerheid en bestaanszekerheid te kennen. Vermits hij geen eigenaar is van de door hem uitgebate gronden, en geen kans meer ziet ooit nog eigenaar te worden, gezien de fantastische prijzen van de landbouwgronden op het huidige ogenblik, wenst hij meer bescherming te genieten van de wetgever, door een verbetering van de bestaande pachtwetgeving.

Door de Vlaamse socialist werd bij de Kamer van volksvertegenwoordigers een wetsvoorstel ingediend tot wijziging van de pachtwet. Met dit wetsvoorstel wordt betracht de pachter-exploitant beter te beschermen tegen de gemeenschap, tegen de eigenaar-verpachter, waar hij zich maar al te vaak in een middeleeuwse verhouding voelt, tegen zijn mede-landbouwer en tegen zichzelf.

Wij zijn van oordeel dat zo zuinig mogelijk dient omgesprongen te worden met de beschikbare landbouwgronden en dat deze aan hun landbouw-economische bestemming niet mogen worden onttrokken. Deze gronden dienen in handen te zijn van de werkende boer. Deze moet niet alleen over de nodige financiële middelen beschikken om zijn bedrijf modern uit te bouwen maar moet vooral een geruststellend antwoord krijgen op de vraag « zal ik voldoende lang op het bedrijf en de bijhorende gronden kunnen blijven, om de gedane investeringen te kunnen verantwoorden en heb ik voldoende bedrijfszekerheid? »

Het wetsvoorstel van de Vlaamse socialist voorziet in die grotere zekerheid. Het is dan ook jammer dat het nog niet in behandeling werd genomen.

Wij twijfelen geen ogenblik aan de goede bedoeling van de minister van Landbouw. Wel dienen wij te betreuren, dat wij niet beschikken over een minister die uitsluitend landbouw onder zijn beheer heeft. De taken van een minister van Landbouw zijn veelvuldig en er blijft heel wat werk te doen om onze landbouw een nieuwe stimulans te geven en nieuw vertrouwen te schenken.

Wij hopen, Mijnheer de Minister, dat wij in ons landbouwbeleid eindelijk een « nieuwe lente en een nieuw geluid », om het met Gorter te zeggen, zullen mogen ontwaren. Het uitstippelen van ons landbouwbeleid mag het voorbehouden domein niet zijn van één enkele landbouwersorganisatie. Ook de andere landbouwersgroeperingen dienen bij de bepaling van het beleid van dichtbij betrokken te worden. De samenstelling van de gevestigde gewestelijke lichamen voor de landbouw laat heel wat te wensen over. Wij denken bijvoorbeeld aan de werking en samenstelling van de Provinciale Landbouwkamers, die maar al te veel het *chasse privée* zijn van één enkele landbouw-

organisatie. De enige goede oplossing ware hier zeker democratische verkiezingen, waar de landbouwers zelf hun vertegenwoordigers zouden verkiezen. Wij weten evenwel dat dit een droombeeld is, dat zeker niet voor morgen zal zijn. Het familielandbouwbedrijf dient aantrekkelijker gemaakt te worden. De jonge landbouwer moet voelen dat hij wettelijk beschermd en gesteund wordt. Er is zonder enige twiifel een betere sociale begeleiding nodig. De sociale wetgeving dient aangepast en verbeterd te worden. Er moet een betere planning tot stand komen voor onze landbouwbedrijven. Onze landbouwpolitiek moet deze planning stimuleren en mogelijk maken.

Indien het juist is dat de landbouwbevolking nog slechts 3 pct. van onze bevolking uitmaakt, verdient zij toch meer dan onze volle interesse voor het belang dat zij heeft voor onze volkshuishouding.

Mijnheer de Minister, wij zouden nog even uw aandacht willen vestigen op de noden van onze zeevisserij, deze typische Westvlaamse bedrijvigheid, waarvan de toestand voor het ogenblik alles behalve benijdenswaardig kan worden genoemd.

Mijn collega Vandenabeele heeft reeds uw aandacht op dit voor West-Vlaanderen belangrijke probleem gevestigd. Ik zal enigszins herhalen wat hij heeft verklaard.

De zeevisserij is een belangrijke regionale economische bedrijfstak die onder meer zorgt voor :

Voedselvoorziening;

Tewerkstelling en inkomens, rechtstreeks en onrechtstreeks;

Deviezen.

De zeevisserij heeft momenteel te kampen met knelpunten van nationale en internationale aard :

a) Nationaal :

Toegenomen exploitatiekosten;

Veroudering van onze vissersvloot;

b) Internationaal :

Het ontbreken van een Europees visserijbeleid;

De brandstofbevoorradingsproblemen;

De stijging van de olieprijs.

De zeevisserij als Vlaamse bedrijfstak verdient dan ook onze volle aandacht. Om de positie van deze sector in Europees verband veilig te stellen, zijn inspanningen nodig met het oog op het behoud en de ontwikkeling ervan onder meer door :

De verdere modernisering van de vissersvloot;

Het bevorderen van de tewerkstelling en het aantrekkelijker maken van het visserijberoep;

Het besparen van energie;

Het verhogen van de rendabiliteit;

De verbetering van de afzetmogelijkheden.

Anderzijds dienen op internationaal vlak de nodige maatregelen genomen met het oog op de rationele uitbating van de visvoorraden en de bescherming van het maritieme milieu.

Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, wij zegden daareven dat wij een nieuwe lente en een nieuw geluid in onze nationale landbouwpolitiek zouden toejuichen. Wij weten dat heel wat van ons landbouwbeleid op Europees niveau bepaald wordt. Staan wij open voor deze Europese landbouwpolitiek, dan dienen wij de ogen niet te sluiten voor haar tekortkomingen en de bestendige nationale tegenstellingen. Wij staan nog heel ver van een werkelijke Europese integratie. Daarom dienen wij een eigen, dynamische, krachtige landbouwpolitiek te voeren. De oude traditionele en geconditioneerde politiek bleek niet altijd de goede te zijn. Wij weten dat de regeringsverklaring van de huidige regering, tot welke meerderheid de Vlaamse socialisten trouwens behoren, er ons niet zeer duidelijk over voorlicht wat onze landbouwpolitiek in feite moet zijn. Onze fractie heeft evenwel vertrouwen in de huidige minister van Landbouw. Wij hopen dat hij onze pachtwetgeving zal helpen wijzigen in gunstige zin. Wij hopen dat onze landbouwers, morgen over de nodige betere bescherming zullen beschikken. Daarom zullen de Vlaamse socialisten de begroting van Landbouw voor het jaar 1980 dan ook eensgezind goedkeuren. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

M. le Président. — La parole est à Mme Mathieu.

Mme Mathieu-Mohin. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, j'aimerais vous entretenir de divers problèmes qui restent en suspens depuis de très longues années, concernant la protection animale.

Le *Moniteur belge* n° 175 du 11 septembre 1979 publiait un arrêté ministériel du 31 août 1979 soumettant à licence d'importation les animaux exotiques vivants.

Cette mesure, bonne en soi, est malheureusement incomplète et n'a pour conséquence, depuis la mise en application, que d'avoir légalisé l'importation de ces animaux.

Les animaux exotiques qui arrivent à l'aéroport national voyagent dans des conditions effroyables, avec pour résultat un taux de mortalité très élevé que l'on estime supérieur à 80 p.c.

Les formalités suivantes sont à préconiser d'après des sociétés de protection animale qui ont soigneusement étudié le problème, et notamment l'AMSPA : l'octroi de la licence doit être sévèrement réglementé par les ministres des Affaires économiques et de l'Agriculture; il faut exiger une licence par envoi; il faut une mention sur le formulaire du nombre et de la dénomination exacte de l'animal transporté. Le nom vulgaire dans la langue du pays d'origine et du pays destinataire, en plus du nom latin, devraient y figurer; il faut une attestation vétérinaire émanant du pays d'origine certifiant la bonne condition des animaux avant le départ; exiger que l'emballage soit conforme aux normes édictées par l'Inata, dernière édition, pour tout transport quel qu'il soit; exiger que l'importateur prenne soin et enlève l'envoi dans les vingt-quatre heures de l'arrivée; rendre l'importateur responsable en cas de non-observance des points ci-dessus. Permettre à des délégués accrédités des sociétés de protection animale l'accès aux endroits où un contrôle peut être exécuté pour la vérification du respect des formalités exigées.

Je sais que vous avez des inspecteurs vétérinaires dans votre département, Monsieur le Ministre, mais je crains qu'ils soient trop peu nombreux et ne puissent faire face aux besoins des animaux.

J'en arrive à la ratification par la Belgique de la convention de Washington. Celle-ci a fait l'objet d'un projet de loi approuvé par le Conseil des ministres, et soumis au Conseil d'Etat il y a déjà plusieurs mois.

Des consultations sont actuellement en cours entre les ministres régionaux responsables, sous l'égide de l'Agriculture. Ces consultations ont pour objectif de modifier le projet de loi portant approbation et exécution de la convention, projet soumis au Conseil d'Etat de manière à accélérer la procédure de ratification et à garantir une application uniforme des dispositions de la convention de Washington en Belgique, sans qu'il soit porté atteinte aux compétences des régions en matière de conservation de la nature. J'aimerais savoir où en est cette étude.

Les trois ministres des exécutifs régionaux qui, à ma connaissance, sont en charge de ce problème, ont-ils déjà demandé la réduction de l'arrêté royal d'application précisant la liste des animaux protégés? En effet, la loi du 12 juillet 1973 sur la protection animale est une loi-cadre qui reste sans effet aussi longtemps qu'elle n'est pas confirmée par arrêté royal. Je vous rappelle que cette nomenclature a déjà été faite en Amérique, convention Lioc (Long Island-Oslo Club) et acceptée par la convention de Washington.

Permettez-moi de vous rappeler que diverses propositions de loi sont toujours en suspens à la commission de l'Agriculture. Je pense notamment à la proposition de notre collègue Emile Guillaume tendant à protéger certains jeunes animaux et à défendre leurs acheteurs; à la proposition de notre collègue Bataille relative à l'identification obligatoire des chiens; je pense enfin à la proposition de loi Gillet-Mathieu, modifiant la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux.

J'ai, d'autre part, une proposition qui est en suspens à la commission des Travaux publics; je souhaiterais d'ailleurs la réintroduire à la commission de l'Agriculture; j'en ai fait la demande auprès de M. le président du Sénat, car il me semble que les Travaux publics mettent énormément de mauvaise volonté à l'étudier.

Permettez-moi de revenir, Monsieur le Ministre, sur le projet du loi relatif à la protection animale.

Cette proposition est en suspens depuis des années, M. Roland Gillet et moi-même avons travaillé très sérieusement dans un groupe d'études au sein de votre département et, en principe, vous devez déposer, Monsieur le Ministre, un projet de loi général sur la protection animale. Il y a des mois que nous attendons ce projet! Puis-je vous demander où il en est et quand il sera déposé devant les Chambres?

Puis-je vous poser, au sujet de votre projet de loi, deux questions précises?

Il faudrait changer l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 13 septembre 1976, complété le 24 mars 1977, qui publie la liste des laboratoires assimilés aux laboratoires universitaires et qui est libellé comme suit : « en application de l'article 6 de la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux qui relève : sont assimilés aux laboratoires universitaires, en vue de procéder à des expériences de vivisection, les laboratoires

suivants : ... ». Ce texte devrait englober toutes les expériences pratiquées sur des animaux vivants, ce qui éviterait des tortures inutiles.

Je vous demande, Monsieur le Ministre, d'examiner cette possibilité dans votre projet de loi.

Voici ma deuxième question : votre projet de loi établit-il des critères de valeur professionnelle ou de moralité protégeant le titre de « société de protection animale » ? Il faudrait que de tels organismes soient reconnus d'utilité publique et éventuellement subsidiés comme tels.

D'autre part, je sais qu'il y a, en Wallonie, des adeptes de la mise sur pied de conservatoires ou de jardins zoologiques d'animaux rares et en voie d'extinction. De tels organismes existent notamment en Allemagne, en Angleterre et en France, pays où les ministres de l'Agriculture donnent même des primes d'encouragement pour ce genre d'élevage. Une demande aurait été introduite aux Eaux et Forêts et refusée. Cette section dépend-elle de votre ministère ou est-elle régionalisée ? On m'a affirmé que les Eaux et Forêts dépendaient de votre département et que vous aviez refusé que l'on ouvre, en Wallonie, ce genre de zoo d'animaux rares en voie d'extinction.

Permettez-moi, si mon information est exacte, Monsieur le Ministre, de vous faire remarquer qu'il semble, à première vue, exister une discrimination entre les nombreux zoos existant en Flandre et en Wallonie. Certes, je n'ignore pas qu'il y a en Wallonie des réserves de gibier, de sangliers, etc. Mais je note pour la Flandre : Méli, Bellewaert, Deinze, Grammont, Gand, le jardin zoologique Lobo à Warbeke, le zoo d'Anvers, celui de Plankendaal, et il y aurait également des jardins zoologiques à Olmen et à Zwartberg.

Je vous remercie d'avance, Monsieur le Ministre, des réponses que vous voudrez bien me donner. *(Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Herreweghe.

De heer Van Herreweghe. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, wellicht ben ik nog niet de laatste maar naar ik hoop wel de kortste spreker in dit debat.

Ik wil de minister echter verzoeken de inhoud van deze uiteenzetting niet te meten aan haar bondigheid. De lengte van mijn betoog is immers in omgekeerde verhouding met de belangrijkheid van de problematiek die ons bezighoudt en die onze ernstige bezorgdheid wekt.

Dat andere collega's reeds vóór mij daarop dieper zijn ingegaan, kan alleen bevestigen hoezeer de bloemen- en sierteelt in ons land door een malaise worden getroffen.

Dat is begrijpelijk als men weet hoe energiegevoelig deze bedrijfssector is. De stijging van de stookolieprijzen tijdens de jongste jaren kennend, voelt iedereen onmiddellijk waar de zorg van bloemenkwekers en siertelers schuilt.

Voeg bij die energieproblemen het feit van de buitenlandse, vooral Nederlandse, concurrentie door protectionisme en dumpingpraktijken en het beeld van de actuele toestand in deze nachts tans eertijds in ons land zo bloeiende maar nu bedreigde sector tekent zich in al zijn scherpte af.

Ik wil u niet overladen met cijferlast, doch mij beperken tot een schetsmatige situatie van de steunmaatregelen in de ons omringende landen.

Nederland, dat bovendien het voordeel geniet eigen aardgasbronnen te kunnen aanboren, verleent bij investeringen tot 60 pct. toelagen, die onmiddellijk worden uitbetaald. Oudere serres worden verkocht tot in België toe, terwijl Nederland zijn tuinbouwinfrastructuur vernieuwt. Teeltcentra voor de tuinbouw worden aangemoedigd.

Ook Duitsland richt teeltcentra in en reserveert gronden waar nieuwe bedrijven worden opgericht. Er wordt aan de tuinbouwers een hogere kindertoeslag uitgekeerd. De echtgenote die haar man op het bedrijf bijstaat geniet eveneens een toeslag, terwijl voor het geheel van de tuinbouwbedrijven een gevoelige belastingvermindering wordt toegepast. Rentetoelagen worden bovendien nog gewaarborgd door de deelstaten.

Frankrijk reserveert gronden door bemiddeling van de zogenaamde grondbank en komt tussen bij investeringen terwijl ook daar het voorbeeld van andere Europese landen op stuk van aanmoediging der teeltcentra wordt gevolgd.

Daarbij vergeleken is in België de steun aan bloemen- en sierteelt eerder aan de bescheiden kant gebleven. Er is wel een tegemoetkoming bij investeringen, namelijk tot 50 pct. rentevermindering en waarborg tot 75 pct. Maar deze rentevermindering wordt slechts terugbetaald één tot anderhalf jaar nadat door de bedrijfsleiders de rente werd gestort. Ook voor de stookolie kan gedeeltelijke terugbetaling van accijnsrechten tegen een bepaald tarief worden verkregen.

Maar deze terugbetaling geschiedt eveneens pas één of anderhalf jaar na de aanvraag.

En alsof de concurrentiestrijd in Europees verband nog niet scherp genoeg was, overweegt men thans onder meer in Duitsland nog bijkomende nationale steun. West-Duitsland wil immers ruim 50 miljoen Duitse mark aan de kwekers geven als een soort schadeloosstelling voor de gestegen energiekosten, weliswaar beperkt in omvang en tijd, maar toch !

Mijn vraag luidt : wat wil de Belgische regering doen voor haar bedreigde tuin- en sierbouwers ? Vooral in de actuele uitzonderlijke omstandigheden.

Men kan aansturen op beperking van energieverbruik. Men zou wellicht nieuwe technieken kunnen uittesten en aanmoedigen. Men zou kunnen aansturen op eigen alternatieve energiewinning. Maar, men zal toegeven dat dergelijke maatregelen slechts op lange termijn hun effect kunnen sorteren, bijaldien zij in ons land dan nog op realistische basis toepasselijk zouden zijn. De vraag dient vooral te worden gesteld of onze tuinbouwbedrijven nog financieel opgewassen zijn tegen de vrij hoge kostprijs van dergelijke reconversie- en vernieuwingsplannen.

Tenslotte — en dit wordt trouwens toegegeven in het kamerverslag — zou de staatsaanmoediging door subsidiëring het enige middel zijn om de bloemen- en sierteelt in ons land te redden of op korte termijn in zijn voortbestaan te bevestigen.

De tuinbouwers maken zich ernstige zorgen. Zij hebben tot nog toe hard moeten vechten om het hoofd boven water te houden. Hun bekommernis gaat immers naar de cultuur zelf maar ook naar de duizenden — producenten en werknemers — wier menselijk bestaan afhankelijk is van de handhaving op waardig niveau van de economische en sociale situatie van deze bedrijfssector.

Hun vertrouwen in de toekomst en in het beleid blijft weliswaar gehandhaafd alhoewel het tijdens de jongste jaren toch werd aangetaast tengevolge van de mindere doelmatigheid van de aanmoediging waarop zij terecht aanspraak maken.

Vorige maand werden de Gentse Floraliën gehouden. Eens te meer betekende dit een fleurig hoogtepunt, dat de inzet gedurende zoveel jaren van zoveel kwekers, hun gezin en hun werknemers bekroonde. Zal men deze manifestatie in een toekomst van vijf tot tien jaar verloren moeten zien gaan ? Niet alleen de kwekers zelf maar evenzeer de bewonderaars op nationaal en internationaal vlak zouden dit diep betreuren. De teleurgang zou trouwens onvergeeflijk zijn.

Die verantwoordelijkheid is zwaar !

Wij vragen de minister dat hij de kwekers en met hen allen die er rechtstreeks bij betrokken zijn, zou geruststellen en ons erover zou inlichten welke steun- en aanmoedigingsmaatregelen de Belgische regering overweegt om de catastrofe in deze zo belangrijke cultuur- en economische sector af te weren; en de bloementelt zonder haar al te zeer te laten bloeden... fleuriger te doen bloeien. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Lagae.

De heer Lagae. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, eens te meer blijkt dat men het belang van een debat niet moet afmeten naar het aantal sprekers.

Er waren overigens gisteren in de commissie voor de Landbouw meer aanwezigen dan vandaag in de afdeling.

Ik heb zelden grote meningsverschillen met collega Basecq. Ik wil hem echter een dienst bewijzen in verband met zijn opmerking en hem verwijzen naar een werk, opgesteld onder de leiding van professor Bublot. Het moet mogelijk zijn hem daarvan een samenvatting te bezorgen, zodat heel wat punten betreffende het effect van de landbouwpolitiek in het Noorden en het Zuiden van het land voor hem duidelijker zullen worden.

Ik kom nu terug tot het voornaamste doel van onze bespreking : de taak van het Parlement in verband met de ongeveer 10 miljard frank die de regering ons vraagt met het oog op haar landbouwpolitiek. Die 10 miljard vertegenwoordigen een stijging van bijna 70 pct. voor de laatste vijf jaar. Dat is niet onbelangrijk. Wordt dit bedrag werkelijk doelgericht uitgegeven ?

Mijnheer de Minister, mijn bedoeling is niet u alle posten van de begroting en de bestemming ervan te doen uitleggen. Dit staat immers in de begroting zelf. Ik wil echter een duidelijker zicht hebben op de ombuigingen in de uitgaven met het oog op de begroting voor 1981 — we mogen immers niet vergeten dat wij reeds in de maand juni zijn en dus ongeveer de helft van uw begroting reeds is uitgegeven — waarin de politieke wil van de regering en van u, Mijnheer de Minister, met betrekking tot de gestelde doeleinden en middelen duidelijker naar voor komen.

Ik geef een voorbeeld. Er wordt nagenoeg 1,8 miljard frank uitgegeven voor wetenschappelijk onderzoek. Wanneer wij binnen afzienbare tijd de begroting voor 1981 bespreken, zullen wij ons afvragen en u vragen of die 1,8 miljard de voortzetting is van uitgaven die men niet zo gemakkelijk kan stopzetten of een bewuste optie om dat te bereiken wat essentieel nodig wordt geacht voor onze landbouw.

Hetzelfde geldt voor de bedragen nodig voor de afzet van land- en tuinbouw produkten in binnen- en buitenland. Naargelang van de betekenis van de bedragen kan men zeggen dat het gaat van 500 miljoen naar 1 miljard frank. U weet, Mijnheer de Minister, dat wij daar veel belang aan hechten, want onze afzet in het buitenland loopt achteruit.

Inzake verbetering van het vee en veeziektebestrijding is het tijd dat daaraan opnieuw een bespreking wordt gewijd, omdat wij de indruk hebben dat de doeleinden ook daar niet zo duidelijk worden gesteld.

De structuurverbetering en het Landbouwinvesteringsfonds vormen een belangrijke post in deze begroting van meer dan 2 miljard. Mag ik bij u of bij de regering erop aandringen dat het Landbouwinvesteringsfonds in zijn middelen zou worden veilig gesteld? Ieder van ons weet dat er hier verschillende gevaren dreigen: enerzijds de budgettaire toestand en anderzijds het feit dat bepaalde objecten al te veel middelen in beslag nemen, waardoor de goede werking in het gedrang kan komen.

Daarnaast zijn er ook objectieven die minder gebonden zijn aan financiële constraints. Bijvoorbeeld de wijziging van de pachtwetgeving. Ik hoop dat we daarvan goed werk zullen kunnen maken. Er is nog de wetgeving op het slachthuiswezen, om actuele zaken te noemen. De wetgeving op de jacht en de wetgeving op hinderlijke bedrijven moeten ook nog gewijzigd worden. Gelet op de moeilijkheden die men met deze hinderlijke bedrijven in de praktijk ondervindt, is het nodig dat wij een duidelijke en aangepaste wetgeving krijgen.

Mijnheer de Minister, ik wil niet herhalen wat hier reeds overvloedig werd behandeld in verband met de gemeenschappelijke landbouwpolitiek; toch wil ik mijn standpunt naar voor brengen. In de eerste plaats hebben wij opnieuw ondervonden hoe in politiek-economische problemen alles met alles verbonden is. Dat is niet alleen zo in ons land, maar ook daarbuiten. Wij willen niet graag over landbouwprijzen onderhandelen met als achtergrond een chantage over allerlei problemen die de stricte landbouw te boven gaan.

Het kost mij geen moeite om te zeggen dat de uitslag van deze onderhandelingen, alle omstandigheden in acht genomen, in zekere mate te bewonderen is. Met even veel overtuiging kan ik echter zeggen dat de uitslag te laag is en te laat komt. *Too late and too little*. Het is niet juist als men de publieke opinie laat geloven dat het een verhoging met 5 pct. is. Verder is de verhoging te weinig, rekening houdend met de achterstand die het landbouwincome had einde 1979. Deze achterstand is mijns inziens inmiddels nog verder gestegen, bij zover dat we opnieuw aan een nieuwe prijsronde mogen beginnen, gelet op de stijging in de kostprijzen van de gebouwen en de landbouwgronden. Of die verhoging van de huurprijzen nu moest gebeuren of niet, dat is een andere zaak! Maar, Mijnheer de Minister, het is een element waardoor de kostprijzen in belangrijke mate is gestegen.

De bespreking van de begroting van Middenstand, gisteren, heeft ons een voorsmaakje gegeven van wat ons te wachten staat in verband met de onvermijdelijke verhoging van de sociale bijdragen. Ook de stijging van de interest van het geld heeft een zeer zware terugslag op onze investeringen.

Men zal zeggen dat wij in die zaken toch een beetje verantwoordelijk zijn moeten opbrengen en dat wij het gevaar voor inflatie onder ogen moeten nemen.

Mijnheer de Minister, wat zou de inflatie in dit land sedert 1974 geweest zijn indien de prijzen in de landbouw in dezelfde mate zouden zijn gestegen als de prijzen van de andere produkten, en zoals de lonen in de rest van onze economie.

Men zal ook opmerken dat men voorzichtig moet zijn omdat er meer overschotten zullen komen.

Mijnheer de Minister, wij hebben nooit gevraagd om overschotten te produceren. Niemand van ons wenst dat. Wij willen de weg vinden om het produktiepatroon zo om te buigen dat er geen overschotten meer zouden zijn. Maar zo eenvoudig is het nu ook niet.

Bovendien is de markttoestand voor de voornaamste van onze produkten op het ogenblik niet wat hij was in 1979, en indien het dossier nu ware ingediend in plaats van einde 1979 denk ik dat de onderhandelingen toch enigszins anders zouden zijn verlopen. Men kreeg van bepaalde sectoren een verkeerd beeld, bijvoorbeeld van de suikersector. Wanneer men dit alles bovendien enigszins van op

afstand bekijkt, moet men er ook aan denken dat de wereldvoedselvoorziening toch een ander licht werpt op wat men overschotten noemt.

Men heeft ten overvloede, de heer Gundelach op kop, de toestand van het budget van de Euromarkt ingeroepen. Ik ga daar niet verder op in. Collega Gillet bijvoorbeeld heeft dat zeer goed uiteengezet. Ik zou ongelijk hebben daarop terug te komen.

Wat doen wij nu voor de toekomst? Mijnheer de Minister, u kent de reeks nationale maatregelen die men van de regering verwacht. Ik maak mij echter geen illusies. Het zal niet zo gemakkelijk zijn deze te bekomen, niet alleen omdat zij financieel zwaar wegen, maar omdat de publieke opinie voor bepaalde van deze sectoren op een andere manier is gesensibiliseerd. Ik ondervind elke dag opnieuw hoe moeilijk het wordt om infrastructuurwerken in de landbouw tot stand te brengen. Ik denk dat sommige collega's dat ook reeds hebben ondervonden.

Wij moeten er in elk geval voor zorgen dat wij bijvoorbeeld via het Landbouwinvesteringsfonds de nodige bedrijfsaanpassingen kunnen uitlokken.

Mijnheer de Minister, ik moet u niet opnieuw wijzen op wat andere landen doen in diverse sectoren om hun landbouw meer concurrentieel te maken. Bij ons moet dat hoofdzakelijk langs het Landbouwinvesteringsfonds gebeuren. Daarom vraag ik dit instrument zeker in goede staat van werking te houden.

Tenslotte meen ik dat wij niet veel meer kunnen dan bij de partners van de Euromarkt aan te dringen om de toestand zo spoedig mogelijk te herzien. Met de cijfers die nu uit de bus gekomen zijn, kunnen wij echt niet wachten tot mei van volgend jaar om een aanpassing te krijgen. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Lavens.

De heer Lavens, Minister van Landbouw en Middenstand. — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, ik zal een poging doen om niet al te lang te spreken hoewel dit niet gemakkelijk is daar 19 sprekers talrijke en uiteenlopende onderwerpen hebben behandeld. U zal mij wel toelaten op een reeks concrete en praktische vragen een nauwkeurig schriftelijk antwoord te geven.

Gemakkelijkheidshalve zal ik antwoorden op de sprekers in de volgorde waarin de uiteenzettingen werden gehouden, maar eerst wil ik mij toch in het bijzonder richten tot de heren Vanhaverbeke en de Bruyne. Ik hoop dat de andere sprekers daarin geen vorm van discriminatie zullen zien.

Het werd mij blijkbaar niet in dank afgenomen dat ik aan het einde van de bespreking van de begroting, in de Kamer verklaarde dat ik de indruk had dat het merendeel van de sprekers en het globaal klimaat van de bespreking te pessimistisch was. Niet dat ik zou beweren dat er voor de landbouw en voor de landbouwbevolking geen problemen zouden zijn. Ik ben het met u allen eens dat wij voor zeer zware tijden staan en dat wij moeten afrekenen met moeilijkheden die op bepaalde punten vrijwel onoverzichtelijk zijn.

De heer Vanhaverbeke begon zijn betoog met de opsomming van wat goed was en ons tot optimisme kon aansporen, maar had anderzijds ook vragen en opmerkingen in verband met de toekomst.

Hoewel het niet overeenstemt met zijn karakter, kwam de uiteenzetting van collega de Bruyne over als de meest pessimistische die wij hebben gehoord. Na lezing van een document opgesteld voor de diensten van de Europese Gemeenschap door een Belgisch ambtenaar, verklaarde de heer de Bruyne dat de grens van de mogelijkheden inzake landbouwbeleid bereikt is. Hij voegde eraan toe dat, indien wij er nog in slagen sommige beslissingen af te dwingen, dit meer het gevolg is van elementen en motiveringen die buiten de landbouw liggen dan van de bedoeling iets te doen voor de landbouw zelf. Hij heeft het landbouwbeleid afgeschilderd — misschien formuleer ik het nog scherper dan hij het heeft bedoeld — als zeer egoïstisch; wij zouden tegen een uitbreiding zijn van de Europese Gemeenschap om de belangen van de landbouw te vrijwaren.

Ik voeg hier onmiddellijk aan toe dat wij de verklaring in dit verband van de Franse president voor zijn rekening laten. De meeste landen van de Europese Gemeenschap en ook België hebben zeer vlug na die verklaring, daarvan afstand genomen. Ikzelf had de gelegenheid tijdens een televisiedebat zondagmorgen mijn mening daarover te zeggen en te verklaren dat wij niet tegen de uitbreiding zijn van de Europese Gemeenschap, ook al zitten daar problemen aan vast voor de landbouw, maar dat wij moeten zoeken naar de middelen om aan deze problemen het hoofd te bieden.

Het is waar dat wij, zoals collega de Bruyne zegt — en hij spreekt uit ervaring als gewezen minister van Buitenlandse Handel — in het buitenland — niet in de Europese Gemeenschap — nogal gemakkelijk

worden doodgeverfd als protectionisten bij uitstek die de wereldmarkt bederven. Men kan echter geen vergelijking maken met om het even welk land. In vele landen buiten West-Europa liggen de kosten veel lager, niet alleen door de lage lonen maar eveneens door het extensief karakter van hun landbouw. Heel wat bezwaren tegen ons Europees gemeenschappelijk landbouwbeleid komen uit de Verenigde Staten van Amerika. Nochtans, indien er één land is dat aan protectionisme doet, wellicht op een meer verborgen wijze — dan is het de Verenigde Staten van Amerika.

De wereldmarkt van landbouwproducten is niets anders dan een overschottenmarkt. Elk land van de wereld brengt slechts naar de wereldmarkt wat het niet kan kwijtraken tegen behoorlijke prijzen. Als wij het geheel bekijken van wat zich de jongste jaren heeft afgespeeld en wat zich voor de volgende jaren aftekent, dan blijkt dat wij de principes van het landbouwbeleid duidelijker zullen moeten afbakenen vooral in het kader van wat wij op landbouwgebied hebben onderschreven in de GATT-overeenkomsten.

Niettegenstaande ons zogenaamd egoïstisch protectionistisch beleid hebben wij niet alleen met de Magreb-landen akkoorden gesloten, hebben wij meegewerkt aan de adhesieverdragen en hebben wij de akkoorden van Lomé helpen voorbereiden. Nochtans hebben deze akkoorden voor onze landbouw verstrekkende gevolgen, vooral wat de suiker betreft. Men kan dus moeilijk beweren dat wij op dat stuk egoïstisch zijn geweest. Waar u zegt, Mijnheer de Bruyne, dat wij te veel beslissingen nemen van dag tot dag, dat wij geen duidelijke beleidslijnen hebben in verband met onze betrekkingen met de derde wereld, hebt u wellicht gelijk. Wij moeten onze opvattingen nader gaan formuleren. Wij zwaaien nog te veel met de vlag van de communautaire preferentie. Dit was één van de drie pijlers die de toenmalige regeringen in de beginfase van de Europese economische éénwording, hebben gewenst. De verschillende landen hebben te Stresa de basisfilosofie opgebouwd van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

De drie pijlers waren : het vrije verkeer, ook voor landbouwproducten, de communautaire preferentie en de financiële solidariteit. Met dat vrije verkeer van goederen hebben we enige moeilijkheid ingevolge de monetair verwickelingen die we hebben meegemaakt. Over de perikelen in verband met de financiële solidariteit, hoef ik niets te zeggen. Ze liggen nog fris in het geheugen. Het moeilijkste probleem is te weten op welke wijze en in welke mate we die communautaire preferentie kunnen in stand houden. Wanneer gaan we over van de verdediging van onze rechtmatige belangen naar een vorm van egoïstisch, al te egocentrisch protectionisme? Daarover kan inderdaad worden gepraat. Voor het overige zijn we op dezelfde golfte.

De heer de Bruyne heeft gezegd dat de monetair onzekerheid aan de basis ligt van heel wat moeilijkheden in het landbouwbeleid. Ik men dat we evolueren naar een grotere stabiliteit. De heer de Bruyne heeft herhaald wat we gisteren in de commissie ter zake hebben gezegd. We mogen niet te luid juichen. Maar het Europees monetair systeem heeft tot nog toe bewezen een positieve bijdrage te zijn tot een grotere monetair stabiliteit.

Er is een ander probleem waarvoor gelijkshakeling moet worden betracht. Vele collega's hebben het gehad over de concurrentievervalsende situatie op het stuk van de energiekosten. Ik kom daarop nog terug. Het is duidelijk dat we deze situatie niet zouden kennen indien de ministers die verantwoordelijk zijn voor het energiebeleid in de negen landen van de Europese Gemeenschap erin zouden geslaagd zijn een gemeenschappelijk energiebeleid en een gemeenschappelijk prijzenbeleid in deze sector uit te werken. Maar men kan op ons landbouwbeleid kritiek uitbrengen, beweren dat het niet zoveel samenhang vertoont en dat het zo complex is geworden.

Mijnheer de Bruyne, in dat boekje staan nog zoveel maatregelen die bedoeld zijn om de zaken af te ronden. Wij kennen een ingewikkeld systeem van marktordeningen. Degenen die er geleidelijk aan mee gegroeid zijn verbazen zich daarover minder. U heeft gelijk te beweren dat het een complex geval is waarvoor men op alle manieren het onevenwicht tracht te compenseren.

Dit Europese landbouwbeleid alsmede het moeilijk prijzenbeleid, hebben we toch in bijna onmogelijke omstandigheden volgehouden. Sedert 1971 zijn er monetair verwickelingen geweest. Op 15 augustus 1971 verklaarde president Nixon dat de dollar van het goud werd losgehaakt. Dan zijn de zwevende munten, de vlottende wisselkoersen tot de dagelijkse praktijk gaan behoren. Dat brengt moeilijkheden mee voor ons beleid. Toch hebben we het volgehouden.

Inzake het energiebeleid wil ik onze collega's uit andere landen niet aanvallen. Sedert 1 oktober 1973 staan we onder sterke druk en een voortdurende bedreiging. Het komt mij voor dat het in deze omstandigheden toch mogelijk moet zijn om tot een eenheid van beleid en visie ter zake te komen.

Ik stel echter vast dat men daartoe niet is gekomen. Ik ben het eens dat wij het Europees landbouwbeleid voortdurend kritisch moeten bekijken. Dat doen wij ook geregeld en op systematische wijze. Eventueel kan ik u alle gewenste documentatie bezorgen. Dit ter informatie van collega Deconinck die er zich over heeft beklagt dat het Parlement te weinig wordt voorgelicht. De voorzitter van de Senaatscommissie voor de Landbouw weet dat ik ter beschikking ben én van de commissie én van de Senaat niet alleen om mondelinge uiteenzettingen te geven maar ook om de nodige documentatie te bezorgen, zoals gisteren nog is gebeurd.

Ons beleid is voortdurend onderhevig aan kritiek van buitenuit. De ministers van Landbouw voeren dit beleid echter met de bekommernis het zo eenvoudig en doelmatig mogelijk te houden. Wij trachten het zo goedkoop mogelijk te voeren, hoewel wij daar niet altijd in slagen in de ogen van degenen die voor de budgetten verantwoordelijk zijn.

Het probleem van de energie werd hier vrijwel door iedereen aangesneden. Er werd vooral de nadruk gelegd op de moeilijke toestand van de glastuinbouw. Ook voor de zeevisserij, is de toestand moeilijker geworden, hoewel daar de factor brandstof niet zo doorslaggevend is als in de glastuinbouw.

U weet dat de regering reeds geruime tijd geleden had besloten om een plan tot energiebesparing op te stellen. U weet ook dat tegen 31 maart ieder departement voorstellen ter zake moest indienen. Het departement van Landbouw heeft een reeks voorstellen geformuleerd.

Ten eerste zijn er de voorstellen die niets kosten.

Vervolgens zijn er de voorstellen die wel iets kosten, maar die haalbaar zijn binnen het raam van onze middelen en waarbij het uitsluitend de aanwending betreft van ter beschikking zijnde personen of middelen. Zo is er bij het wetenschappelijk onderzoek een oriëntering naar middelen die tot energiebesparing kunnen leiden. In de zeevisserij heeft dat al tot resultaten geleid.

Wij hebben ook maatregelen voorgesteld die geld zullen kosten. Hoe kunnen wij, bijvoorbeeld, energiebesparende investeringen aanmoedigen? Kunnen wij dat doen met de gewone middelen van ons Landbouw investeringsfonds of moeten wij kapitaaltoelagen verstrekken? Tenslotte is er de vraag of wij niet voor sommige sectoren die door de stijging van de energieprijzen zwaar zijn getroffen, bijzondere maatregelen moeten nemen, zoals steun van tijdelijke aard.

Ik heb vernomen dat de samenvattende nota die onze collega van Economische Zaken heeft gemaakt van alle voorstellen van de departementen, in de commissie voor het Bedrijfsleven van de Kamer van volksvertegenwoordigers werd behandeld. Ik hoop dat daar iets uit de bus komt.

Je répondrai brièvement à deux interventions concernant le même sujet : la protection des animaux.

M. Roland Gillet m'a demandé quels sont exactement les ministres compétents en la matière. Certains problèmes relèvent de la compétence du département de l'Agriculture, d'autres de celle du ministère de la Justice. Vous trouverez dans le passé l'exemple de réunions conjointes des commissions de la Justice et de l'Agriculture et cette procédure, même si elle n'a pas les faveurs du Sénat, pourrait encore se révéler utile pour l'examen de certains textes à l'avenir.

La proposition qui est de la compétence du ministre des Travaux publics et des secrétaires d'Etat ayant le logement social dans leurs attributions, a été discutée longuement du temps où votre serviteur, Madame, présidait la commission des Travaux publics. Je pensais que cette discussion s'était poursuivie et qu'on avait ainsi pu tirer les conclusions qui s'imposent.

Mme Mathieu-Mohin. — Non.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Nous avons préparé un projet de loi plus complet en ce qui concerne la protection des animaux. Ce projet a été soumis au gouvernement précédent qui a demandé un examen complémentaire par un groupe de travail restreint composé de quelques ministres. Nous connaissons les résultats de ces travaux et nous pourrions, dans quelques jours, présenter un texte corrigé et amélioré qui devra encore être envoyé au Conseil d'Etat. Ce projet, je l'espère, pourra être approuvé par les Chambres avant la fin de cette année si les autres travaux du Parlement le permettent.

Le projet de loi approuvant la convention de Washington est réclamé depuis longtemps. Il appartient au ministre des Affaires étrangères de demander la ratification par le Parlement de tous les traités et de toutes les conventions internationales.

Déposé au Conseil des ministres lors du gouvernement précédent, le texte a été revu suite à des remarques faites notamment par les exécutifs régionaux en ce qui concerne la délimitation des compétences

d'exécution de la convention de Washington. Le département des Affaires étrangères avec lequel nous collaborons, est à présent en mesure de redéposer le projet de ratification au Conseil des ministres. Nous l'avons d'ailleurs demandé dès le 23 mai au nouveau titulaire de ce département. Des contacts entre cabinets concernés nous permettent d'espérer aboutir très bientôt à des résultats concrets et tangibles en matière de la protection des animaux et de la convention de Washington.

Mme Mathieu-Mohin. — Qu'entendez-vous par « très bientôt », Monsieur le Ministre ?

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Je ne suis pas le seul en cause, Madame, et je ne puis engager mon collègue des Affaires étrangères. J'espère toutefois que lors d'un prochain Conseil des ministres le gouvernement pourra adopter le projet de loi et le transmettre alors au Parlement après avoir demandé l'avis du Conseil d'Etat.

En ce qui concerne le projet sur la protection des animaux, nous devons aussi encore, après l'approbation par le gouvernement, demander l'avis du Conseil d'Etat. Dans quel délai nous le fera-t-il parvenir ? Je ne puis vous le dire. J'espère toutefois que nous aurons l'occasion d'examiner ce projet et toutes les propositions ayant trait aux mêmes problèmes avant la fin de cette année.

Mme Mathieu-Mohin. — Monsieur le Ministre, le contrôle du transport des animaux exotiques est-il du ressort de votre département ?

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Comme vous le savez, seuls, au niveau national, les ministères de l'Agriculture et de la Santé publique disposent de services vétérinaires auxquels on fait naturellement appel. Ces services seront-ils un jour aussi régionalisés ? Je ne puis le dire ni anticiper en l'occurrence.

De heer Vernimmen en vele anderen hebben gesproken over het prijzendeбат. Ik meen dat wij daarop niet moeten terugkomen. Ook ik ben niet zeer gelukkig met het resultaat. Ik meen dat het mij veroorloofd is, het betreft tenslotte geen geheime vergaderingen, de situatie van de negen landen ten opzichte van het prijsvoorstel van 5 pct. van de commissie als volgt te omschrijven.

Eén land, namelijk België, vond dat die 5 pct. te weinig was. Twee landen, Duitsland en Frankrijk, vonden dat dit ongeveer het percentage was dat zij verwachtten en nodig hadden. Vier landen vonden het te veel of veel te veel maar waren bereid zich aan te sluiten bij het compromis wanneer de andere landen het zouden aanvaarden. Nog twee andere landen vonden, om andere redenen, dat het compromis niet aanvaardbaar was.

Ik kan u met de meeste duidelijkheid zeggen dat ook Groot-Brittannië de 5 pct. niet te hoog achtte, wat men ook naar buiten zegt. Zij hebben hun akkoord *in petto* gehouden omdat zij een politieke binding maakten met de te verwachten regeling in verband met hun budgettaire bijdrage.

Aan de heer Vernimmen die in dit verband heeft gesproken, maar die zich verontschuldigd heeft omdat hij als lid van het Europese Parlement andere verplichtingen heeft, wou ik zeggen dat wij toch nog meer doen dan alleen maar een prijsbeleid voeren. Hoewel dit het belangrijkste instrument is, is dit niet het enige om de landbouwers een behoorlijk inkomen te bezorgen. Wij doen dit ook via een sterk doorgedreven structuurbeleid. Ik weet wel dat dit niet altijd de resultaten geeft die men ervan verwacht. Het gaat ook niet om revolutionaire hervormingen. Het betreft hier meer bepaald de drie richtlijnen van 1972 over de modernisering, de sanering en de beroepsopleiding en vervolmaking in de landbouw die toch niet zonder belang zijn.

Er worden vragen gesteld in verband met de wereldvoedselhulp in het kader van de overschotten van onze produktie.

Verleden week werden meer informele vergaderingen gehouden in de stad Parma, een buurplaats van de woonplaats van de huidige voorzitter, de Italiaanse minister van Landbouw, waar gesproken werd over een aantal knelpunten in ons beleid. Wij zijn tot de conclusie gekomen dat er een betere binding tussen het Europese landbouwbeleid en de honger in de wereld moet komen. Daar zitten wij dan uiteraard op het terrein van de bevoegdheid van andere collega's. Het zal de heer Eyskens zijn die de volgende week zal antwoorden op de interpellatie van de heer Dewulf in verband met de honger in de wereld.

Wij staan met ons groot potentieel tegenover een niet koopkrachtige vraag in zoveler landen. Hoe kunnen wij nu deze brug maken ?

Aan degenen die gevraagd hebben of er een perspectief is op lange termijn inzake landbouwbeleid, kan ik resumerend antwoorden wat ik gisteren in de commissie heb verklaard. In de eerste plaats moeten wij

oog hebben voor de beperktheden van dit ogenblik waaronder de beperktheid van de koopkracht en de mogelijkheden om onze produktie daarop af te stemmen.

Wij mogen niet uit het oog verliezen dat landen in vlugge ontwikkeling met een sterk toenemende koopkracht in de eerstvolgende jaren wellicht belangrijke hoeveelheden voedsel bij ons zouden kunnen vragen.

Wij hebben ook niet het recht onwetend te blijven over de evolutie die zich op demografisch gebied voordoet in heel wat landen in ontwikkeling. Er is ook een veel tragere evolutie van de mogelijkheden om de voedselvoorrading van die bevolking veilig te stellen.

Wij zouden opnieuw een debat van anderhalf uur kunnen houden over de vraag in hoeverre wij de invoer van grondstoffen moeten beletten.

In de Senaat of in de Kamer werd ooit gezegd dat het niet verantwoord is dat de Westeuropese landbouw maniok invoert uit Thailand, terwijl dit land en zijn naaste omgeving, Cambodja enzovoorts, die maniok als dusdanig hoogst nodig hebben voor hun voeding. Nochtans beweren de politieke verantwoordelijken van dat land dat zij enkel over maniok beschikken voor de uitvoer en dat zij de maniok moeten uitvoeren om geneesmiddelen en hoogst noodzakelijke technologie te kopen die ze zelf niet hebben.

Wij stellen ons nogal vaak in de plaats van verantwoordelijken van andere landen om hen te zeggen hoe zij het moeten doen.

Het is echter niet zo eenvoudig als wij het voorstellen.

Men heeft gesproken over de zetmeelindustrie. Ik dacht dat wij daarvoor een evenwichtig beleid voerden. Ik zal dit beleid niet uiteenzetten. Het is juist te zeggen dat de voedingindustrie eigenlijk zou moeten samengaan met de landbouw en dat de minister van Landbouw de bevoegdheid zou moeten hebben over alles wat in het Verdrag van Rome als landbouw wordt aangezien en nauwkeurig omschreven. Dit is een oud zeer. Bij ons is dat niet zo. Wij moeten dit beredderen in goede verstandhouding tussen de ministers van Economische Zaken en Landbouw.

Het zetmeelbeleid is niet zo zeer een probleem van onze zijde, maar wel van de zijde van de Nederlandse collega's. Die zijn gewoonlijk geen grote eisers.

Meestal vragen zij geen grote prijsverhogingen. Zij hebben echter wel stokpaardjes. Eén daarvan is de steun aan de produktie van aardappelzetmeel, waarbij een groot aantal aardappelproducenten in Nederland zijn betrokken. Wij hebben steeds gezegd dat dit moeilijk te aanvaarden is. Tijdens de jongste vergadering vroegen wij hun cijfers om te bewijzen dat er inderdaad concurrentievervalsing of een ongelijke concurrentie met maïszetmeel is. Wij hebben die bewijsvoering niet gekregen.

M. Sondag a évoqué les problèmes résultant de la fixation des prix au niveau européen. Comme plusieurs de ses collègues, il a exprimé le souhait d'obtenir certaines mesures compensatoires au niveau national, se traduisant par une diminution des charges ou ayant d'une manière ou l'autre un effet sur les coûts de production.

Je reconnais bien volontiers que devant la situation très difficile de l'agriculture et, en particulier, de l'horticulture dans notre pays, il faudrait essayer de réaliser d'urgence une série de mesures qui sont d'ailleurs prévues depuis longtemps déjà. Je pense notamment au Fonds de promotion. Celui-ci ne fera évidemment pas de miracles dès le premier jour, mais il faut le mettre en route.

Dans le secteur vétérinaire, beaucoup de projets ont été étudiés par les départements et les groupements intéressés et le moment est venu de passer maintenant à leur réalisation effective.

Les mesures dont je vous parle ne devraient pas être à l'origine de nouvelles dépenses pour l'Etat.

Je ne dis pas qu'on refuse la discussion d'autres mesures dont la réalisation coûterait, mais vous connaissez les difficultés du gouvernement en matière budgétaire. Heureusement, je ne suis pas tout le gouvernement; mes collègues du Budget et des Finances ont des responsabilités plus directes en ce qui concerne le budget de l'Etat et la balance des paiements. Mais, dans l'ensemble, tout le gouvernement est engagé et les moyens financiers sont évidemment toujours insuffisants pour faire face aux besoins de tous les secteurs de la vie économique. Comme toujours, il faut donc faire des choix, et je veillerai à ce que l'agriculture ne soit pas un secteur négligé.

Le problème du statut social des agriculteurs se pose depuis de nombreuses années et sa solution devient de plus en plus urgente. Les milliards de déficit s'accumulent de façon inquiétante.

Le déficit de ce secteur est relativement plus important que celui de l'assurance maladie-invalidité ou même que le déficit prévu pour les mois à venir dans le secteur des pensions de salariés. Je continuerai

à insister auprès du gouvernement afin qu'une solution soit trouvée aux problèmes du statut social des agriculteurs, éventuellement dans le cadre des lois budgétaires.

A MM. Sondag, Basecq et à d'autres intervenants, je dirai que le problème de la politique foncière a fait l'objet d'une étude dans trois groupes de travail constitués au sein de mon département. Certains d'entre vous y ont même collaboré et y collaborent encore notamment pour ce qui a trait aux problèmes à long terme.

On me demande de prendre des initiatives en ce qui concerne notamment le bail à ferme.

Je répondrai que les initiatives parlementaires qui se sont exprimées dans des propositions de loi déposées à la Chambre constituent une base valable à une discussion.

La même méthode a déjà été utilisée précédemment lors de l'examen d'autres problèmes aussi complexes. Il en a été ainsi notamment de la société agricole; plusieurs propositions ont été déposées notamment par MM. Sondag et Smeers et avant cela par MM. Gillet et Strivay. Après une discussion générale, on s'est mis d'accord sur les grandes lignes d'une solution et l'on a rédigé un texte qui reste un texte émanant du Parlement mais élaboré avec la collaboration technique de mon département.

Je souhaiterais qu'en matière de bail à ferme, la commission de la Chambre procède de même et valorise les initiatives parlementaires qui ont déjà été prises, en reprenant les idées contenues dans les différentes propositions de loi de MM. Gheysen, Baldewijns et d'autres.

Le moment me paraît venu d'accélérer la réalisation d'une série de mesures à prendre dans le secteur sanitaire. J'espère que l'arrivée d'un nouveau titulaire au département de la Santé publique ne sera pas un élément de nature à retarder les discussions en cours. Nous avons d'ailleurs déjà renoué les contacts entre ministres et cabinets. J'espère — et tout sera mis en œuvre pour qu'il en soit ainsi — faire aboutir notamment le projet relatif à l'exercice de l'art vétérinaire, ainsi que les avant-projets concernant les aliments de bétail médicamenteux et d'autres projets en cours d'élaboration, qui doivent être traités simultanément par les deux départements.

De heer Vanhaverbeke heb ik reeds bij het begin van mijn uiteenzetting in de bloemetjes gezet, omdat hij een hekel heeft aan pessimisme. Hij vindt dat wij de optimistische toer moeten opgaan en niet altijd aan de boeren zeggen hoe slecht en hoe verkeerd het wel gaat. De boeren weten zelf wel dat het niet zo goed gaat. Het is bovendien niet nodig er nog elementen aan toe te voegen die niet in een juist daglicht worden gesteld.

Mijnheer Vanhaverbeke, u hebt mij gevraagd hoeveel de netto-melkprijs aan de producent zal bedragen. Indien men op mathematische wijze onze beslissingen volgt, zal de prijsverhoging ten opzichte van de huidige prijs 2,3 pct. bedragen. Het is u wel bekend dat wij niet de prijs bepalen die aan de boer moet worden betaald. Wij bepalen alleen maar steunprijzen voor boter en mager melkpoeder en een streefprijs voor de melk. Elk zuivelbedrijf heeft daarentegen een grote marge voor het bepalen van de melkprijs voor zijn eigen leveranciers.

Inzake de beheersing van de overschotten hebben wij, zoals ik gisteren in de commissie heb gezegd, voorstellen gedaan, die wij met hardnekkigheid hebben verdedigd. Zij strekken ertoe de aangroei van de produktie af te remmen door een superheffing in te voeren. Dit is vooral bedoeld voor bedrijven die reeds een volle arbeidsbezetting hebben.

Men heeft gevraagd wat ze zullen doen met de opbrengst van de medeverantwoordelijkheidsheffing. Promotie van het zuivelverbruik zoals het vroeger reeds was. Maar vermits we deze keer over meer bedragen zullen beschikken komt er nog een gedeeltelijke financiering van de produktieoverschotten bij.

Inzake de promotie van de afzet bestaat er een nuttige en doeltreffende samenwerking tussen de Nationale Dienst voor de Afzet van Land- en Tuinbouwprodukten en de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel. Zij richten gemeenschappelijke promotiedagen in. Deze trefdagen bieden de gelegenheid om met buitenlandse potentiële klanten contact te nemen.

Er werd ook nog een vraag gesteld in verband met de uitvoer van varkens naar Engeland. Hier rijst de vraag of wij de verplichting om varkens in te enten tegen varkenspest, gaan opheffen. Bij ons bestaat de wettelijke verplichting de varkens in te enten. Maar Groot-Brittannië aanvaardt de invoer niet van varkens die tegen varkenspest zijn ingeënt. De sanitaire toestand van onze varkensstapel is de jongste jaren uitstekend, maar niemand weet of er geen nieuwe haarden van deze besmettelijke ziekte kunnen ontstaan. Wij lopen enig risico. Wij

hebben daarover ook het bedrijfsleven ondervraagd. Men schijnt dit risico te willen lopen om de kans te hebben naar Groot-Brittannië te kunnen uitvoeren.

Dan zou men een soort onderlinge verzekering moeten invoeren, wellicht met medewerking van de Staat, voor het geval dat er opnieuw varkenspest zou uitbreken.

De commissie die zich onder meer bezighoudt met de prijzen van vroege aardappelen zal volgende week opnieuw bijeenkomen.

De heer Coen, die niet meer aanwezig is, stelde een aantal vragen in verband met de nationale compensaties.

De Coöperatieve Agricol is niet falliet verklaard op dit ogenblik. Wij doen nog altijd inspanningen om dit te vermijden, en meteen ook om het verlies tot een minimum te beperken voor de landbouwers-leveranciers die nog tegoeden hebben.

Hij sprak ook over de erkenning van fytofarmaceutische produkten uit het buitenland ingevoerd. Dit probleem wordt thans bestudeerd samen met het ministerie van Volksgezondheid.

Bien que j'aie la réputation d'être assez calme, j'ai exprimé à M. Basecq, qui s'est excusé de ne pouvoir assister à la fin de la discussion de mon budget, mon étonnement à la suite de ses assertions répétées sur plusieurs objets, selon lesquelles la politique du département de l'Agriculture serait menée en faveur de la Flandre, en négligeant les intérêts de la Wallonie.

Je pourrais aisément réfuter ces accusations en rappelant qu'au cours des trente dernières années le département de l'Agriculture a été dirigé, pendant environ vingt-trois ans, par un ministre wallon. Si donc des fautes avaient été commises à l'égard de la Wallonie, elles seraient en grande partie imputables à un ministre originaire de cette région. Il n'en est pas ainsi.

Aucune entreprise agricole ou agro-alimentaire de la région wallonne ayant introduit un dossier ne s'est vue refuser les avantages de notre fonds d'investissement.

Au contraire, il est prouvé que nous avons pris des risques plus grands en Wallonie, les interventions de l'Etat en vue de garantir les emprunts ayant été beaucoup plus élevés dans le sud que dans le nord du pays.

Nous connaissons tous l'histoire peu réjouissante de nombreuses coopératives créées dans les secteurs du lin, du lait, des aliments pour bétail ou de la transformation des pommes de terre. Je continue donc d'affirmer que nous avons été équitable à l'égard de cette partie du pays.

M. Basecq a affirmé que les néerlandophones avaient été les seuls bénéficiaires de nominations comme attaché agricole auprès de nos représentations en pays étrangers. Après vérification, je constate que sur les huit postes d'attaché agricole, quatre sont occupés par des fonctionnaires du rôle linguistique néerlandophone et quatre par des fonctionnaires du rôle linguistique francophone, dont un, retraité récemment, n'a pas encore été remplacé.

Il existe donc un équilibre parfait. Il en est de même pour les quatre attachés agricoles adjoints, l'un de ceux-ci étant un fonctionnaire du département détaché à la Communauté européenne à Bruxelles.

Je pourrais répondre dans le même sens à M. Basecq à propos du déséquilibre entre les dossiers relatifs à la commercialisation. Il existe en Wallonie très peu de sociétés qui font de la transformation. Dès lors, il est normal qu'elles introduisent moins de dossiers dans le cadre de cette action pour l'amélioration de la commercialisation. Comme je l'ai déjà dit, il faut d'abord créer de telles entreprises. C'est ce que nous attendons et, lorsque des initiatives se font jour dans le secteur de l'agriculture, les aides nécessaires et notamment les subsides dans le cadre du Fonds d'investissement agricole ont toujours été accordées.

Lorsqu'il parle de décision en matière de prix, M. Basecq m'énervait particulièrement. Il sait que la hiérarchie des augmentations a été fixée par la Commission. Celle-ci a estimé qu'on ne pouvait modifier la hiérarchie prévue dans ses propositions initiales. Nous n'y sommes donc pour rien.

D'ailleurs, en matière de céréales, dont trois cinquièmes de la production se situent en région wallonne, l'augmentation est de 6,1 p.c. pour le froment et l'orge. M. Basecq parle du seigle. Où en voyez-vous encore? L'augmentation des prix est nulle ou très minime mais il n'y a qu'en Flandre qu'on cultive peut-être encore un peu de seigle.

En ce qui concerne les betteraves, que M. Basecq demande l'avis des betteraviers! Ils vous diront qu'une augmentation de 3,8 p.c. est plus que raisonnable. Le maintien du quota A à 680 000 tonnes pour la Belgique et l'obtention d'un quota B de 127,5 p.c. par rapport au

quota A, en maintenant le système du prix mixte, constituent une solution acceptable et plus qu'honorable.

Dans le secteur du lait, 45 p.c. de la production se situent en Wallonie contre 55 p.c. en Flandre. C'est le produit pour lequel l'augmentation est la moins élevée.

En ce qui concerne la viande bovine, on constate à peu près un équilibre entre les deux régions.

Je ne répondrai pas davantage à ce genre de questions, ni à celles concernant le secteur des œufs, par exemple, où toute une série d'événements se sont produits.

Enfin, M. Basecq, comme chaque année, a abordé son hobby : la cotisation aux syndicats betteraviers. L'année dernière, nous avons dit qu'en cas de plainte dans l'application d'une convention conclue dans le secteur, il y avait lieu de nous en faire parvenir les éléments concrets. Jusqu'à présent, nous n'avons rien reçu.

De heer Payfa heeft gesproken over de controle van het vlees. Dit houdt verband met de bespreking die thans plaatsvindt in de Kamercommissie voor de Volksgezondheid in verband met het ontwerp over de hervorming van het keuringswezen dat reeds in de Senaat werd goedgekeurd. Ik wil mij daarover niet uitspreken zonder eerst de mening te kennen van mijn nieuwe collega van Volksgezondheid.

De heer Payfa vroeg onze aandacht voor de besmettelijke ziekten bij dieren. Dit is één van mijn hoofdbekommernissen. Wij spreken in vergaderingen, en ook hier in het Parlement, over prijzenbeleid en over onderhandelingen op Europees niveau, maar ik ben meer bezorgd over de gezondheid en over de gevaren die de gezondheid van onze veestapel soms in grote mate bedreigen dan over het laatste kwart procent prijsverhoging dat al dan niet zou worden toegestaan. Veiligheid inzake de gezondheid van de dieren is heel wat belangrijker.

De heren Van Herreweghe, De Graeve en Vernimmen hebben vooral gesproken over de Belgische sierteelt en de bloemisterij. De heer Van Herreweghe heeft de voordelen opgesomd die in andere landen tereake worden gegeven. Ik kan dit niet op een apothekersweegschaal afwegen. Het is mogelijk dat wij in vergelijking met andere landen niet de meeste voordelen geven. Voor de inrichting en de verbetering van de glastuinbouw geven wij staatswaarborg op de leningen voor 75 pct., 5 pct. tegemoetkoming in de intresten op de volledige lening en momenteel staan wij ook een rentevermindering toe voor overbruggingskredieten ten einde de mensen uit de sector de mogelijkheid te bieden de voorraden stookolie op te drijven met minder financiële lasten. Voor tuinders die daarom hebben verzocht, hebben wij onze staatswaarborg op lopende leningen met één jaar verlengd zodat zij één jaar vrijstelling van aflossing konden krijgen. Ik heb er al op gewezen dat wij bovendien sedert maanden drukke besprekingen voeren met het departement van Economische Zaken in verband met een algemeen plan voor energiebesparing, dus niet alleen voor de landbouw maar ook voor andere sectoren. Wij hebben heel wat werk voor de boeg in verband met het wetenschappelijk onderzoek dat tot energiebesparing moet kunnen leiden.

Ik weet dat men ook rechtstreeks financiële steun vraagt, maar wij beschikken thans niet over de nodige middelen daartoe, en wij kunnen deze ook niet vrijmaken op de begroting. Een dergelijke maatregel zou bovendien niet de instemming krijgen van de regering. Wij staan hier trouwens voor een grote moeilijkheid. De glastuinbouw wordt het sterkst getroffen door de energiecrisis, onmiddellijk gevolgd door de zeevisserij. Maar ook andere sectoren worden sterk getroffen — denken wij maar aan het wegvervoer — terwijl de stijgende energieprijzen ook in de huishouding doorwegen.

De heer Van Herreweghe. — Mijnheer de Minister, sta mij toe u even te onderbreken. Het gaat niet alleen om nieuwe maatregelen waarvoor u, naar u verklaart, nu niet de middelen hebt, maar wat op dit ogenblik is toegestaan, zou toch veel vlugger naar de bedrijven in moeilijkheden kunnen terugvloeiën. Ik denk aan de renteverminderingen en aan de verminderingen op accijnsrechten. Thans moeten de betrokkenen anderhalf jaar wachten op de betaling ervan. Administratief moet het toch kunnen worden geregeld dat de terugbetaling sneller gebeurt dan thans het geval is.

De heer Lavens, Minister van Landbouw en Middenstand. — Wij betalen die intresten rechtstreeks aan de kredietorganismen. Ik meen niet dat zij die nog in rekening brengen van de belanghebbenden, wat jarenlang wel het geval was. Vroeger debiteerde de kredietinstelling de rekening van haar cliënt voor het volle bedrag van de intrest. Thans is een overeenkomst afgesloten waarbij de kredietinstellingen alleen het saldo ten laste van de cliënt in rekening brengen terwijl wij ons aandeel aan de instelling betalen.

Wij moeten nagaan hoe dit in de praktijk werkt. Dit is in elk geval een overeenkomst die wij met de bijzonderste kredietinstellingen die in de sector van de landbouw actief zijn, hebben afgesloten.

De heer Jean Gillet heeft een aantal voorstellen gedaan in verband met de hulp aan de landbouwers nu volgens hem de prijsbeslissingen onvoldoende zijn gebleken. Ik heb hem reeds gezegd en ik herhaal het :

Je suis responsable de certains secteurs, mais je ne constitue pas à moi seul tout le gouvernement pour l'ensemble de la politique. Je dois donc m'entretenir avec mes collègues de toute une série de propositions qui sont formulées et qui sont en discussion depuis bien longtemps.

De heer Capoen had het over de sociale gelijkheid, die hij alleen ziet in een globalisering van alle stelsels. Ik heb gisteren reeds gezegd dat een globalisering en een gelijkheid van de sociale uitkeringen en voordelen moeilijk denkbaar is zonder een grote toenadering, zoniet een volledige gelijkschakeling van de bijdragen. Ik ben er dan ook niet van overtuigd dat deze globalisering een oplossing zal bieden.

Hij sprak ook over het mislopen van het prijzenbeleid. Ik heb daarop geantwoord in mijn repliek aan de heer de Bruyne. Hij had het ook over het energiebeleid.

De heer Pede handelde over de problemen in de sierteelt en de afzetfondsen die in de sierteelt worden gevraagd. Eén van de artikelen van de programmawet van einde 1973 maakte het mogelijk afzetfondsen op te richten. Dit artikel werd steeds als juridische basis betwist. Ik herinner mij dat de heer Perin, die op het gebied van grondwettelijk en bestuurlijk recht een specialist is, destijds beweerde dat deze tekst naar zijn gevoel niet in overeenstemming was met de Grondwet en de toepassing ervan in ieder geval enorme moeilijkheden zou opleveren. Dat is ook waar gebleken. De vraag hoe deze afzetfondsen moesten worden gestructureerd, in welke mate de privé-sector en in welke mate de openbare sector daarbij betrokken moesten zijn, was de oorzaak van een tweede serie moeilijkheden. Er hebben daarover talloze werkvergaderingen plaatsgehad. Voortdurend stootte men op nieuwe moeilijkheden. Ik zal u de opsomming daarvan besparen. Wij menen nu dat deze afzetfondsen het best worden tot stand gebracht door een wijziging van de wet van 1938, die de Nationale Dienst voor de Afzet van Land- en Tuinbouwprodukten oprichtte. Dit is ons inziens de eenvoudigste en meest soepele manier om deze fondsen tot stand te brengen. Het komt misschien een beetje onecht over wanneer wordt gezegd dat vijf à zes jaar werd gediscussieerd onder juristen en afgevaardigden uit de praktijk zonder tot een oplossing te komen. Ik hoop dat de formule die nu werd aangehouden een oplossing zal bieden.

Je me rends compte, Monsieur Neuray, que je n'arriverai pas à vous convaincre que notre système de lutte contre la brucellose est le meilleur et reconnu comme tel par les scientifiques. Dans la pratique, il faut de temps en temps admettre une exception, mais il n'y a pas de système meilleur que le nôtre. Je sais que vous pensez différemment et depuis des années vous m'interrogez sur ce problème. Je crois qu'il est inutile d'essayer de vous convaincre.

M. Neuray. — Je serais convaincu s'il y avait une amélioration de la situation.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — J'ai l'impression qu'il y a une amélioration et elle serait plus nette encore si de la part de certains hommes politiques ou de gens influents dans les milieux agricoles, nous pouvions compter sur une collaboration plus poussée. Je comprend qu'un cultivateur finisse par hésiter lorsque des gens, notamment comme vous — en votre double qualité de sénateur et de professeur —, considérés comme compétents en la matière, disent qu'il ne faut pas abattre les vaches. Sans vouloir vous accabler, je crois que vous avez une certaine responsabilité quand vous dites que notre système n'est pas le meilleur, quoique la Faculté dise le contraire.

M. Neuray. — C'est facile à dire. Vous faites des promesses, mais vous ne prenez pas les mesures qui devraient l'être.

Vous ne contrôlez pas le commerce et dès lors vous n'êtes pas crédible. Et si les hommes politiques défendent les agriculteurs, c'est parce que ceux-ci se rendent très bien compte de la manière partielle dont vous appliquez les réglementations.

C'est au niveau du marché et du commerce que les contrôles sont inexistants.

Voilà les vraies raisons de la situation.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Nous sommes parfaitement conscients de certaines lacunes dans ce secteur-là mais ceux qui continuent à prétendre, malgré les théories des hommes de science, que notre méthode est mauvaise, ont une part de responsabilité.

M. Neuray. — Je suis désolé, ce n'est pas vrai !

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Il y a le secteur du commerce, bien sûr, et aussi le manque de collaboration de certains cultivateurs et vétérinaires.

De heren Vandenaabeele en Deconinck hebben het gehad over de zeevisserij. Ik kan ter zake kort zijn. Wij doen inspanningen. Wij hebben een commissie opgericht die de energiebesparingen in de hele landbouw, dus ook voor de zeevisserij moet onderzoeken. Het Rijksstation voor Zeevisserij werkt actief aan een inventarisatie, en gaat de weerslag na van de verhoudingen tussen het type van vaartuig en het type van motor, de wijze van voortstuwing, op het energieverbruik.

Voor de zeevisserij zijn er nog andere problemen, namelijk het uitblijven van een Euromarktregeling. Wij zijn met de Britten tot een akkoord gekomen wat het schapevlees betreft. Wij hebben echter met hen nog altijd een meningsverschil, acht landen tegen één, over de regeling van de zeevisserij en de vrije toegang van vissersschepen van alle Lid-Staten tot de territoriale wateren van andere Lid-Staten, behalve tot de kleine zone van 12 mijl die moet worden beschermd.

De heer Lagae heeft vragen gesteld die onder meer betrekking hadden op het algemeen beleid. Ik heb daarop reeds geantwoord.

De heer Lagae vroeg mij ook in welke mate uit de begrotingscijfers bepaalde heroriënteringen van het beleid kunnen worden afgeleid. Ziehier daarover enkele cijfers.

Ten eerste, in de begroting voor 1980, tegenover 1979, hebben wij een relatief belangrijke stijging van het krediet ter bevordering van de afzet van onze produkten.

Ten tweede, de kredieten bestemd voor de veeziektenbestrijding kennen een relatief belangrijke toename.

Ten derde, de kredieten voor de bedrijfsbegeleiding, boekhouding en voorlichting ter plaatse werden verhoogd.

Dit zijn drie doelstellingen waarop wij in onze begroting het accent hebben gelegd.

Onze bezorgdheid is ook de uwe in verband met het Landbouw-investeringsfonds waarvan we de essentie van haar bestaan niet willen ontnemen.

Aan de andere kant moeten we ingevolge Europese beslissingen, niet alleen wegens onze budgettaire problemen, wat selectiever zijn voor een aantal aangelegenheden waarvoor ons beperkingen werden opgelegd. U weet waarover het gaat.

Ik ben het met u eens dat het te laat en te weinig is. *Too late and too little* hebt u gezegd. Hoewel de laattijdigheid van onze beslissingen enigszins gerelativeerd moet worden. Voor twee produkten zijn wij over tijd, namelijk de melk en het rundvlees. Voor andere zijn we nog op tijd. Het zijn evenwel twee belangrijke produkten waarvoor de prijsverhoging twee maanden te laat komt.

De heer Lagae en anderen hebben gesproken over de bijdrage die de landbouw levert in de inflatiebestrijding in ons land.

Ter illustratie zal ik eraan toevoegen dat, indien we als basis van het landbouwindexcijfer het gemiddelde van de jaren 1962, 1963 en 1964 nemen en met 100 vertrekken, dit cijfer thans is opgelopen tot 163,84. Voor het hele pakket verbruiksartikelen die in het indexcijfer voor de consumptieprijzen zijn opgenomen bedraagt dat 243 en voor de voedingswaren 228.

Dit is ongeveer de verhouding. Daarnaast kunnen wij nog plaatsen de cijfers van de stijging van de kosten in de landbouw. Die zijn heel wat hoger opgelopen dan de verkoopprijzen. Zij staan ongeveer op het niveau van de voedingswaren en dichtbij het algemeen cijfer van de stijging van de index van de consumptieprijzen. Dank zij de inspanning van onze landbouwers en dank zij de voortdurende opdiving van de produktiviteit door de verbetering van de werkmethodes, vaak ten koste van het eigen inkomen dat niet in verhouding staat tot de inkomens in de andere economische sectoren, zijn wij erin geslaagd niet alleen te zorgen voor een veilige bevoorrading in voedingswaren, maar ook voor een grote variatie en een hoog aangeschreven kwaliteitsniveau tegen prijzen die heel wat minder zijn gestegen dan de eigen kosten en de prijzen van andere produkten.

Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, ik dank u omdat u zo lang hebt geluisterd naar mijn antwoord. Ik heb dit in een uur en een kwartier gegeven. Ik vind het — allicht is dit maar een illusie — een goede prestatie om in die tijdsspanne het merendeel der vragen van negentien sprekers te beantwoorden. Ik dank u voor het betoonde geduld en ik dank u ook bij voorbaat voor het vertrouwen dat u mij zult schenken door de goedkeuring van de begroting van het ministerie van Landbouw. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1980

Discussion des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

Beraadslaging over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère de l'Agriculture de 1980.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Landbouw voor 1980.

Au tableau budgétaire, M. Humblet présente l'amendement que voici :

Titre I. — Dépenses courantes

Section 01. — Dépenses de cabinet

Art. 11.02. Traitements et indemnités du personnel du cabinet.

Ramener le crédit de 24,2 millions de francs à 23,6 millions de francs.

Réduction : 0,6 million de francs.

Titel I. — Lopende uitgaven

Sectie 01. — Kabinetsuitgaven

Art. 11.02. Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het kabinet.

Het krediet van 24,2 miljoen frank terug te brengen tot 23,6 miljoen frank.

Vermindering : 0,6 miljoen frank.

Cet amendement est-il appuyé? *(Plus de deux membres se lèvent.)*

L'amendement étant régulièrement appuyé, il fera partie de la discussion.

Het woord is aan de heer De Seranno.

De heer De Seranno. — Mijnheer de Voorzitter, wij zullen het amendement niet goedkeuren om de redenen die wij al meer dan eens bij andere gelegenheden hebben opgegeven.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Lavens.

De heer Lavens, Minister van Landbouw en Middenstand. — Mijnheer de Voorzitter, de regering verzoekt de Senaat het amendement niet goed te keuren.

M. le Président. — Quelqu'un demande-t-il encore la parole au sujet de cet amendement?

— Les articles du tableau sont successivement soumis à l'examen de la section. *(Voir documents n°s 4-XI-1 à 3 de la Chambre des représentants, session 1979-1980, et documents n°s 5-XI-1 et 2 du Sénat, session 1979-1980.)*

De artikelen van de tabel worden achtereenvolgens behandeld door de afdeling. *(Zie stukken nrs. 4-XI-1 tot 3 van de Kamer van volksvertegenwoordigers, zitting 1979-1980, en stukken nrs. 5-XI-1 en 2 van de Senaat, zitting 1979-1980.)*

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Crédits pour les dépenses courantes (titre I) et pour les dépenses de capital (titre II)

Article 1^{er}. Il est ouvert, pour les dépenses du ministère de l'Agriculture afférentes à l'année budgétaire 1980, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I			
Dépenses courantes . . .	8 198,6	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital . . .	1 459,0	57,2	559,9
Totaux . . .	9 657,6	57,2	559,9

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

*Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (titel II)*

Artikel 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1980 worden kredieten geopend ten belope van (in miljoenen franken) :

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven . . .	8 198,6	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven . . .	1 459,0	57,2	559,9
Totaux . . .	9 657,6	57,2	559,9

Die kredieten worden opgesomd onder titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

*Dispositions particulières
relatives aux dépenses courantes et de capital*

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du département. Ces avances peuvent supporter des dépenses d'un montant maximum de 50 000 francs, sauf en ce qui concerne les frais de mission à l'étranger dont le montant est fixé par le ministre ayant l'agriculture dans ses attributions.

*Bijzondere bepalingen
betreffende de lopende uitgaven en de kapitaaluitgaven*

Art. 2. Bij afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement. Die voorschotten mogen uitgaven dragen die ten hoogste 50 000 frank belopen, met uitzondering van de uitgaven voor opdrachten in het buitenland waarvan het bedrag bepaald wordt door de minister die de landbouw in zijn bevoegdheid heeft.

Art. 3. Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi du 29 octobre 1846 organique de la Cour des comptes, le comptable chargé de la liquidation des secours et allocations à caractère social peut recevoir des avances de fonds successives d'un montant ne dépassant pas 500 000 francs, dont il sera justifié ultérieurement.

Art. 3. Gezien het spoedeisend karakter van de in het vooruitzicht gestelde uitgaven en bij afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof mag de rekenplichtige, belast met de vereffening van de hulpelden en toelagen van sociale aard, achtereenvolgende geldvoorschotten van hoogstens 500 000 frank ontvangen die later zullen verantwoord worden.

Art. 4. Autorisation est accordée au ministre ayant l'agriculture dans ses attributions de mettre à la disposition de la Masse d'habillement des Eaux et Forêts, en vue de couvrir les besoins de trésorerie de cet organisme, la quote-part du crédit prévu à l'article 12.05, section 31, afférente aux indemnités pour port de l'uniforme, reprise sous l'article 60.02.B, titre IV, section particulière.

Art. 4. De minister die de landbouw in zijn bevoegdheid heeft, wordt ertoe gemachtigd het deel van het onder artikel 12.05, sectie 31, uitgetrokken krediet, bestemd voor de vergoedingen wegens het dragen van de uniform, ter beschikking te stellen van het Kledingsfonds van Waters en Bossen, opgenomen onder artikel 60.02.B van titel IV, afzonderlijke sectie, ten einde dit organisme de nodige fondsen te verschaffen.

Art. 5. En vue de mettre en application le programme de recherches couvert par les articles 12.40 et 12.70, section 32, le ministre ayant l'agriculture dans ses attributions est autorisé à disposer des crédits de ces articles par avances de fonds ou ouvertures de crédits.

Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 4 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du département à l'effet de payer des dépenses inscrites aux articles 12.40 et 12.70 précités de la section 32. Les contrats conclus avec les groupes de travail pourront prévoir l'octroi de versements provisionnels.

Art. 5. Ten einde het onderzoeksprogramma, gedekt door de artikelen 12.40 en 12.70, sectie 32, uit te voeren, wordt de minister die de landbouw in zijn bevoegdheid heeft ertoe gemachtigd over de artikelen te beschikken door middel van fondsenvoorschotten of van kredietopeningen.

Bij afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 4 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement met het oog op de uitbetaling van de uitgaven ingeschreven op de voormelde artikelen 12.40 en 12.70 van sectie 32. De contracten afgesloten met de werkgroepen mogen in de toekenning van provisionele stortingen voorzien.

Art. 6. Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 6. De betaling van de geboortetoelagen en van de vergoedingen wegens begrafeniskosten geschiedt volgens de regels vastgelegd door artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de rijkscomptabiliteit.

Art. 7. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.01 de la section 31 du titre I peut être réparti selon les besoins par voie d'arrêté royal entre les articles appropriés du même titre.

Art. 7. Het provisioneel krediet ingeschreven onder artikel 01.01 van sectie 31 van titel I mag volgens de behoeften worden verdeeld over de passende artikelen van dezelfde titel door middel van een koninklijk besluit.

Art. 8. Par dérogation à l'article 5 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les crédits non dissociés ci-après pourront couvrir également des dépenses se rapportant à des années antérieures :

Titre I, section 31, article 12.01;

Titre I, section 32, article 12.01.

Art. 8. In afwijking van artikel 5 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, mogen de volgende niet-gesplitste kredieten eveneens de uitgaven in verband met vorige jaren dekken :

Titel I, sectie 31, artikel 12.01;

Titel I, sectie 32, artikel 12.01.

Organismes d'intérêt public

Art. 9. La Société nationale terrienne est autorisée à reporter à l'année budgétaire 1981 la partie non utilisée au 31 décembre 1980 de la quote-part dans ses frais d'administration générale qu'elle a reçue à charge de l'article 41.20 du titre I du tableau annexé à la présente loi et à l'affecter aux mêmes fins.

Instellingen van openbaar nut

Art. 9. De Nationale Landmaatschappij wordt gemachtigd tot het overdragen op het begrotingsjaar 1981 van het op 31 december 1980 niet-gebruikte gedeelte van het aandeel in haar algemene administratiekosten dat ze ten laste van artikel 41.20 van titel I van de bij deze wet gevoegde tabel heeft ontvangen en het aan te wenden voor dezelfde doeleinden.

Section particulière (titre IV)

Art. 10. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi sont évaluées à

5 013 400 000 francs pour les recettes et à 5 182 700 000 francs pour les dépenses.

Sont d'autre part autorisés, à charge de l'article 60.01.A, Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, des engagements à concurrence de 2 500 000 000 de francs.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 10. De verrichtingen op de speciale fondsen, die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 5 013 400 000 frank voor de ontvangsten en op 5 182 700 000 frank voor de uitgaven.

Worden anderzijds toegelaten, ten laste van artikel 60.01.A, Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie, vastleggingen ten belope van 2 500 000 000 frank.

Art. 11. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 11. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet wordt aangeduid naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen, waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen, waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen, waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

Personne ne demandant la parole, la discussion des articles est close.

Daar niemand het woord vraagt, is de behandeling van de artikelen gesloten.

Il sera procédé, en assemblée, au vote sur l'amendement, sur les articles et sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen in plenaire vergadering over het amendement, over de artikelen en over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1979

Discussion des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Beraadslaging over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen du projet de loi ajustant le budget du ministère de l'Agriculture de 1979.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Landbouw voor 1979.

— Les articles du tableau sont successivement soumis à l'examen de la section. (Voir document n° 5-XI-1 de la Chambre des représentants, session 1979-1980, et document n° 6-XI-1 du Sénat, session 1979-1980.)

De artikelen van de tabel worden achtereenvolgens behandeld door de afdeling. (Zie stuk nr. 5-XI-1 van de Kamer van volksvertegenwoordigers, zitting 1979-1980, en stuk nr. 6-XI-1 van de Senaat, zitting 1979-1980.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I, dépenses courantes et au titre II, dépenses de capital du budget du ministère de l'Agriculture de

l'année budgétaire 1979, sont ajustés suivant les données détaillées du tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

		Crédits dissociés	
	Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
	—	—	—
TITRE I			
<i>Dépenses courantes</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante . . .	51,5	—	—
Réductions	98,6	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures . . .	3,1	—	—
TITRE II			
<i>Dépenses de capital</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante . . .	—	—	—
Réductions	—	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures . . .	0,3	—	—

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten ingeschreven onder titel I, lopende uitgaven en onder titel II, kapitaaluitgaven van de begroting van het ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1979, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken) :

		Gesplitste kredieten	
	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnan-cerings-kredieten
	—	—	—
TITEL I			
<i>Lopende uitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	51,5	—	—
Verminderingen	98,6	—	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	3,1	—	—

II. Dispositions diverses

Art. 2. La créance suivante est relevée de la prescription :

Année	Créancier	Montant
1972	Office central des Fournitures, Bruxelles	F 129 798

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De volgende schuldvordering wordt van de verjaring ontheven :

Jaar	Schuldeiser	Bedrag
1972	Centraal Bureau voor Benodigheden, Brussel	F 129 798

Art. 3. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

Art. 3. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen van de Schatkist gedekt worden.

Art. 4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Personne ne demandant la parole, la discussion des articles est close. Daar niemand het woord vraagt is de behandeling van de artikelen gesloten.

Il sera procédé, en assemblée, au vote sur les articles et sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen in plenaire vergadering over de artikelen en over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Wij hebben dus onze agenda van vandaag afgehandeld.

Nous avons ainsi épuisé notre ordre du jour.

Le Sénat se réunira, en assemblée, demain, jeudi, le 12 juin 1980, à 14 heures.

De Senaat komt bijeen, in plenaire vergadering, morgen, donderdag, 12 juni 1980, te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 19 h 45 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 19 u. 45 m.*)